

01

INFORMATIQUE

www.01netpro

BU
& T

LE DSI DE L'ANNEE 2 0 1 0

Numéro spécial

En partenariat avec :



interxion
Fournisseur Neutre De Data Centres

Business
Services



LE DSI DE L'ANNÉE 2 0 1 0

DSI DE L'ANNÉE

Véronique Durand-Charlot, DSI de
GDF SUEZ

DSI DÉVELOPPEMENT DURABLE

Michel Foulon, DSI de La Poste Courrier

DSI INNOVATION

Vincent Chatard, DSI de BforBank

DSI MÉTIER

Philippe Courqueux, DSI de Cora

DSI TRANSFORMATION

Véronique Durand-Charlot, DSI de GDF SUEZ

DSI PME

Thomas Chejfec, DSI du Groupe Aldes

PRIX SPÉCIAL CLUB OIDS

Philippe Guyard, DSI du Groupe SEB

01

INFORMATIQUE

BUSINESS & TECHNOLOGIES



Michel Foulon,
La Poste : lauréat
du développement
durable P.48

Philippe Courqueux,
Cora : lauréat du
rapprochement
métiers P.49

Thomas Cheftec,
Aldes : lauréat
PME-PMI P.50

Vincent Chatard,
Bforbank : lauréat
innovation P.51

Philippe Guyard,
SEB : Prix spécial
Club 01 DSI P.52



DSI DE L'ANNÉE

*« Nous devons agir
comme les leaders d'une
communauté »*

**Véronique
Durand-Charlot,
GDF Suez,
Grand Prix 2010**

DOSSIER P. 44

01 France Metro: 5€ - DOM: 6,20€, Belgique: 5,50€, Suisse: 9,50 FS, Canada: 8,50 \$C, Luxembourg: 5,50 €

M 02995 - 2063 - F: 5,00 €



TRANSFORMING BUSINESS. TRANSFORMING LIFE.

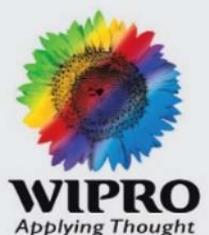
Grâce à sa technologie, à sa perspicacité et à son engagement, Wipro permet aux entreprises, dans tous les secteurs, d'être plus agiles, plus efficaces et plus rentables. Ces avantages, elles en font, à leur tour, profiter leurs clients, améliorant ainsi leurs performances.

Améliorer votre performance financière, technologique, commerciale : quel que soit votre objectif, nous vous permettrons de l'atteindre plus rapidement.

Pour plus d'informations, rendez-vous sur www.wipro.com/france

TRANSFORMING BUSINESS. TRANSFORMING LIFE.

NYSE :WIT | PLUS DE 100 000 EMPLOYES | 54 PAYS | CONSEIL | INTEGRATION | EXTERNALISATION



LA RÉDACTION A...

apprécié en ligne le périple de Scott Kelly et Douglas Wheelock. Ces deux astronautes américains ont partagé au quotidien leur voyage dans l'espace au travers de messages et de photos sur Twitter (voir : @StationCDRKelly et @Astro_Wheels). On les voit « jongler » avec des oranges en apesanteur. Ils ont même lancé des quiz sur le thème « Quelle est cette partie de la planète ? ». Du pur web 2.0 !



ALERTÉ les éditeurs de logiciels parisiens. Dans le classement régional de Truffle Capital, l'Ile-de-France se fait chiper la deuxième place par le sud-est de l'Angleterre. La région allemande du Rhein-Main-Neckar (40 % des revenus logiciels européens, notamment grâce à SAP) reste en tête.

CRAINT

un minicataclysme dans l'univers des télécoms. Qu'Apple puisse créer une carte SIM virtuelle dans ses futurs terminaux fait hurler les opérateurs et les fabricants de cartes à puce. En effet, cela pourrait remettre en cause leur business model...



imaginé les médias du futur. Confronté à l'érosion de ses revenus, le magnat de la presse Rupert Murdoch s'associe à Steve Jobs pour créer un quotidien, façon tabloïd, disponible seulement sur iPad. Baptisé *Daily*, il serait facturé 99 cents par semaine. Vingt millions de dollars investis, 100 journalistes : un sacré pari sur l'avenir !

été troublée par la « sensibilité » des smartphones. Au travers du projet Trackyourhappiness.org, des chercheurs américains utilisent les mobiles pour connaître en temps réel les sentiments et les pensées d'utilisateurs volontaires. Verdict : plus on est déconcentré, plus on est triste.

LES MOTS CLÉS DE LA SEMAINE

Très haut débit
Formation
 Télémédecine
Industries
 Virtualisation
Services
 Plan numérique
 Open source
Cloud
 Marketing
Conduite du changement
 Réseaux sociaux
Décisionnel

Cloud : p. 40, 41
 Conduite du changement : p. 42, 44
 Services : p. 16, 18
 Décisionnel : p. 26
 Formation : p. 21
 Industries : p. 44
 Intégration de données : p. 24
 Marketing : p. 10
 Open source : p. 12
 Plan numérique : p. 9
 Réseaux sociaux : p. 14
 Télémédecine : p. 29
 Très haut débit : p. 9
 Virtualisation : p. 40



Frédéric Simottel
Rédacteur en chef

Le pouvoir de convaincre

Pas facile de mener des projets ambitieux au cours des trois dernières années. De nombreux DSI ont dû accompagner, voire anticiper la transformation de leur entreprise. Une transformation parfois menée à marche forcée dans des délais très courts, à cause d'une fusion, d'un contexte économique très dégradé ou d'une concurrence exacerbée. Depuis douze ans que les Trophées DSI existent, *01 Informatique* a toujours cherché à récompenser les efforts, le bon sens, la rigueur et la capacité d'innovation de ces femmes ou hommes. A ces critères de talents s'est ajoutée, au fil des ans, la faculté à accompagner les autres directions du groupe et à assurer correctement la gestion des budgets et celle des hommes. Le jury a fait ressortir d'autres qualités plus humaines : la passion en 2007, l'audace en 2008 ou le courage en 2009.

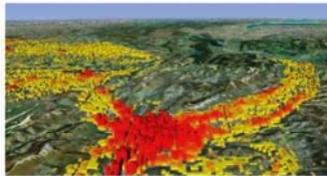
« Convaincre ses dirigeants alors que le système d'information n'est pas dans les gènes de l'entreprise »

Cette année, l'accent a été mis sur le pouvoir de convaincre. Se convaincre tout d'abord de la pertinence de ses propres choix. Convaincre ses dirigeants qu'il faut y aller, alors que le système d'information n'est pas dans les gènes de l'entreprise. Leur expliquer quels bénéfices le groupe va tirer de cet outil aussi industriel que le métier lui-même de l'entreprise. Convaincre que le système d'information va rendre plus performants les techniciens les plus modestes comme les cadres décideurs. Convaincre ses équipes et les entraîner dans son sillage alors que le chemin s'annonce tortueux. Convaincre enfin son écosystème de la justesse de ses choix technologiques. « *Le DSI doit être le leader d'une communauté* », assure Véronique Durand-Charlot, lauréate du Grand Prix 2010. Ce sont les qualités qui habitent chacun de nos lauréats 2010. Des DSI jugés aussi par leurs patrons sur le regain de performance qu'ils apportent à leur entreprise. ■

01 SOMMAIRE

TENDANCES

- 9. **REMANIEMENT** Les dossiers chauds qui attendent Eric Besson
- 10. **BASES DE DONNÉES** Le marketing local à la recherche de la précision perdue
- 12. **LOGICIELS** L'open source oblige les services achats à s'adapter
- 14. **VEILLE** Les plates-formes de veille se tournent vers le collaboratif
- 15. **PARC INFORMATIQUE** Windows XP fait de la résistance
- 16. **DÉCRYPTAGE** Le sans-contact expliqué à votre directeur général
- 18. **SERVICES** GFI sur la voie du redressement
- 20. **GREEN TECH** Green IT : des démarches polarisées sur le centre de données
- 21. **GESTION RH** Les formations comportementales et certifiantes ont le vent en poupe
- 23. **MARCHÉ** Créations d'emplois sujettes à caution
- 24. **APPLICATIONS** Pourquoi l'intégration de données a tant la cote
- 26. **START UP** Choisir n'importe quel cloud pour son outil décisionnel



OPINIONS

- 29. **DÉFI NUMÉRIQUE** Télémedecine : ouvrez la bouche et faites « @ » !
- 30. **HUMEURS** Jeunes pousses en panne Technologies du troisième âge
- 31. **ON EN PARLE DANS LES BLOGS**
- 32. **CARTE BLANCHE À...** Henri Ducoing, pseudonyme d'un DSI d'un groupe industriel international La perversion des indicateurs de performance

EXPÉRIENCES

- 33. **TÉLÉCOMS** Internet, deuxième réseau de l'entreprise étendue
- 38. **DÉCISIONNEL** L'Institut de veille sanitaire réagit plus vite aux pics de pathologies
- 40. **RATIONALISATION** Aigle diminue le coût de son informatique tout en la fiabilisant
- 41. **INTERVIEW** Pierre Matuchet, directeur général adjoint de VSC Technologies
- 42. **RENCONTRE** De l'informatique à la conduite du changement
- 43. **JURIDIQUE** La valeur juridique du SMS

DOSSIER

44. LES DSI DE L'ANNÉE 2010

- 46. **GRAND PRIX 2010 ET PRIX DE LA TRANSFORMATION** Véronique Durand-Charlot, GDF Suez
- 48. **LAURÉAT DU DÉVELOPPEMENT DURABLE** Michel Foulon, La Poste
- 49. **LAURÉAT DU RAPPROCHEMENT MÉTIERS** Philippe Courqueux, Cora
- 50. **LAURÉAT PME-PMI** Thomas Chejfec, Aldes
- 51. **LAURÉAT INNOVATION** Vincent Chatard, Bforbank
- 52. **PRIX SPÉCIAL CLUB 01 DSI** Philippe Guyard, SEB
- 53. **QUE SONT-ILS DEVENUS ?**

VOUS

- 59. **MANAGEMENT** Utiliser les valeurs du sport pour attirer les futurs diplômés
- 60. **RESSOURCES HUMAINES** Rupture conventionnelle, deux ans après
- 62. **BUSINESS STYLE**

- 64. **AGENDA**
- 68. **FLASH-BACK**
- 70. **PROCHAINEMENT DANS 01**

Ce numéro comporte un ex-cerpt DSI de l'année, un encart jeté EMC sur une diffusion totale, et un courrier de réabonnement sur une diffusion partielle d'abonnés.

Abonnez-vous en ligne sur www.kiosque01.com

Plus de
3 millions
d'applis Nokia
sont téléchargées
chaque jour dans le monde

A quand la vôtre ?

Développer une appli Nokia n'a jamais été aussi simple et avantageux. Rapprochez-vous de nos **4 millions d'utilisateurs de Smartphones en France** et accédez instantanément à plus de **190 marchés à travers le monde** grâce à Ovi Store.

NOKIA
Connecting People



Rendez-vous sur
www.nokia.fr/develop

**Parce que vous n'êtes pas un numéro,
Nerim vous propose des solutions d'hébergement
adaptées à votre besoin.**

FLORA SYLVAIN YVES CLAIRE PAUL MARC CÉLINE MAX PIERRE



DIAGNOSTIQUEZ
VOS BESOINS

www.nerim.fr

anessy.com

Les solutions Internet et Télécom conçues pour les entreprises

Chez Nerim, chaque client dispose d'un **interlocuteur dédié** qui détermine avec lui ses besoins.

Le savoir-faire technologique et le sens du service sont indissociables, ce qui vous permet de profiter de solutions d'hébergement **performantes et fiables**.

Depuis **10 ans, 20 000 clients font confiance à Nerim**. Vous aussi, offrez une prestation d'hébergement sur-mesure à votre entreprise.

Pour en savoir plus : **09 73 87 00 02 - www.nerim.fr**

▶ **Nerim Housing**

▶ **Serveurs dédiés**

▶ **Serveurs privés virtuels**

**Hébergement
Serveurs**

**Connexions
Internet**

**Téléphonie
d'Entreprise**

**Sécurité
Réseaux**

:// Nerim

TENDANCES



AGÈS GALON

Le conseil général de Corrèze, présidé par François Hollande, investit 1,5 M€ dans l'achat de 3 300 iPad destinés aux collégiens et à leurs enseignants.

Réparer une application métier standard déjà opérationnelle coûte 2,8 \$ la correction par ligne de code. La moyenne étant de 374 000 lignes par application, la facture dépasse le million de dollars. Source : Cast

REMANIEMENT Gouvernance, grand emprunt, fiscalité... le nouveau ministre devra rassurer

Les dossiers chauds qui attendent Éric Besson

Après une parenthèse d'un peu moins de deux ans, Eric Besson reprend le portefeuille du numérique. Plus de secrétariat d'Etat spécifique, les nouvelles technologies se retrouvent rattachées à l'Industrie et se pilotent depuis Bercy. « Ce ministère confirme la place croissante de l'industrie numérique dans la politique industrielle », se réjouit l'Afdel (Association française des éditeurs de logiciels). Une synergie imaginée par son prédécesseur. Six jours avant d'être débarqué, Christian Estrosi lançait le Comité stratégique de la filière services et technologies de l'information et de la communication.

Pour porter cette ambition, Eric Besson ne pourra s'appuyer que sur une équipe réduite. Avant de quitter les lieux, Nathalie Kosciusko-Morizet (NKM) a dû se séparer de sept collaborateurs pour se conformer à la consigne du chef de l'Etat. Le nouveau cabinet sera dirigé par Franck Supplisson, ex-conseiller technique en nouvelles technologies de l'information et de la communication de Nicolas Sarkozy.

Les propositions de France numérique 2012 seront « mises en œuvre, dans le calendrier prévu »

Pour étoffer ses troupes, le ministre pourra toujours réactiver la création de la Délégation nationale au numérique (DNN), une entité qui devait réunir les équipes chargées du numérique disséminées au sein des différents ministères. Soit l'une des 154 mesures du plan France numérique 2012 – pour



LOREL BONVENTURE/APP

Eric Besson, ministre chargé de l'Industrie, de l'Energie et de l'Economie numérique.

la plupart sans budget ni échéancier – annoncé par le même Eric Besson en octobre 2008.

Une autre mesure évoquait l'agrégation des autorités de régulation et d'orientation stratégique du gouvernement au sein d'un Conseil national du numérique (CNN). L'occasion, peut-être, de sauver le Forum des droits sur l'internet (FDI), appelé à disparaître d'ici à la fin de l'année faute de subventions. Car le ministre l'a affirmé, lors de sa première sortie publique au Digiworld Summit de l'Idate, ses propositions seront « mises en œuvre, dans le calendrier prévu ». Il est vrai qu'entre-temps, le grand emprunt et ses 4,5 milliards d'euros dévolus au numérique sont

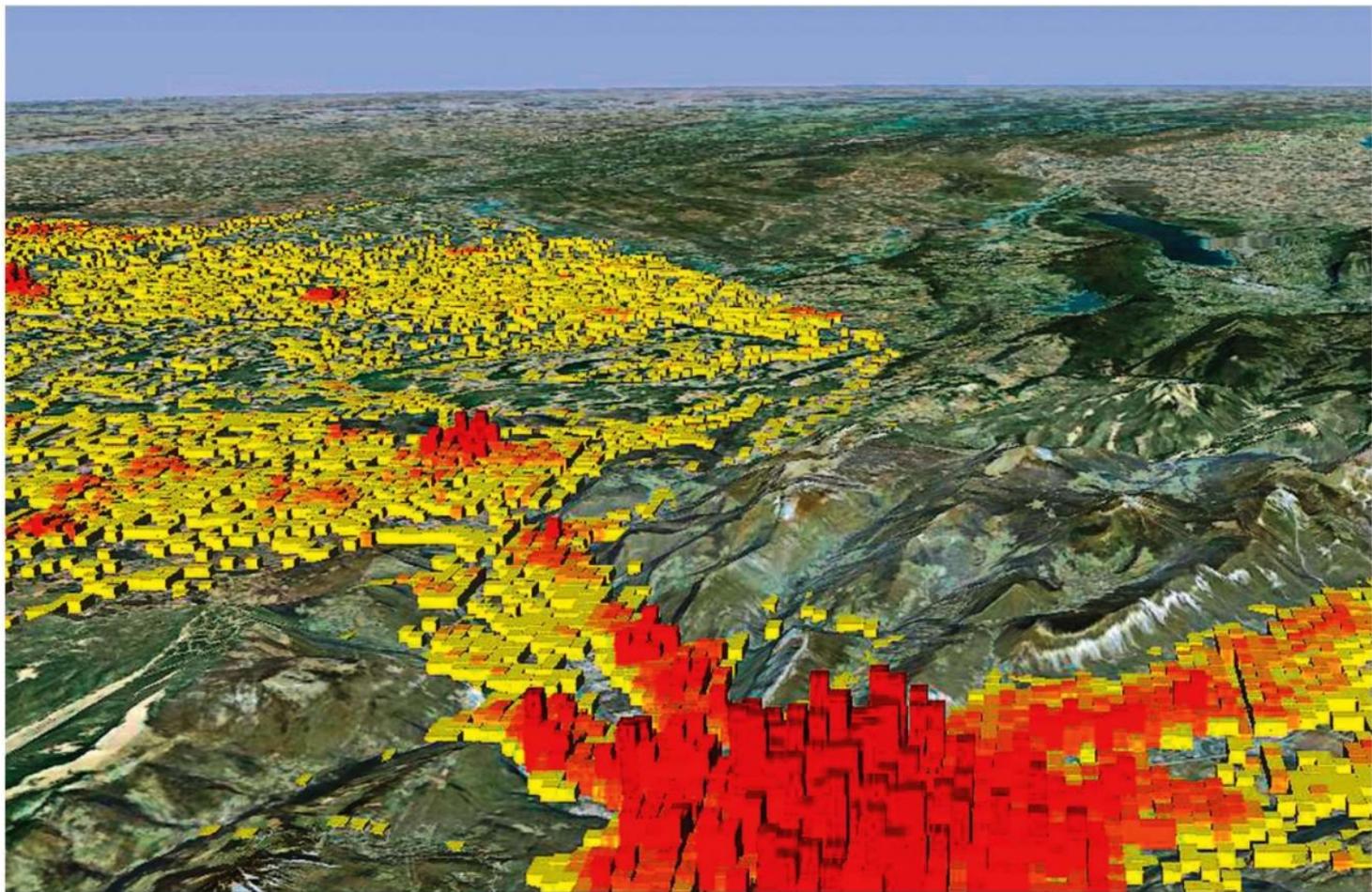
passés par là. Un grand emprunt qui entre dans sa phase décisive avec le lancement des appels à projets. Ils étaient censés se dérouler avant la fin de l'année pour une ouverture en 2011 du guichet de financement.

En ce qui concerne le très haut débit, Eric Besson annoncera prochainement la liste des réseaux pilotes éligibles. L'appel à candidatures pour l'utilisation des fréquences 4G est aussi en passe d'être finalisé. Côté usages et services innovants, des appels à projets porteront sur le logiciel embarqué, la sécurité et la télésanté.

La profession remontée contre la taxe Google

Le ministre devra faire vite, car les acteurs du secteur sont remontés. Renaissance numérique dresse un bilan catastrophique. Avec un tiers des foyers non connectés à internet, l'Hexagone se situe, selon elle, au niveau atteint par la Corée du Sud... en 2001. La même association s'insurge, avec d'autres, de l'instauration d'une nouvelle taxe, introduite par le sénateur Philippe Marini, de 1 %, dite « taxe Google », sur tout achat de publicité en ligne. Le projet de loi de finances 2011 envisage également de raboter les incitations fiscales à l'innovation que constituent le statut des jeunes entreprises innovantes (JEI) et le crédit d'impôt recherche (CIR). Enfin, en dépit d'un bilan jugé positif, NKM laisse deux dossiers inachevés : la neutralité d'internet et la charte du droit à l'oubli qui n'a été paraphée ni par Google ni par Facebook. ■

XAVIER BISEUL



Cette visualisation 3D constituée de blocs de 250 m de côté, proposée par le cabinet de conseil Ellipsa, montre la répartition de la population de Grenoble.

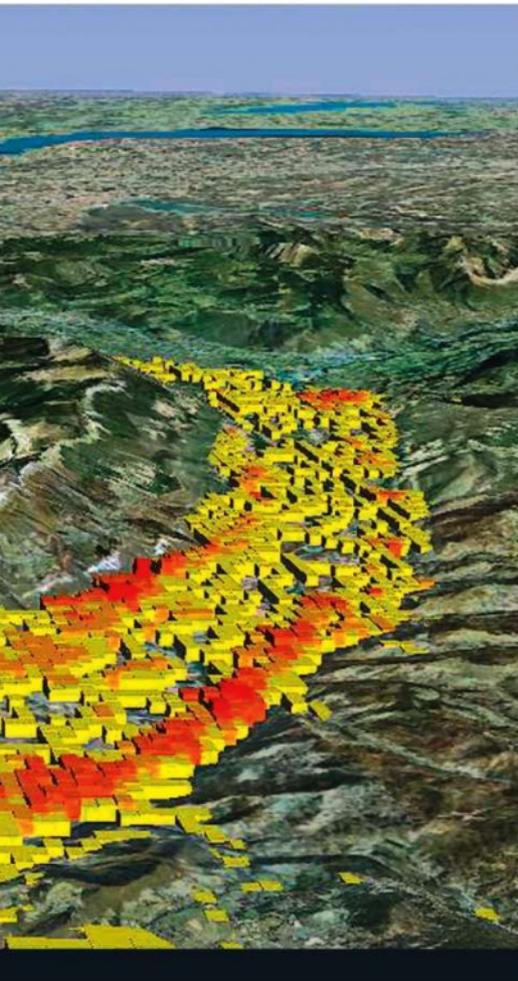
BASES DE DONNÉES

Le marketing local à la recherche de la précision perdue

Depuis la mise en place du recensement continu, l'Insee ne délivre plus d'informations sociodémographiques finement géolocalisées. Une situation qui divise les experts, même si des solutions alternatives apparaissent.

En 2004, l'Insee modifiait sa technique de recensement national, signant la fin des campagnes de recensement décennales. Celui-ci est désormais réalisé par sondage d'un quota de la population française chaque année. Ces données n'étant plus exhaustives, elles sont désormais assorties d'un indicateur de fiabilité. Effet collatéral, l'Institut national de la statistique annonçait l'abandon des îlots (unités géographiques de l'ordre d'un pâté de maisons), le niveau de détail le plus fin à partir duquel on pouvait obtenir les données sociodémographiques sur les Français. Or le niveau supérieur, l'Iris (îlots regroupés pour des indicateurs statistiques), est controversé : les uns estiment qu'il est suffisant pour des études de géomarketing, d'autres le considèrent trop grossier.

La France est découpée en 16 100 Iris. Ceux dits d'habitats regroupent de 1 800 à 5 000 habitants. Le plus petit d'entre eux, l'Iris Saint-Merri, à Paris, représente un tiers d'hectare. Celui des Saintes-Maries-de-la-Mer en compte 45 000. Jean-Blaise Diebold, directeur marketing chez Pitney Bowes Business



zone de chalandise d'un hypermarché, mais pas celle d'une supérette. Et pour déterminer l'implantation d'un distributeur automatique de billets, ce niveau est beaucoup trop grossier. » Experian propose îlots+, un découpage de 4 000 communes françaises en 371 000 îlots, à comparer aux 258 309 que fournissait l'Insee en 1999. « Notre service Consumer View nous fournit des informations sur 26 millions de ménages français, dont leurs adresses. Nous n'avons donc pas de problème à les localiser sur une carte, puis à les recadrer avec les données Iris », explique la directrice d'Experian.

Dans le cadre du projet Inspire, toutes les données européennes vont être harmonisées

De son côté, le cabinet Ellipsa propose un découpage de la France en carrés de 250 m de côté. Ce prestataire s'est appuyé sur les cartes de Navteq et de Tele Atlas pour positionner les données Insee. « A partir de ces cartes, nous travaillons sur l'occupation des sols : nous savons localiser les autoroutes, les forêts, les aéroports. En mixant les sources pour identifier les zones de bâtiments, nous obtenons une occupation des sols la plus proche de la réalité. Ce découpage est ensuite validé par des enquêtes sur le terrain », explique Jean-Pascal Garcia, directeur associé. Cette approche reprend les travaux de la base de données géographique européenne Corine Land Cover, laquelle, à partir d'images satellitaires, a aidé à définir la nature des zones observées. Une démarche reprise par la société Arctiques, qui se prépare à son tour à commercialiser sa propre base.

L'avenir serait donc au quadrillage du territoire plutôt qu'aux îlots ou aux Iris. L'harmonisation européenne, dans le cadre du projet Inspire, pousse en ce sens. Toutes les données européennes vont être harmonisées et collectées sur une matrice de 100 m de côté. Certains pays diffusent leurs données d'une précision bien supérieure que l'ancien îlot Insee : la Suisse a fait le choix de blocs de 100 m de côté mais le Censur Bloc anglais est plus fin encore, en regroupant que 50 ménages. Rendez-vous entre 2012 et 2014 pour bénéficier des données de géomarketing précises et harmonisées au niveau européen. ■

ALAIN CLAPAUD

Insight, fournisseur de fichiers marketing, souligne : « Ces Iris ne satisfont pas nos clients les plus exigeants que sont les gros réseaux de distribution ou bancaires, la grande distribution, ou encore les secteurs de la téléphonie et de l'internet. Ils ont en effet besoin d'un suivi de leur couverture très précis. »

Un maillage plus serré pour des données plus fiables

« Certains fournisseurs annoncent disposer de données plus précises que celles de l'Insee, reconnaît Luc Coiffier, directeur général délégué d'Asterop, spécialiste du géomarketing décisionnel. Mais il est important que les utilisateurs soient sûrs de la fiabilité de ces informations, afin de les utiliser pour prendre des décisions en toute connaissance de cause. Par ailleurs, les zones de chalandise des grandes surfaces vont bien au-delà de la dimension d'un Iris. Ikea, par exemple, compte des clients habitant à deux heures de route. » Rozenn Fontanel, directrice d'Experian Marketing Information Services, un autrevendeur de fichiers, ajoute : « L'Iris s'avère suffisant pour calculer la

L'AVIS DE L'EXPERT

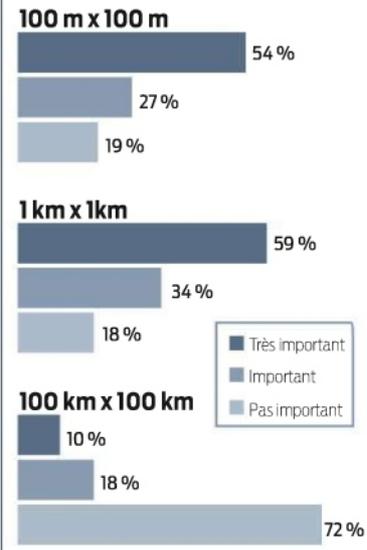


Philippe Latour,
gérant de Spatialist

Des fournisseurs proposent des données retravaillées selon des méthodes non dévoilées. Je me méfie de ces informations car elles ne sont ni documentées, ni assorties d'un taux de fiabilité. Cela dit, l'Iris est effectivement un peu grand et peu satisfaisant pour certaines études. L'Insee travaille sur le sujet et la directive européenne Inspire va favoriser la mise en place d'une base indiscutable au niveau européen. Si la précision des données qui seront diffusées n'est pas encore établie, le découpage en carreau constitue certainement l'approche la plus intelligente pour réaliser des analyses spatiales. En effet, le modèle de grille qui découpe l'espace en cellules toutes homogènes autorise la pratique fiable d'analyses quantitatives sous un format matriciel simple.

UNE QUESTION DE PRÉCISION

Taille du maillage souhaitée par les experts en géostatistiques
Source : l'European Forum for Geostatistics



Les experts des 18 pays européens interrogés préfèrent des grilles de 100 m et d'1 km de côté.

↑ En hausse

L'Unicef

Afin de gagner en visibilité et en donateurs, l'organisation de protection de l'enfance passe au web 2.0 et propose enfin ses cartes de vœux au format électronique sur ecard.unicef.fr. Sur ce site, testé en 2009 et lancé officiellement cette année, l'entreprise crée des cartes personnalisées. L'Unicef indique que le marché des cartes papier reste florissant, avec une croissance de 2 % en 2009.

↓ En baisse

L'illimité mobile

En termes de communications de données sur réseau mobile, il faut se préparer à passer du faux illimité au vrai limité. Lors du Digiworld Summit, Orange a ainsi annoncé qu'il segmenterait ses offres selon l'usage. En Grande-Bretagne, Vodafone compte faire de même. En cause : l'explosion du trafic, que les infrastructures des opérateurs peinent de plus en plus à supporter.

Attachmate acquiert Novell

Connu pour son système d'exploitation réseau Netware, Novell a conclu un accord de rachat avec Attachmate, spécialisé dans l'administration et la sécurisation des réseaux. D'un montant de 2,2 Md\$, la transaction aboutirait à une séparation des activités Novell et Suse Linux en deux unités distinctes. A suivre...

Résultats exceptionnels pour Salesforce.com

Le spécialiste du CRM en mode Saas affiche une croissance de 30 % au troisième trimestre de son année fiscale 2011 (laquelle correspond quasiment à l'année calendaire 2010). Les ventes représentent 429 M\$. Pour 2012 et 2013, Salesforce.com espère réaliser respectivement plus de 1,6 Md\$ et 2 Md\$.

BAROMÈTRE

EN BREF

LOGICIELS Les entreprises sont de plus en plus vigilantes face aux spécificités des solutions libres

L'open source oblige les services achats à s'adapter

Les grandes DSI et les directions des achats ont compris que l'open source leur offrait à la fois des produits solides et de vrais bénéfices économiques.

C'est ce que relate Patrice Bertrand, directeur général de Smile, dans son livre blanc *Comprendre l'open source et les logiciels libres*. Pour rappel, « open source » ne signifie pas nécessairement « gratuit ». Comme le souligne Cyril Barolo, responsable des applications du groupe Lagardère, « si les licences peuvent être sans coût, la maintenance, l'assistance et les services associés constituent les véritables points d'attention des directions achats. Ils restent proches des modèles propriétaires, avec toutefois quelques spécificités. »

Parmi celles-ci, Pascal Ognibène, directeur technique de Valtech, en identifie principalement deux : « A qui s'adresser en cas de problème ? Combien coûte la migration vers le libre ? » En réponse à la première question, Philippe Kanony, directeur de la stratégie open source de Logica, note que « l'émergence d'éditeurs spécialisés dans l'open source permet désormais aux entreprises d'avoir un interlocuteur vers qui se tourner ».

« La maintenance, l'assistance et les services associés doivent constituer les véritables points d'attention. »

Cyril Barolo, responsable applications du groupe Lagardère

Les coûts de migration, quant à eux, ne sont pas spécifiques aux logiciels libres et existent dans le monde propriétaire. « Le libre est moins cher en licence mais exige des interfaces et des reprises de l'existant souvent plus lourdes qu'en environnement propriétaire. Cela nécessite une équipe informatique rompue à ce genre de technologie », résume Jean-Louis Clouet, DSI de Santé Service. Par conséquent, « il faut rapidement accroître les compé-

! À SAVOIR

Trois éléments de gouvernance

- Intégrer l'option open source dans les cahiers des charges.
- Négocier avec des partenaires open source.
- Utiliser la connaissance des solutions open source comme levier de discussion auprès des fournisseurs.

Source : Cigref

tences des équipes internes pour ne pas dépendre de prestataires externes, aux tarifs souvent plus élevés sur du logiciel libre », explique Jérôme Sabot, directeur du système d'information et d'organisation de l'Auxiliaire, mutuelle d'assurance du BTP. En outre, les mises à jour sont parfois plus nombreuses, ce qui oblige à des changements de version plus fréquents qu'en mode traditionnel.

Banalisation de l'open source dans le privé

Au final, tout le monde s'accorde à dire qu'après le secteur public, les achats de logiciels en open source se banalisent aussi dans le privé. « Les services achats ont été amenés à comprendre le modèle économique. Beaucoup d'éditeurs favorisant l'approche virale, ils ont été placés devant le fait accompli : ils étaient prévenus de l'emploi de certains logiciels quand les utilisateurs voulaient passer à une version payante », reconnaît Alexandre Zapolsky, PDG de Linagora. Ils doivent donc être, selon lui, formés un minimum « pour savoir comment on achète une solution open source, mais également comment on la gère au quotidien et sur le long terme ». ■

MARIE JUNG ET YANN SERRA

ALTEN, un monde de services IT pour l'industrie et le tertiaire

Cette année encore, ALTEN a choisi de s'associer au *Prix DSI de l'année*. L'occasion de mettre en valeur la pertinence de notre offre dans les IT à travers trois exemples significatifs.

Innovation Service

Software Factory : Services clé en main

ALTEN dispose de centres de services délivrant des prestations de conseil et de développement forfaitaires en nouvelles technologies, qu'elles soient fortement déployées (Java, .Net, php) ou émergentes (Ajax, Rails, RIA...).

La qualité de l'ALTEN Software Factory s'articule autour de 5 points forts :

- une **méthodologie** industrielle éprouvée, adaptée au contexte et aux besoins du client
- une **visibilité** sur l'avancement des projets en continu avec accès "on-line" aux outils de suivi
- une forte **réactivité** dans la prise en compte des demandes, même en cours de projet
- une **solution** adaptée aux contraintes de coûts - délais
- une **démarche** collaborative

 www.alten.fr



Innovation Métier

Offre R&D en Finance de Marché

Leader en France du Conseil IT et MOA en Finance de Marché, ALTEN a décidé d'élargir son offre de services en créant un département Recherche & Développement. ALTEN souhaite apporter tout son soutien aux acteurs des marchés, afin de les aider à tirer les leçons de la crise financière.

Les premières activités de ce service visent à proposer des solutions en matière de mesure de risques : études alternatives et modulables, elles sont le concours d'un large spectre de compétences allant de l'analyse quantitative à une intégration dans un système d'information.

Ce service qui établit un nouveau lien entre recherche académique et praticiens permet également à tous les consultants ALTEN, aux métiers variés, de mutualiser et de capitaliser leurs savoirs.

Approche globale

Refonte du back-office d'Acadomia

« Il nous aura fallu un an pour refondre notre système d'information back-office. Convaincus de l'intérêt d'une architecture orientée services (SOA), c'est ALTEN qui nous a accompagné sur l'ensemble du projet, de sa maturation technique à sa réalisation de bout en bout.

En s'appuyant à la fois sur ses équipes near-shore (Roumanie) et sur ses équipes locales pour garder une forte proximité, ALTEN a su nous apporter une solution adaptée à nos besoins.

Aujourd'hui, nous pouvons être beaucoup plus souples et réactifs faces aux exigences du marché et nous permettre des évolutions qui se seraient avérées complexes, voire impossibles à mettre en œuvre avec notre ancien système. »

Témoignage de Jean-Claude Mateo, Responsable Développements Software d'ACADOMIA, n°1 du soutien scolaire en France.

ALTEN,
leader européen
de l'Ingénierie et du
Conseil en Technologies



ALTEN

VEILLE Réseaux sociaux axés sur l'humain et outils de veille plus automatisés se complètent

Les plates-formes de veille se tournent vers le collaboratif

« **L'apparition des médias 2.0 bouleverse complètement le monde de l'information.** » Tel est le constat dressé par Jérôme Bondu, fondateur de la société de conseil en veille Inter Ligère, qui ajoute : « *Chacun peut récupérer des informations et s'exprimer sur ce que proposent les entreprises : les plates-formes de veille se sont adaptées à cette nouvelle donne.* »

Résultat : « *Si le problème a longtemps été de ramener assez de contenus, il faut maintenant filtrer et dédoubler la masse de signaux récupérés. Deux questions se posent : comment réussir à ne pas passer à côté d'une information et de quelle manière en tirer du sens ?* » explique Frédéric Martinet, consultant indépendant. Certains éditeurs, tels Digimind ou Ami Software, travaillent donc sur les technologies de text mining, afin d'automatiser une partie du



Sur la newsletter collaborative de Digimind, chacun peut s'inscrire aux fils et commenter les billets.

traitement. « *Pour faire face au flux de données, il existe des outils graphiques : les nuages de tags et le text mining. Mais le collaboratif a aussi son intérêt. Chacun est expert dans son domaine, partage, analyse et enrichit l'information* », complète Christophe Asselin, expert en veille internet chez Digimind.

Ces outils axent également leur développement sur les fonctions collaboratives. Jérôme Bondu pense qu'à l'avenir, « *les outils de veille vont certainement développer leurs fonctionnalités participatives, comme celles que l'on trouve dans les réseaux sociaux, avec une mise en valeur des hommes et de leur potentiel de connaissance* ».

Des échanges facilités par les réseaux sociaux d'entreprise

De fait, deux mondes se côtoient : les plates-formes de veille traditionnelles, avec des processus automatisés pour surveiller le web, et les réseaux sociaux d'entreprise (RSE), plus participatifs, où tout le monde est plus ou moins veilleurs. Ces derniers, qui intègrent parfois des fonctionnalités spécifiques de veille comme xWiki et son module Watch, sont « *une manière de créer de l'intelligence et du savoir en s'appuyant sur les gens* », affirme Damien Douani, expert des médias sociaux chez Bluekiwi. Jérôme Bondu confirme : « *Les RSE peuvent être envisagés comme une autre manière de faire de la veille, qui repose sur les êtres humains comme capteurs d'information. Ces deux ma-*

nières de procéder sont plutôt complémentaires. » Eric Fourboul, directeur général d'Ami Software, précise : « *Nous ne sommes pas en concurrence avec les réseaux sociaux, mais nous devons faire face à des problématiques d'intégration de données ou d'interaction avec eux.* » En effet, des outils, comme KBCrawl ou Digimind, se connectent parfois à des plates-formes collaboratives, essentiellement avec Sharepoint, pour faciliter les échanges autour des informations récupérées.

Démocratisation en cours

Conséquence, Eric Fourboul croit à une démocratisation de la veille, « *soit en conservant un veilleur qui joue le rôle de médiateur pour classer l'information, soit avec un fonctionnement plus automatique* ». Un mouvement qui se serait amorcé indépendamment des réseaux sociaux d'entreprise, selon Christophe Asselin : « *Il y a trois ou quatre ans, notre outil a commencé à être utilisé par des services autres que la cellule de veille, comme les services marketing, communication, relation client, etc. Cela nous a poussés à simplifier l'interface.* »

Ce que confirme Frédéric Martinet : « *L'enjeu actuel de la veille est de sortir de son pré carré et de devenir un outil de fédération autour de l'information. Pour que les spécialistes, les analystes et les clients puissent, chacun, dire qu'une information est intéressante tout en la complétant.* » ■ MARIE JUNG

L'AVIS DU CONSULTANT



Christophe Deschamps,
consultant indépendant en veille,
et auteur du blog www.outilsfroids.net

L'information récoltée en quantité doit aussi être analysée. Les veilleurs se positionnent sur l'analyse, celle-ci étant ensuite complétée par des experts. Tout le monde ne peut pas le faire.

Les cellules de veille ont intérêt à intégrer les RSE et à participer dès le début au projet pour conserver leur légitimité. Par exemple, le service de veille de la Lyonnaise des Eaux a été impliqué lors du déploiement de leur réseau interne.

Les veilleurs vont retrouver leur rôle d'animateur. Il y a dix ans, ils récupéraient l'information du terrain et géraient un réseau humain. Une grande partie de la veille se focalise maintenant sur le web mais grâce aux réseaux sociaux d'entreprise, l'information terrain est captée. Ce qui devrait inciter les veilleurs à redevenir des Community Managers.

PARC INFORMATIQUE Les entreprises prennent leur temps pour migrer vers la dernière version de l'OS de Microsoft

Windows XP fait de la résistance face à Windows 7

« En France, 10 % des entreprises ont déjà migré vers Windows 7. Soit un taux d'adoption deux fois plus important que pour Windows XP », s'enthousiasme Mathieu Bourreau, responsable marketing et commercial Windows 7 pour entreprise chez Microsoft. Si le degré d'adoption est important, on constate néanmoins une forte inertie au sein des sociétés.

Selon le cabinet d'études Forrester, trois quarts du parc d'ordinateurs en entreprise fonctionnent encore sous Windows XP. Et seuls 31 % des nouveaux postes sont déployés en Windows 7. « Contrairement à Vista, Seven sera un succès, mais la migration sera longue, prévient Federica Troni, analyste chez Gartner. Nombre de responsables informatiques achètent des machines sous Windows 7, puis les rétrogradent en XP afin de préserver l'homogénéité et l'interopérabilité de leur parc informatique. Quitte à revenir à Windows 7 plus tard. »

Vers une cohabitation

En France, cette tendance se confirme aussi. Parmi les 72 directeurs informatiques que nous avons interrogés, seuls 28 % disent avoir entamé à ce jour une migration vers Windows 7, 25 % veulent s'y atteler d'ici à la fin 2011 et 16 % d'ici à fin 2012. Une grande partie (18 %) n'a pas fixé de calendrier. Chez Air France, par exemple, la migration est planifiée sur trois ans. « L'objectif est de déployer la première station le 1^{er} avril 2011. A ce jour, 80 % du parc de la compagnie aérienne est sous XP et 20 % sous Windows 2000. Nous migrons à cause de la fin du support de XP (prévue pour 2014 - NDLR), mais aussi de l'incompatibilité croissante des nouvelles applications avec XP », explique Hubert Cropsal, responsable du département ingénierie. D'autres, au contraire, préfèrent temporer. « XP est un produit très abouti et

stable. Notre parc est entièrement compatible avec XP, mais pas avec Seven », justifie Xavier Dinot, DSI du groupe EM2C, promoteur immobilier.

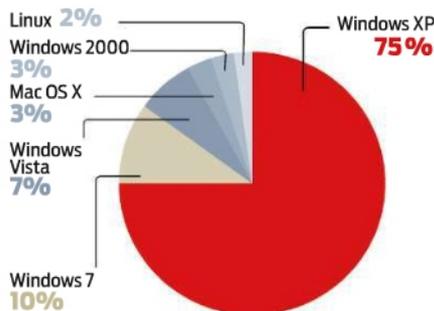
« Nombre de nouveaux PC sont rétrogradés en Windows XP, quitte à revenir à Seven ultérieurement. »

Federica Troni, analyste chez Gartner

Certains envisagent même de garder XP au-delà de 2014. « Nous déployons Windows 7 au fil du remplacement des PC. Nous démarrons ce programme début 2011 et estimons que, dans trois à quatre ans au maximum, tout le parc (1500 postes) aura migré. Pour les ordinateurs qui ne seront pas encore sous Seven en 2014, nous nous passerons du support pour XP », détaille Jean-Marc Hervouet, DSI de l'équipementier automobile Trèves. Même approche chez le fabricant de meubles Roset. « D'ici à 2014, une grande partie du parc fonctionnera sous Seven. Les postes alors encore sous XP auront des configurations stables qui pourront se passer de support », rassure le DSI Charles Lacoste. ■ GILBERT KALLENBORN

TROIS QUARTS DES SOCIÉTÉS SOUS XP

Systèmes d'exploitation déployés dans les entreprises (Europe et États-Unis)
Source : Forrester Research (2010)



NOMINATIONS



Nicolas Gauthier, 40 ans (Esigetel), prend la tête du nouveau Adnet (Adnetwork et technologies internet annonceur) de **Pagesjaunes Groupe**. Rattaché au directeur général, il développera, entre autres, les services internet fixe et mobile destinés aux clients. Depuis 2006, il était vice-président en charge de la business unit Technostrategy chez Capgemini Consulting.



Patrick Trajkovic (Esiea, IAE/Paris) dirigera la division stockage de **HP France**. Depuis

2007, il occupait le poste de vice-président des ventes européennes de Copan Systems (solutions de stockage), racheté en février par SGI.

Jean-Luc Fort (Essca) remplace Alain Foret comme PDG et actionnaire principal de l'éditeur de progiciels bancaires **OR System**. Il a effectué l'essentiel de sa carrière chez des éditeurs anglo-saxons (Oracle, Peregrine Systems et Novell).



Olivier Derrien, 47 ans (MBA et master en sciences informatiques à Paris-XI), est nommé

vice-président pour l'Europe du Sud de **Salesforce.com**, spécialiste des applications métier dans le domaine du cloud. Il exerçait les fonctions de Business Analytics Executive chez IBM-Cognos pour neuf pays.



Christophe Bouchardeau, 50 ans (ESC et IEP Lyon), devient vice-président des ventes et

directeur général pour la France de l'éditeur **CA Technologies**. Des fonctions rattachées à Ronald Hubert, vice-président senior pour l'Europe du Sud. Il quitte BMC Software France.

VOUS AVEZ CHANGÉ DE POSTE, FAITES-LE SAVOIR SUR WWW.NOMINATION.FR

DÉCRYPTAGE

Le sans-contact expliqué à votre directeur général

POURQUOI S'Y INTÉRESSER ? La technologie NFC (Near Field Communication ou communications en champ proche) commence à se déployer en France et en Europe. Avec, à la clé, des aides de l'Etat pour développer des services.

Les gains

1 Deux opportunités business majeures. Le marketing mobile et le portefeuille électronique sont deux applications B to C majeures du sans-contact. La première sert à envoyer des informations, éventuellement personnalisées, à propos d'un produit, d'une marque... sur le mobile NFC de l'utilisateur quand celui-ci le passe devant un tag apposé sur du mobilier urbain, en rayon de magasin, en vitrine, sur une affiche, etc. La seconde application dématérialise certains supports tels que les badges d'accès, les cartes de fidélité, les titres de transport, les coupons de réduction, ou encore les moyens de paiement.

2 Un mode de paiement rapide et sûr. Intégrée dans une carte à puce ou les téléphones mobiles, la technologie NFC constitue une alternative supplémentaire de paiement. Tous les montants sont concernés, y compris les micropaielements (quelques centimes d'euro). Par ailleurs, le paiement sans contact par carte ou téléphone mobile fluidifie les passages en caisse, le règlement prenant moins d'une seconde. Enfin, il est aussi sécurisé que le paiement par carte bancaire traditionnelle puisqu'il utilise les mêmes protocoles.

3 Rester en phase avec les nouveaux modes de consommation. La technologie NFC assure aux entreprises d'être présentes dans le creux de la main de leurs clients et prospects. Cette facilité d'usage permet de les fidéliser davantage. Le marché des smartphones ex-



Le paiement sans contact sert à régler, de façon sécurisée, ses achats du quotidien en moins d'une seconde.

plose et les acteurs influents du secteur (Apple, Google, RIM ou encore Samsung) intègrent le NFC dans leurs mobiles. Avec la généralisation du sans-contact sur les mobiles, de nouveaux modes de consommation vont se développer, à l'image du phénomène « applications ».

Les limites

1 Un marché occidental encore jeune. Au Japon, le sans-contact est déjà largement déployé (norme Felica). Mais en Europe et aux Etats-Unis, cette technologie n'en est qu'à ses balbutiements. Les entreprises doivent développer davantage d'applications avec des modèles économiques viables à la clé. Hormis quelques zones pilotes, telle la ville de Nice qui a fait un lancement précommercial en juin dernier, les plates-formes nécessaires – bornes, terminaux de paiement électronique (TPE), etc. – sont encore très peu présentes.

2 Une nouvelle infrastructure à déployer. Les commerçants qui souhaiteront proposer le paiement sans contact devront s'équiper de nouveaux terminaux de paiement pouvant générer des coûts supplémentaires. Pour les petits marchands, l'intégration s'effectuera en quelques heures. Mais pour les enseignes de la grande distribution, où les TPE sont intégrés aux caisses, la mise en œuvre sera plus complexe.

3 Peu de téléphones mobiles disponibles. Les banques commencent tout juste à envoyer les cartes bancaires sans contact à leurs clients. Et du côté des téléphones mobiles, le NFC se fait encore rare. Or, le sans-contact mobile ne décollera que lorsque les utilisateurs disposeront d'un large choix de terminaux. Les velléités d'Apple et de RIM en la matière semblent se préciser, mais aucune date de lancement de produit n'a été dévoilée. Seul Google a fait la démonstration d'un smartphone Android doté d'une puce NFC. ■ EDDYE DIBAR

Windows®. La vie sans limites.
HP recommande Windows 7.

Windows 7
Professionnel

HP ProBook,
AUSSI PRO QUE PERSO !



La gamme d'ordinateurs portables HP ProBook a toutes les fonctions dont vous avez besoin pour vos applications professionnelles et personnelles.

Windows® 7 est là pour simplifier votre PC.

Côté professionnel, HP ProtectTools contient tous les outils nécessaires à la protection optimale de votre PC. HP QuickLook vous permet de consulter mails, agenda, contacts et notes sans démarrer le système.

Windows® 7 Professionnel vous aide à travailler plus facilement de n'importe où et en toute sécurité. Connectez-vous tout simplement au réseau et partagez vos présentations/fichiers. L'option HP Care Pack vous garantit pendant 3 ans une intervention sur site à J+1 et une réparation sur site.

Côté personnel, avec son écran HD LED 16/9 avec port HDMI, ainsi que son lecteur Blu-ray (selon modèle) et sa carte graphique dédiée ATI Mobility Radeon™ HD 5470, votre HP ProBook vous offre la meilleure configuration pour vos loisirs numériques.

Windows® 7 Professionnel intègre toutes les fonctionnalités de l'édition familiale premium.

**HP ProBook à partir
de 529€ HT**
hp.com/fr/probook

THE
COMPUTER**
IS PERSONAL
AGAIN.



*Toutes les informations sont disponibles sur hp.com/fr/promobook

**Le PC redevient un ordinateur personnel. ©2010 Hewlett-Packard Development Company, L.P. Tous droits réservés. Microsoft, Windows et le logo Windows sont des marques commerciales du groupe Microsoft.

HP prêt à l'offensive



Une fois n'est pas coutume : les analystes financiers ont salué l'annonce de bons résultats. Ceux de HP pour le dernier trimestre ont en effet dépassé leurs attentes : le constructeur a engrangé 33,3 Md\$ de chiffre d'affaires (+ 8 %) et ses bénéfices ont gagné 5,4 % (2,54 Md\$). La bonne surprise est venue de l'activité stockage et serveur, avec 25 % de croissance. Avec un chiffre d'affaires pour l'année fiscale 2010 qui atteint 126 Md\$ (+ 10 % par rapport à 2009), la nouvelle équipe dirigeante aura les coudées franches pour 2011. Leo Apotheker, le PDG récemment nommé, a déjà décidé d'annuler les coupes salariales décrétées par Mark Hurd pour l'année prochaine.

SAP doit verser 1,3 Md\$ à Oracle

Un tribunal californien a condamné SAP à verser 1,3 Md\$ de dommages et intérêts à Oracle, pour vol de propriété intellectuelle. C'est l'issue d'une procédure initiée en 2007, dans laquelle Oracle a accusé SAP d'avoir siphonné frauduleusement ses logiciels au travers du prestataire TomorrowNow.

Diversité dans les grandes écoles

En 2005, l'Etat et SFR s'associent pour aider les jeunes en classes préparatoires issus des milieux modestes à entrer dans les grandes écoles. Six ans plus tard, l'association Passeport Avenir compte 12 entreprises, 47 classes préparatoires et 40 grandes écoles.

VU DES MARCHÉS

EN BREF

SERVICES Dans le cadre de son plan stratégique à trois ans, la SSII a conduit une série de réorganisations

GFI sur la voie du redressement

GFI commence à recueillir les fruits de son plan stratégique prévu sur trois ans afin qu'il retrouve un niveau de rentabilité digne des ténors du marché. En 2010, la société de services s'est désengagée d'activités déficitaires. En avril dernier, elle s'est retiré une belle épine du pied, en cédant sa filiale italienne, qui grevait ses comptes depuis plusieurs années. Autre source de pertes, la filiale allemande a été vendue au groupe franco-belge Vision IT. Dans l'Hexagone, la SSII s'est délestée de son activité de monétique et a suspendu des missions d'assistance technique à faible marge en région. Avec ce nouveau visage, GFI affiche au troisième trimestre un chiffre d'affaires en croissance de 1,5 %, si l'on exclut l'impact des cessions.

Mais le plus important défi est à venir. Il passe, pour cette société historiquement tournée vers l'assistance technique, par un positionnement plus marqué sur les contrats au forfait et d'externalisation. « *Nous n'avons pas assez de chiffre d'affaires récurrent, ce qui influe sur notre croissance et notre marge* », diagnostique Vincent Rouaix, le président de GFI.

La quête de chiffre d'affaires récurrent s'appuie, entre autres, sur la construction d'offres réutilisables

Dès cette année, la SSII s'est donc attelée à transformer les missions de régie de ses grands clients en opérations forfaitaires (tierce maintenance applicative), incluant des prestations en centre de services. Cette quête de chiffre d'affaires récurrent s'appuie également sur la construction d'offres dites réutilisables, bâties autour de solutions d'éditeurs de référence (Microsoft, IBM, Oracle...) ou d'éditeurs métier (comme Temenos, dans le domaine de la banque). Cette orientation s'accompagne d'un pilotage plus centralisé. Récemment nommés, des patrons de secteurs

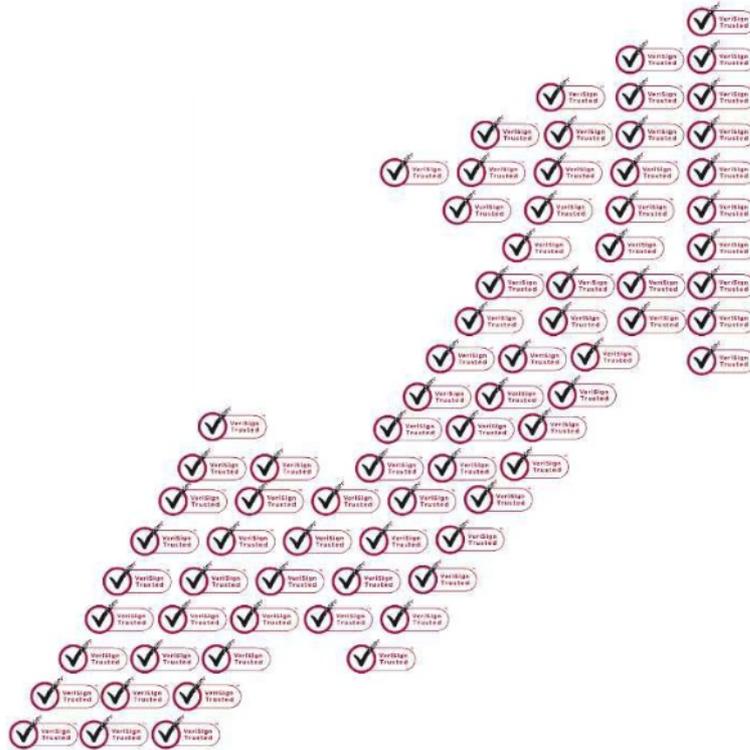


Vincent Rouaix, président de GFI depuis mai 2009.

(banque, télécoms, secteur public...), membres du comité exécutif, ont en main la stratégie commerciale des dix plus importants clients de la SSII (France Télécom, SNCF, EDF, BNP Paribas...), ainsi que les gros appels d'offres et les contrats cadres. Ils sont aussi chargés de mettre en œuvre un modèle de fourniture de services plus industriel pour répondre aux exigences de l'engagement au forfait. Cette évolution passe également par l'embauche de commerciaux aux profils différents – la moitié des postes ont été renouvelés – et de managers.

Maintenir la culture de proximité

Pour autant, Vincent Rouaix n'entend pas renier la culture de proximité qui a fait la force de la SSII. « *Pour les clients de taille plus modeste, les responsables de secteur délèguent le pouvoir aux cadres régionaux* », précise-t-il. Mais ces derniers auront désormais des objectifs de réalisation de chiffre d'affaires par secteur. Le dessein de la société étant d'instaurer une véritable stratégie sectorielle à chaque niveau de management. ■ OLIVIER DISCAZEUX



NOUVEAUX CERTIFICATS VERISIGN SSL : PLUS DE SÉCURITÉ. PLUS DE FONCTIONNALITÉS. PLUS D'AVANTAGES POUR VOUS.

Leaders incontestés du cryptage et de l'authentification sur Internet, les certificats VeriSign® SSL proposent deux nouvelles fonctionnalités inédites : l'analyse anti-malware quotidienne et l'affichage du sceau VeriSign dans les résultats des moteurs de recherche. Objectif : renforcer la protection et doper la fréquentation de votre site—pour zéro centime de plus. Une fois encore, les certificats VeriSign SSL s'affirment comme la référence absolue en matière de cybersécurité. Pour en savoir plus, rendez-vous sur VeriSign.fr/morethanssl.



GREEN TECH

Green IT : des démarches polarisées sur le centre de données

Faire un bilan de l'implication des entreprises dans les démarches de Green IT...

Tel est, depuis 2009, l'objectif que s'est fixée la société de services Devoteam via un sondage sur son site. Les réponses témoignent cette année d'une prise de conscience réelle des entreprises quant à l'enjeu sociétal de cette thématique : interrogées sur leur perception de la Green IT, deux sur trois l'envisagent comme un investissement important pour le développement durable et pas simplement comme un prétexte pour réduire les coûts.

Dans les faits, l'action des DSI est concentrée sur le centre de données. Ce n'est pas une révélation : les besoins de puissance de calcul augmentant et la facture électrique avec, la consommation d'énergie est devenue une préoccupation majeure. Le marketing déployé par les constructeurs autour de technologies informatiques plus vertes et la propagation des solutions de virtualisation ont contribué à leur sensibilisation : 83 % des DSI interrogés ont ainsi consolidé leurs serveurs, 61 % ont optimisé climatisation et distribution électriques. Les entreprises les plus matures (banques, par exemple) adoptent des pratiques de supervision éner-



Seul un quart des DSI ont la responsabilité de la facture électrique des datacenters.

gétique du centre informatique. Toutes ne sont, bien sûr, pas seulement sous-tendues par la seule politique Green IT, mais aussi par d'autres motivations comme la réduction des coûts ou l'agilité. Toutefois, les sociétés gagneraient à transférer davantage la responsabilité de la facture électrique du centre de données aux DSI (seules 26 % en sont responsables) souligne l'enquête, car cela favorise les initiatives.

Autre amélioration sensible : la gestion des impressions. Indépendamment de toute logique Green IT, l'arrivée des imprimantes multifonctions a permis de mettre ce domaine davantage sous contrôle. Mais les mesures prises autour du poste de travail se limitent à la sensibilisation des utilisateurs.

Plus de réunions à distance

L'enquête révèle aussi la nette augmentation de l'utilisation de solutions de réunion à distance, technologies limitant par définition les déplacements : + 50 % par rapport au sondage précédent ! Un progrès qui provient surtout d'un usage plus régulier de la conférence téléphonique ou du web meeting. « La crise a clairement servi d'accélérateur dans cette adoption, les sociétés ayant réduit leur budget de déplacement », indique Thomas de Lacharrière,

coordinateur de l'étude, qui estime que la dynamique va se poursuivre, même en cas de reprise économique.

Les labels pris en compte

Satisfaction encore : les critères environnementaux prennent une place grandissante dans les achats informatiques des entreprises grâce à l'éventail toujours plus large d'écolabels spécifiques. Le réputé Epeat (Electronic Product Environmental Assessment Tool) fait ainsi une entrée remarquée parmi ceux qui sont le plus utilisés.

En revanche, la grosse déception provient du faible pourcentage d'entreprises qui respectent la directive européenne sur les déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE). « Les trois quarts ne se soumettent pas la réglementation. Le système fonctionne correctement avec les particuliers, pas du tout dans les entreprises, même si elles paient l'écotaxe », relève Thomas de Lacharrière. Pire, les sociétés interrogées avouent, pour plus de la moitié d'entre elles, ne prendre aucune initiative en la matière. Moins surprenant, la thématique du bilan carbone est à l'arrêt, faute de réelle évolution réglementaire : la part des groupes qui en ont réalisé un n'a pas progressé depuis l'an dernier. ■ OLIVIER DISCAZEAUX

POINT NOIR : LES DÉCHETS

Valorisation des DEEE : les pratiques en entreprise

Source : Devoteam



Cette année, 134 entreprises et organisations de 11 pays européens ont répondu à l'enquête de Devoteam.

GESTION RH Les entreprises à la recherche de managers pour leurs projets et leurs équipes

Les formations comportementales et certifiantes ont le vent en poupe

Même si les entreprises et les SSII cherchent encore des profils techniques, cela ne leur suffit plus. « Elles sont en quête de gestionnaires de projets et d'équipes », indique Sophie Torre, responsable commerciale de CSP Formation. Et elles apprécient les formations comportementales, de courtes durées, qui se prêtent au cadre du DIF (droit individuel à la formation). « D'ailleurs le Fafiec, l'organisme paritaire collecteur agréé par les entreprises de la branche informatique, a choisi l'an dernier d'inscrire ces formations comme axe prioritaire et a retenu le management de projets, le management d'équipes et

la gestion d'un centre de profit », souligne la responsable commerciale.

Parcours mixtes et cours du soir

Pour satisfaire aux nouvelles exigences des entreprises en termes de souplesse d'enseignement, les organismes de formation privilégient les parcours mixant e-learning et présentiel. Certains proposent des ateliers le soir, comme le fait CSP Formation autour de la simulation de projet. « Les participants mènent, à travers un jeu, un projet dans un temps limité, avec un budget défini et une équipe. Leur parcours est semé d'embûches : maladie,

dérapage de temps, négociation budgétaire. Ils appréhendent ainsi les situations en conditions réelles », explique Sophie Torre.

Autre tendance du moment, l'explosion des certifications autour des labels PMI (Project Management Institute) et Afitep (Association francophone de management de projet). Pour les entreprises, elles sont un moyen de fidéliser un bon élément ; les SSII s'en servent pour rassurer les clients, voire pour vendre une prestation plus chère. Quant au collaborateur, c'est pour lui une façon de valoriser son parcours professionnel. ■ JULIETTE FAUCHET



interxionTM
Hébergeur-Data Centers Neutres

POWER ON

Hébergement d'Équipements | Connectivité | Services Gérés

Tel: +33 (0)1 53 56 36 10 web: www.interxion.fr e-mail: france@interxion.com

Amsterdam • Bruxelles • Copenhague • Dublin • Düsseldorf • Frankfurt • Hilversum • Londres • Madrid • Paris • Stockholm • Vienne • Zurich



OFFRE DE LANCEMENT !

1 an d'abonnement au magazine print + numérique et **SES SERVICES ONLINE**

Abonnement PACK PRO

190€

au lieu de ~~484€*~~



1 an d'abonnement au magazine print + numérique et ses **SERVICES ONLINE**

- L'hebdomadaire (44n°) pour aborder avec recul les nouvelles tendances technologiques,
- Un accès prioritaire à l'information avant réception du magazine,
- 44 versions numériques avec 3 accès (PC bureau, PC portable, PC personnel),
- 6 Newsletters thématiques hebdomadaires (Développement, Sécurité, Réseaux, Télécoms & Mobilité, Logiciels et applications, Infrastructures, Economie numérique),
- 2 Newsletters mensuelles : best practices,...
- Accès privilégié aux journées 01.



BON D'ABONNEMENT

Retrouvez cette offre en ligne!
www.abo-01informatique.com

À renvoyer par courrier à 01 INFORMATIQUE - Service Abonnements - B 981 - 60732 SAINTE GENEVIEVE CEDEX

OUI, je m'abonne au pack Pro 01 INFORMATIQUE Business & Technologies (1 an) pour **190€** au lieu de ~~484€*~~ soit **une économie de 294€ !**
44N° (print + web) + 6 newsletters hebdomadaires + 2 newsletters mensuelles + accès privilégié aux journées 01.

Je règle par :

- Chèque bancaire à l'ordre de **01 INFORMATIQUE**
- Carte bancaire (CB, EC, MC, VISA)

N° _____

N° de contrôle _____ Expire fin _____
(3 derniers chiffres au dos de votre carte bancaire)

Date et signature obligatoires

Je souhaite recevoir une facture acquittée.
Si l'adresse de facturation est différente de celle de la livraison ci-contre, merci de nous le préciser.

Mes coordonnées :

M^{me} M^{lle} M.

Nom _____

Prénom _____

Société _____

Fonction _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Tél. _____

E-mail (pour bénéficier des services online) : _____

J'accepte que mon e-mail soit transmis aux partenaires de Groupe 01

*Par rapport au prix du magazine ou numéro de la version digitale et des services online associés. Offre valable jusqu'au 30/06/11 pour les nouveaux abonnés en France métropolitaine uniquement. Il existe un droit de rétractation. Réception du magazine digital sous 1 semaine et du premier numéro sous 4 semaines à réception de votre règlement. En application de l'article L27 du 6.1.78 les informations ici demandées sont nécessaires à l'exécution de votre commande et aux services qui y sont associés. Les catégories de destinataires sont uniquement celles nécessaires à l'exécution de cet abonnement, aux services associés et partenaires du Groupe sauf opposition de votre part. L'édition se réserve le droit de modifier le contenu, le titre ou le format de la publication objet du présent abonnement, dans le respect de son actualité éditoriale. Vous pouvez accéder aux informations vous concernant et procéder éventuellement aux modifications nécessaires auprès du service Abonnements.

PPL44

MARCHÉ Le Munci et la CGT critiquent les chiffres communiqués par Syntec numérique

Créations d'emplois sujettes à caution

Rebaptisé Syntec numérique depuis cet automne, l'ex-Syntec informatique s'applique à faire valoir sa contribution à la croissance du pays. Sur son site web, la chambre syndicale annonce ainsi « 1 100 adhérents représentant plus de 370 000 collaborateurs et une création nette de 20 000 emplois hautement qualifiés par an sur les dix dernières années ». Mais, ainsi présentés, ces chiffres laissent rêveurs. Tout d'abord, l'ambiguïté de cette formulation pourrait laisser penser que les sociétés adhérentes à Syntec numérique comptent 370 000 collaborateurs, alors qu'il s'agit en réalité de l'effectif issu de 20 000 entreprises du secteur. Ensuite, c'est surtout la référence aux créations d'emplois qui suscite les réactions les plus vives. « Le chiffre

exact [...] dans les services informatiques n'est pas de 20 000 par an en moyenne sur les dix dernières années, mais il se situe, selon les statistiques publiques, entre 7 635 et 9 260 », souligne Régis Granarolo, directeur du Munci. « Nous n'avons comptabilisé que les années de croissance (sic) » plaide Syntec numérique. Ce qui revient à admettre une marge d'erreur de plus de 100 000 créations de postes.

Des recrutements, peu d'emplois

En l'occurrence, le baromètre Apec-Syntec numérique a fait ressortir une destruction de 3 670 postes pour les seuls cadres en 2009, et de 8 000 tous statuts confondus selon la chambre syndicale. Et depuis un an, les chiffres du chômage ne sont pas communiqués

en raison de problèmes de consolidation avec les données de Pôle emploi.

« Nous n'avons comptabilisé que les années de croissance. »

Syntec numérique

Pour 2010, Syntec numérique prévoit de 3 000 à 5 000 créations nettes d'emplois pour 35 000 recrutements. Si la CGT note un modeste rebond, ce ratio révèle surtout « la recherche permanente du profil type, sans perspectives de carrière et rémunération à la hauteur ». Quant à l'Association pour l'emploi des cadres, elle n'avance pas de prévision sur la situation des cadres informatiques, mais estime que « le climat s'améliore ». ■ **BORIS MATHIEUX**



RÉDUISEZ VOS COÛTS EN SAUVEGARDANT SUR DISQUES VOTRE ENVIRONNEMENT MAINFRAME

• DDMS est une solution de sauvegarde sur disques innovante pour les environnements Mainframe. Cette solution permet de réduire les coûts, de résoudre les problèmes de temps de sauvegarde et de restauration des données, ainsi que de répondre aux exigences sécuritaires.

• Simplement, via des canaux FICON ou Escon vos flux de sauvegarde sont dédupliqués sur une baie, et au même moment, répliqués sur une autre baie distante. Vos données sont alors immédiatement disponibles en cas de PRA.

Cette solution, basée sur la technologie de déduplication sur disque, permet aux environnements Mainframe de réduire ou de cesser l'utilisation des bandes lors de la sauvegarde, ainsi que la récupération instantanée des données. DDMS s'appuie sur **data domain** qui aujourd'hui offre la meilleure solution de déduplication du marché.



CONTACT :

N'hésitez pas à contacter Hubert TAIEB pour tester DDMS
Tél. 33(0)1 58 18 38 88 E-mail. info@systemic.fr

SYSTEMIC
IL Y A TOUJOURS UNE SOLUTION

En partenariat avec

EMC²
where information lives®

APPLICATIONS Les éditeurs spécialisés Talend et Informatica affichent une forme étincelante

Pourquoi l'intégration de données a tant la cote

Sur le papier, l'intégration de données est une discipline il est vrai efficace, mais ronronnante et terne. Et pourtant, cette technologie, qui sert à migrer des bases et à alimenter des entrepôts de données, n'en finit pas de surprendre sur le terrain. En témoignent ces deux éditeurs spécialisés, qui brillent comme jamais : Informatica et Talend. Le premier affiche des résultats insolents (en hausse de 30 % sur l'année). Quant au second, il vient de lever 30 millions de dollars en pleine morosité économique. Comment ces acteurs indépendants en sont-ils donc venus à tutoyer les sommets ?

Succès dans le domaine de la production

Premier constat : l'intégration de données n'est plus nécessairement liée aux projets décisionnels d'envergure. « *Sur-tout dans les grands comptes déjà outillés en alimentation d'entrepôt. Certes, les licences se renouvellent, voire parfois grossissent, mais on gagne peu de nouveaux clients* », explique Reda Gomery, directeur d'agence business intelligence chez Micropole. Et même si les petites structures continuent, elles, à s'équiper, notamment via Talend, c'est bien dans un autre domaine que l'intégration de données a le vent en poupe, à savoir celui de la production.



Le projet de référentiel de données maîtres de CNP assurances s'appuie sur une brique d'origine IBM.

« Si l'intégration de données reste technique, elle draine derrière elle des projets pilotés par des fonctionnels. »

Jean-Michel Franco, de Business & Décision

Ces outils servent en effet de plus en plus à relier entre elles des applications. « *L'alimentation de données devient même précieuse au sein de familles de produits supposées homogènes. Notamment Dynamics de Microsoft, dont la gestion de la relation client et la comptabilité reposent sur des lignes technologiques différentes* », détaille Radu Ispas, directeur des opérations chez Keyrus.

Et cette tendance s'amplifie avec le cloud computing. « *Ce dernier génère encore plus de morcellements et exige, par conséquent, de rapprocher des composants applicatifs de plus petite taille* », affirme Jean-Michel Franco, directeur solutions chez Business & Décision. A savoir des modules de gestion d'opportunités commerciales, de campagne marketing et de facturation, par exemple.

Des scénarios confus en cas d'intégration interapplicative

Si l'intégration de données empêche ainsi sur l'intégration interapplicative, c'est parce que cette dernière a déçu. Ses notions de service métier, de gestion de processus et de temps réel se sont révélées complexes à mettre en œuvre. Ses scénarios d'intégration, s'ils sont bien calés sur les processus métier des entreprises, restent confus. « *A ces règles métier et à ces couches d'abstraction complexes à déployer, les entreprises préfèrent une modélisation technique effectuée sur un outil spécialisé de type ETL (Extract, Transform and Load), autrement dit d'extraction de données, par un ingénieur* », avance Radu Ispas.

Est-ce à dire que les métiers doivent demeurer à l'écart des projets d'interfaçage d'application pour que ces derniers soient assurés de réussir ? « *Il est certain que l'intégration de données reste foncièrement technique. Mais elle draine derrière elle des projets pilotés, eux, par des fonctionnels* », constate Jean-Michel Franco, qui fait référence à la qualité de données et au référencement des données maîtres, deux types de chantiers particulièrement en vogue aujourd'hui.

En conclusion, la notion de données prend sa revanche sur celle de service qui a tenu le haut de l'affiche pendant longtemps. « *Actuellement, la réflexion porte moins sur le mode de véhicule et le transport des contenus que sur les contenus eux-mêmes et sur leur validité* », souligne Reda Gomery. ■

VINCENT BERDOT

L'AVIS DE L'EXPERT



Mariano Boni,
directeur technique et innovation chez Solucom

« La donnée doit être rapprochée de celui qui la consomme »

Les entreprises prennent actuellement conscience qu'elles ont d'importants problèmes avec leurs données. Des difficultés relatives à leur propriété, à leur localisation, à leur qualité, ou encore à leur rafraîchissement... Le référentiel unique de données étant illusoire, celles-ci sont disséminées un peu partout, dupliquées, voire, pour gagner en performance,

préagrégées. Ceci explique en partie la confusion qui règne. Sans compter que la donnée doit être rapprochée de celui qui la consomme. Peut-être les organisations se sont-elles trop focalisées sur l'intégration en temps réel. Elles réalisent aujourd'hui que les enjeux d'échange de données en mode batch (par lots – NDLR) pour, par exemple, alimenter des référentiels, est plus utile.



être au travail

sans être au bureau



Série Limitée Business pour Smartphone d'Orange

Pour profiter pleinement de votre smartphone :
mails, Internet et GPS avec Orange Maps en illimité + 100 SMS + 100 heures de Wi-Fi
sur hotspots Orange.

À partir de 23,90 € HT/ligne/mois.

Offre soumise à conditions, valable jusqu'au 10 février 2011. Tarif incluant l'option BlackBerry d'Orange.

orange-business.com/blackberry-orange

BlackBerry

**Business
Services**



Comment bouge le cafard



Bien comprendre comment se déplacent les insectes pourrait aider à mettre au point des robots

capables de se mouvoir dans des environnements hostiles, lors d'un tremblement de terre par exemple. Des chercheurs américains ont développé un logiciel qui analyse comment bouge un cafard avec ses six pattes, à partir de photos prises par une caméra ultrarapide (500 images par seconde). Le logiciel, placé en open source, pourrait servir pour l'étude du mouvement d'autres insectes.

De l'eau dans le graphène

Des scientifiques du Rensselaer Polytechnic Institute, aux Etats-Unis, ont trouvé un moyen simple de créer des transistors en graphène. Pour le transformer en semi-conducteur – il est en principe un très bon conducteur –, ils ont ajouté de l'eau à l'une de ses surfaces (le graphène est un cristal à deux dimensions, de l'épaisseur d'un atome). Le processus est réversible, facile à mettre en œuvre et peu polluant, contrairement à l'exposition à un gaz, par exemple.

Suivre une épidémie avec Twitter



Selon un chercheur de l'université de Louisiane, suivre l'évolution

d'une épidémie de grippe pourrait être plus efficace avec Twitter qu'avec les réseaux de surveillance de type Sentinelles. Surtout, cela serait moins coûteux : il suffirait de repérer le mot « grippe » ou un terme proche dans les millions de tweets postés. Les tests menés entre août 2009 et mai 2010 montrent que leurs résultats recourent à 95 % ceux obtenus par les réseaux de médecine présents sur le sol américain.

START UP

EN PARTENARIAT AVEC oseo

Choisir n'importe quel cloud pour son outil décisionnel

NOM : Bittle.

DATE DE CRÉATION : novembre 2009.

DOMAINE : décisionnel.

INNOVATION : proposer une plate-forme de business intelligence en mode cloud.

PRODUIT : Bittle.

Suite au dépôt de bilan de la société i-Cosoft, éditeur d'une solution de pilotage des départements informatiques, trois salariés décident de créer leur propre entreprise, Bittle. « *L'idée était de bâtir une solution de business intelligence (BI) accessible à tous, avec une approche automatisée et un coût d'entrée très bas* », explique Christophe Suffys, son directeur général. Les trois associés vont alors se lancer dans le développement d'une plate-forme de reporting et de tableau de bord en partant de zéro.

Cloud, mais pas seulement

Pour parvenir à leur objectif de faible coût, les fondateurs font le choix de s'appuyer sur le cloud computing. « *Nous avons longuement étudié les plates-formes Salesforce.com, Microsoft et Google. Cette dernière était encore toute récente, et c'est celle que nous avons retenue. C'était judicieux puisque, aujourd'hui, nous sommes la première plate-forme de BI proposée sur Google Apps Marketplace* », indique Christophe Suffys.

Bittle pousse la logique cloud computing très loin : la jeune société ne disposant d'aucun serveur pour mener ses développements, tout est dans le cloud. Toutefois, la start up garde une certaine indépendance en termes de plate-forme technique. Car Bittle est décliné en une offre gratuite bridée, dont les données sont hébergées sur le service cloud d'Amazon, et une offre payante, hébergée par IBM pour les clients qui réclament une qualité

de service contractuelle. Enfin, les entreprises qui préféreraient internaliser la plate-forme le pourront : un simple serveur Tomcat suffit.

Google Apps Marketplace, un solide outil de promotion

La plate-forme décisionnelle est proposée sur Google Apps Marketplace depuis début octobre : l'éditeur annonce 1 500 utilisateurs en gratuit, dont 20 % d'Américains. Un résultat encourageant, mais qu'il va falloir orienter vers le payant. Pour l'heure, outre l'inscription directe sur son site, la start up privilégie des partenariats avec des distributeurs pour promouvoir sa solution hors de France.

Autres leviers de développement : les consultants et éditeurs de logiciels. « *Un éditeur peut commercialiser notre plate-forme en marque blanche, intégrée à sa propre offre* », précise Christophe Suffys. Les consultants, eux, ont la possibilité de bâtir des solutions de pilotage sur la plate-forme Bittle, et la start up élabore actuellement une bibliothèque en ligne d'indicateurs métier. Ils pourront l'enrichir dans six domaines : RH, finance, marketing, achats, vente, IT. En échange, Bittle leurs enverra des prospects en quête de compétences. ■ ALAIN CLAPAUD

REPÈRES

Siège : Aix-en-Provence (13).

Effectif : 7 salariés.

Financement : capital de 40 k€ apporté par les trois fondateurs et deux partenaires, aide de 20 k€ et garantie bancaire d'Oseo, subvention de la région Paca de 45 k€.

Les fondateurs :

Christophe Suffys, directeur général, responsable des ventes indirectes.

Pierre Mougins, responsable des ventes directes et du webmarketing.

Morgan Ventimila, responsable R&D.

Des technologies plus intelligentes pour une planète plus intelligente :

Posons-nous les bonnes questions.

Quelle est la signification exacte des mesures de performances? Depuis cinq ans, le couple IBM DB2 et Power Systems remporte trois des principaux tests de performances du marché, soit plus longtemps qu'Oracle et Microsoft réunis¹. Mais ne devrait-on pas demander à nos systèmes informatiques plus que de la performance pure? Les mesures de performances abstraites ne sont pas toujours les plus significatives : c'est ce que les entreprises en font qui est important. À titre d'exemple, en s'appuyant sur une plateforme IBM de fourniture de services, Globe Telecom a augmenté ses ventes de 112%. EuResist a fait appel à une solution d'analyse intégrée pour définir les associations médicamenteuses les plus efficaces contre le VIH – avec un taux de précision de 78%. Et le Dubai Gold and Commodities Exchange a choisi IBM Security Services pour mettre en œuvre un système accessible à plus de 99,9%. Sur une planète plus intelligente, voilà des mesures de performances qui ont du sens.

Une entreprise plus intelligente nécessite des logiciels, des systèmes et des services plus intelligents. Bâtissons une planète plus intelligente. ibm.com/questions/fr



¹Basé sur le nombre de jours durant lesquels IBM DB2® et Power Systems™ a été le plus performant aux tests comparatifs TPC-C, TPC-H 10TB et SAP 3-Tier SD entre le 1^{er} juin 2005 et le 1^{er} juin 2010. Pour plus d'informations, connectez-vous aux sites <http://www.tpc.org> et <http://www.sap.com/solutions/benchmark>. TPC, TPC-C et TPC-H sont des marques déposées du TPC. IBM, le logo IBM, ibm.com, DB2, Power Systems et l'icône planète sont des marques d'International Business Machines Corporation dans de nombreux pays. Les autres noms de sociétés, de produits et de services peuvent appartenir à IBM ou à des tiers. La liste des marques IBM est disponible sur Internet à l'adresse www.ibm.com/legal/copytrade.shtml. Compagnie IBM France - 17 avenue de l'Europe - 92275 Bois-Colombes Cedex - RCS Nanterre 552 118 465. © 2010 IBM Corporation. Tous droits réservés.

CLOUD COMMENT S'ENGAGER EN TOUTE CONFIANCE

→ **DSI, RESPONSABLES INFO, DÉCIDEURS IT**
Rendez-vous le jeudi 9 décembre 2010 | Méridien Étoile | Paris

Face au raz de marée du
Cloud Computing quelles solutions
adopter pour ne pas être emporté ?

- Évolution du marché : pourquoi cette croissance exponentielle ?
- Offres actuelles et à venir : vers une interopérabilité des systèmes ?
- Sécurité : peut-on faire confiance au cloud ?
- Avantages et contraintes pour les entreprises : quels facteurs retenir pour faire les choix ?

Avec notamment les expertises de Mathieu Poujol, Directeur Technologies – Pierre Audoin Consultants, **Saïd el Kétrani**, PDG/Fondateur – Illexia, **Parviz Peiravi**, Architecte Cloud – Intel

Programme détaillé et inscription : www.01net.com/evenements01/cloud/computing

OPINIONS



« Le numérique constituera à l'avenir plus de 50 % de la croissance mondiale. »

Neelie Kroes, commissaire européen à la stratégie digitale

Dans la vie numérique, l'anonymat n'est pas forcément l'expression de la démocratie. Tel est le thème du dernier ouvrage de la fondation scientifique Creis-Terminal. Ed. L'Harmattan.

DÉFI NUMÉRIQUE DIDIER ROBIN, président du Catel, réseau de compétences en télésanté

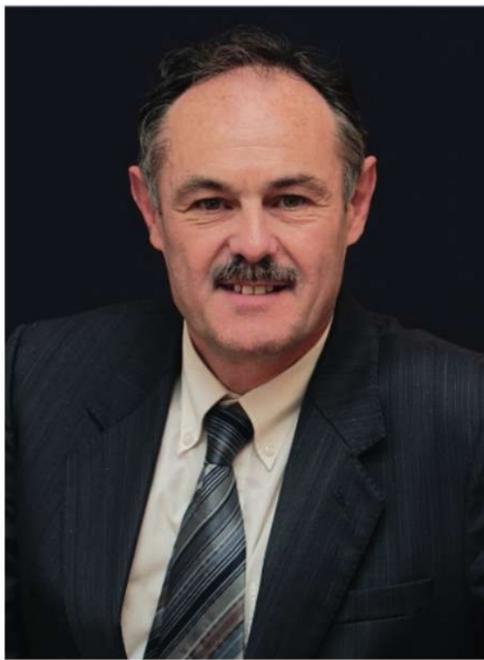
Télémédecine : ouvrez la bouche et faites « @ » !

Avec la publication au Journal officiel d'un décret encadrant sa pratique d'un point de vue juridique, la télémédecine vient de franchir un cap en France. Le texte fournit les premiers outils du déploiement de la santé à distance, laquelle n'était jusqu'alors mise en place qu'à titre expérimental. Prêts à être soignés à distance ? Par quels moyens et avec quelles garanties ? Quel rôle pour internet ? Quelles articulations avec les questions de démographie médicale, avec le problème des déserts médicaux, avec les urgences, avec l'hospitalisation traditionnelle ?

Contribuer à un véritable accès équitable aux soins

Désormais introduite en France, la télémédecine doit relever les défis de notre système de santé : contribuer à améliorer l'équité de l'accès aux soins, à leur coordination, à leur qualité en matière d'expertise, ainsi qu'au maintien de l'autonomie, et dans leur lieu de vie, de patients âgés ou atteints de pathologies chroniques.

Nous avons cependant beau vivre à l'heure de la généralisation du numérique, l'évocation de l'e-santé et de la téléconsultation peut engendrer certaines craintes : diagnostics hasardeux, sécurisation des informations, respect de la vie privée... Encadrée strictement, l'e-consultation revêtira pourtant tous les attributs d'une consultation classique, et il ne s'agira pas de délivrer des ordonnances via Facebook. A partir du moment où les médecins connaissent leurs patients, pour les avoir suivis régulièrement, ils



« La priorité des médecins et du personnel soignant sera toujours la même : le bien-être du patient »

peuvent très bien exercer un certain niveau de surveillance « numérique ». Nous avons donc le devoir de faire évoluer la médecine, sans la dénaturer. Dès l'an prochain, les nouvelles technologies numériques offriront à notre système de santé la possibilité de passer outre la barrière des distances. Disons-le franchement, ceux qui critiquent la pratique de la télémédecine redoutent une déshumanisation du système de santé. Rien ne doit donc

être laissé au hasard de ce côté-là. Les perspectives rendues possibles par la télémédecine vont engendrer une véritable mutation sociologique : les patients seront peut-être plus enclins à accepter cette évolution que le personnel de santé d'une manière générale. Mais, pour l'heure, des craintes et des attentes existent de part et d'autre. Il faut donc montrer que, dans le domaine de la médecine, les technologies de l'information et de la communication nous rapprochent et peuvent enrichir la relation humaine.

Une pratique qui cohabitera avec la médecine traditionnelle

Dans quelque temps, certaines consultations à distance seront entrées dans les mœurs et équivaldront à des visites à domicile. On constatera que la priorité des médecins et du personnel soignant sera toujours la même : le bien-être des patients. Ce sera plus particulièrement le cas pour ceux qui souffrent de maladies chroniques et qui nécessitent un suivi régulier. On verra aussi que la télémédecine ne se substituera pas à la pratique de la médecine sous sa forme traditionnelle, mais que, pour un même patient, à des temps différents, ces deux modalités d'exercice trouveront leur point d'équilibre. Cela permettra probablement d'intensifier certains suivis à domicile, de moins recourir aux services d'urgence et d'hospitalisation en établissement. La télémédecine devrait d'ailleurs devenir un support essentiel à ce que l'on appelle l'hospitalisation à domicile (HAD). ■

DIDIER ROBIN

HUMEURS LE POINT DE VUE DES JOURNALISTES DE LA RÉDACTION

Jeunes pousses en panne

Yann Serra, grand reporter à O1 Informatique

Grande cure d'humilité chez les jeunes acteurs technologiques de la Silicon Valley. En mai dernier, plusieurs start up repérées par la rédaction s'époumonaient d'orgueil. Armées d'un produit révolutionnaire, elles montaient à l'assaut des géants du marché et se voyaient déjà réécrire, à leur propre gloire, la légende des petits génies qui bouleversent l'industrie de l'électronique depuis un garage. Six mois plus tard, les petits révolutionnent moins vite que prévu. Et les géants – HP, EMC, IBM, Oracle et consorts – dépensent à tour de bras les milliards de dollars provisionnés durant la crise pour s'offrir ce type d'acteurs de niche. Blade, par exemple. Ce constructeur de matériels réseaux ultrarapides, qui se voyait déjà terrasser Cisco ou Juniper, a été racheté par IBM. Problème, intégré à un mastodonte, il peine désormais à expliquer à ses clients le côté génial et agile de son innovation par rapport à ses concurrents. Chez Isilon, spécialisé dans le stockage, plus question non plus d'aller apprendre son métier à EMC, puis le géant mondial du secteur est

« Il y a les start up qui n'ont pas encore été rachetées, mais font tout pour »

depuis peu devenu... la maison mère de l'ex-start up. Dont les dirigeants font semblant de se réjouir lorsqu'ils racontent qu'ils vont remplacer le cloud de stockage d'EMC, qui n'est jamais parvenu à décoller. Et qu'en est-il d'étendre la distribution de la technologie exclusive d'Isilon, celle qui lui a permis de conquérir de grands noms du cinéma

et de l'audiovisuel ? Pas de perspective, pour le moment. Enfin, il y a ceux qui n'ont pas encore été rachetés mais qui font tout pour. Ils sont soudainement prêts pour le cloud, autrement dit à vendre.

Même Emulex, fabricant de composants électroniques. Et Fusion-io, qui produit des cartes mémoire. Leur drame ? Tout simplement qu'en sortie de crise, les entreprises clientes préfèrent concentrer leurs achats chez les marques historiques, au détriment de celles qui innovent. ■



Technologie du troisième âge

Gilbert Kallenborn, chef de service à O1 Informatique

Le destin d'une technologie prend parfois des tournures étranges et surprenantes. Prenons le cas de Symbian. Issu de la mouvance des assistants personnels des années 80, ancêtres des iPhone et autres Blackberry, ce système d'exploitation a connu un parcours incroyable. En moins de vingt ans, il est passé des terminaux portables Psion aux smartphones Nokia, pour finalement dominer le marché de la téléphonie mobile en nombre de déploiements. Mais aujourd'hui, il accuse le coup. En

un an, il a perdu 8 % de parts de marché, passant à 36 %, talonné par Android et iOS, deux « jeunes » systèmes très appréciés à la fois par les utilisateurs et les développeurs. Porté par Google, le premier devrait s'imposer dans très peu de temps face au second, issu du monde Apple. La fin de Symbian serait donc proche. Pas tout à fait, pourtant. Totalement en phase avec l'actualité, le système se prépare une seconde vie après la retraite.

« L'Europe deviendrait-elle un hospice pour technos vieillissantes ? »

Dans le cadre du projet Symbeose (Symbian, the Embedded Operating System for Europe), il est aujourd'hui soutenu par un consortium d'industriels, composé entre autres de Nokia, de ST-Ericsson et de Telefonica, dont le but est de développer

des usages alternatifs : systèmes embarqués, réseaux électriques, M to M, cloud computing, etc. Même la Communauté européenne y met sa patte, en dotant Symbeose d'une subvention de 11 millions d'euros. Elle estime que Symbian constitue « un focus vital pour le développement

de logiciels mobiles en Europe », alors même que Nokia semble s'en détacher, malgré son appartenance au consortium. On assiste au transfert technologique du troisième âge. L'Europe devient, en quelque sorte, un hospice pour technos vieillissantes qui n'arrivent plus à tenir fièrement dans un monde concurrentiel. Ne vaudrait-il pas mieux investir cet argent pour soutenir nos jeunes entreprises européennes (dont beaucoup en France), très impliquées dans les systèmes mobiles embarqués ? ■



ON EN PARLE DANS LES BLOGS

L'information non structurée, nouvelle frontière des DSI

La synthèse. Boom des smartphones, des objets communicants, des réseaux sociaux... les DSI sont confrontés à une évolution rapide du paysage technologique. Après avoir séduit le grand public, l'information non structurée envahit les entreprises. Or jusqu'à présent, le DSI excelle dans la sphère de l'informatique structurée avec ses données, ses processus et ses outils. Pour autant,

il doit éviter la tentation du repli sur soi et profiter de « *cette opportunité historique* » pour ne plus apparaître comme un frein ou un centre de coût, mais comme une source de propositions permettant d'exploiter dans la cohérence la créativité du monde numérique. L'ancien DSI de Renault propose de transformer l'acronyme DSI en DIN, direction de l'intelligence numérique.



Une humeur de Jean-Pierre Corniou, directeur général de Sia-Conseil et ancien DSI de Renault

<http://goo.gl/xeqLA>

Parcours d'un soldat du monde « libre »



BILL EBERSTEIN

Richard Stallman, gourou de l'open source.

La synthèse. A la veille de rencontrer Richard Stallman, gourou de l'open source, l'auteur replonge dans son livre *Un PC sans Microsoft*, publié en 2003. L'ex-rédacteur en chef de *PC Expert* y raconte son parcours d'ancien fidèle à Microsoft. « *Pas la moindre aventure, pas le moindre flirt avec un système d'exploitation étranger. Je me suis habitué à MS-DOS, puis je suis passé à Windows avec réticence, avant de l'adopter peu à peu. [...] Quand mon PC ne tour-*

nait plus assez vite, j'en changeais. Quand les bogues inexplicables se multipliaient, je réinstallais mes logiciels. » Mais après une série de plantages sur une machine dernier cri, la coupe est pleine. Il se lance alors « *dans l'aventure du zéro Microsoft* ». La suite sur son blog.

Un billet de Thierry Crouzet, auteur, vulgarisateur, et fondateur de PC Expert

<http://goo.gl/dHNM6>

Mathématiques et informatique s'enrichissent mutuellement

La synthèse. Depuis un demi-siècle, l'informatique a totalement transformé le paysage des mathématiques. Et inversement, les deux disciplines entretenant des liens de plus en plus étroits. Cela a conduit à utiliser des théories mathématiques existantes qui se sont alors enrichies, telles l'arithmétique, la théorie des graphes, ou

encore la théorie de l'information. L'intelligence artificielle, la modélisation, mais aussi la cryptographie doivent ainsi beaucoup aux mathématiques. Une science nouvelle a même émergé, d'essence mathématique : l'algorithmique. Grâce à elle et aux progrès de l'électronique, le calcul des constantes mathématiques a, de son

côté, progressé pour obtenir plusieurs milliards de décimales sur le calcul de Π , e , $\sqrt{2}$, ou du nombre d'or.

Une analyse de Jean-Paul Delahaye, professeur d'informatique à l'Université des sciences et technologies de Lille

<http://goo.gl/vYQde>

LE BUZZ SUR 01 NET PRO



Enquête sur les conditions de travail en SSII

Social. L'article consacré au livre *Derrière l'écran de la révolution sociale*, sous-titré *Quand le monde de l'informatique et des SSII sert de laboratoire social et induit une précarisation par le haut*, a suscité de nombreux commentaires sur notre site 01netpro. Manque de

considération, pression, rémunération insuffisante... beaucoup de « 01nautes » se retrouvent dans les conditions de travail décrites dans l'ouvrage de Nicolas Séné, journaliste spécialisé dans les questions sociales. D'autres internautes estiment qu'il y a une vie après

la SSII et qu'il est tout à fait possible de valoriser son expertise sur le marché en faisant jouer l'offre et la demande ou en sautant le pas de l'indépendance. Un débat récurrent sur notre site.

<http://goo.gl/DrGHF>

CARTE BLANCHE À...

La perversion des indicateurs de performance

HENRI DUCOING est le pseudonyme du DSI d'un groupe industriel international. Il s'appuie sur ce qu'il vit au quotidien pour apporter son témoignage – anonyme – sur des thématiques sensibles. Cette semaine, les indicateurs de performance.

Considérés comme nécessaires, les indicateurs de performance ou KPI (Key Performance Indicator) sont souvent associés à des systèmes d'intéressement. Ils peuvent alors se révéler extrêmement pervers et générer des comportements contre-productifs. Exemple : un jour, je surprends mes collaborateurs tracassés. Ils m'expliquent que l'équipe « poste client » a déployé une nouvelle version de Windows, et comme elle n'avait pas été testée, cela n'a pas fonctionné. Mais parce qu'ils avaient pour objectif de démarrer le 1^{er} avril, ils l'ont fait. Et maintenant, nous avons 30 tickets d'incident pour des problèmes intervenus sur deux ou trois applications différentes.

Chacun joue pour soi

Or dans mon entreprise, chaque cadre reçoit des objectifs annuels évalués ainsi : l'objectif est atteint lorsqu'il est « dans les coûts et les délais » ; il est dépassé quand la qualité est au rendez-vous. Si le délai ou le budget ne sont pas tenus, l'objectif n'est pas atteint, même si c'est pour assurer la qualité ou s'adapter à de nouvelles contraintes. Ce système de notation est déployé dans le monde entier, à tous les niveaux de l'encadrement. Résultat : la priorité est donnée aux budgets et aux délais, au détriment de la qualité.

Dans une autre entreprise, la performance de la hot line est mesurée en fonction du taux de tickets résolu au premier appel. Les téléassistants gardent donc l'utilisateur au téléphone en tentant de résoudre l'incident coûte que coûte, même lorsqu'ils ne disposent pas des compétences et que tout le monde gagnerait à ce qu'un technicien plus qualifié prenne l'appel.



Dans certaines sociétés de conseil, les managers sont rémunérés selon le nombre de jours que leur équipe facture. Conséquence : les managers n'ont aucun intérêt à s'échanger des informations susceptibles de conduire à une mission, dès lors que leur équipe n'y sera pas impliquée. Au lieu de coopérer pour faire progresser le chiffre d'affaires du cabinet, chacun joue donc pour soi et préfère rater une mission plutôt que d'y impliquer un collègue.

« L'objectif est atteint quand il est " dans les coûts et les délais " ; il est dépassé quand la qualité est au rendez-vous »

Alors comment faire ? Peut-on encore se passer d'indicateurs ? Il suffirait pourtant d'agir sur deux leviers. D'abord, imaginer comment les indicateurs peuvent être pervertis, c'est-à-dire comment les salariés, intéressés à la performance, sont capables d'agir sur les indicateurs qui servent à déterminer leur rémunération. Si la performance de la standardiste est mesurée au nombre de sonneries avant réponse, elle risque d'être

tentée de décrocher, quitte à vous mettre aussitôt en attente. Autre exemple : si un VRP est intéressé au nombre de visites effectuées, il cherchera sans doute à accumuler les visites, sans prendre forcément le temps de les rendre productives. Mais s'il est rétribué au chiffre d'affaires dégagé, il s'efforcera de l'obtenir par le biais des clients avec lesquels c'est le plus facile, sans nécessairement investir les secteurs à développer. Enfin, si le téléassistant est intéressé au délai de fermeture des tickets, il voudra les clore à tout prix, même avec une demi-solution ou pas de solution du tout, quitte à en rouvrir un nouveau plus tard. Autant d'exemples qui montrent comment l'imagination des intéressés défie parfois la réalité.

Ne pas lier la rémunération à un seul indicateur

Dans un second temps, je préconise de compléter les indicateurs techniques par une mesure globale de satisfaction, attribuée par les clients du processus à évaluer. Pour les fonctions, le client, ce sont les métiers. Pour les métiers, ce sont les clients de l'entreprise. Mais de façon plus fine, la comptabilité fournisseur a pour clients... les fournisseurs de l'entreprise qui attendent d'être payés dans les temps ; les VRP ont pour clients... les clients, et le département informatique... les utilisateurs. Ainsi, pour s'assurer de la qualité des processus informatiques, le moyen le plus sûr consiste à interroger les utilisateurs. Et pour s'assurer de la qualité du service rendu par l'entreprise à ses clients, il convient d'interroger les clients.

D'autres pistes existent pour sortir de la perversion de ces KPI, comme lier la rémunération à un faisceau d'indicateurs, plutôt qu'à un seul, et auditer le comportement des collaborateurs face aux indicateurs de performance. Enfin, il ne faut pas mettre les indicateurs techniques à contribution pour gérer la rémunération de ses salariés. ■

HENRI DUCOING

EXPÉRIENCES

Dassault Aviation poursuit ses calculs de simulation avec Bull.

Pour étudier ses modèles composés de millions de points, l'avionneur s'est doté de deux supercalculateurs bullx de Bull.

« Les plates-formes de dématérialisation des marchés publics sont très avancées, mais trop peu utilisées. » Patrick Sylvestre, Cogitis



TÉLÉCOMS

Internet, deuxième réseau de l'entreprise étendue

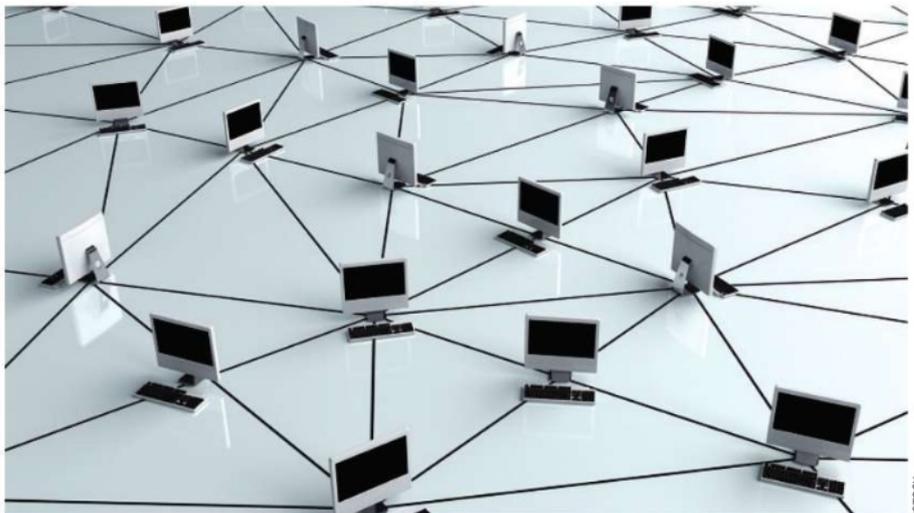
Jusque-là considéré comme un réseau de secours, le net prend de plus en plus la place de réseau secondaire de l'entreprise pour les échanges avec ses différents sites, fonctionnant en mode actif-actif avec MPLS. On parle alors de réseau hybride.

Dans le domaine des télécoms aussi, l'assurance n'est chère qu'avant l'accident. Et s'équiper d'un réseau de secours engendre un surcoût mais garantit la continuité de service. En effet, dans les nouvelles architectures du système d'information, caractérisées par la centralisation des ressources et l'arrivée du cloud computing, toute interruption d'un réseau longue distance devient catastrophique.

Depuis quelques années, les entreprises ont tendance à transformer ce réseau de secours en secondaire, également actif, afin de le rentabiliser. Elles s'en servent ainsi pour faire transiter les flux non critiques (messagerie, navigation web, transfert de fichiers...). Aujourd'hui, ce réseau secondaire est souvent un réseau privé virtuel (VPN) sur internet. Cette nouvelle configuration prend le nom de réseau hybride.

Bien localiser le point de faiblesse

« Les entreprises sont de plus en plus réceptives à ce concept, note Vincent Brazillio, responsable du développement chez Axians. Mais toutes ne sautent pas encore le pas. Elles procèdent souvent par projets afin d'en mesurer la réalité économique et la faisabilité. » En général, les différents sites d'une entité sont interconnectés via un réseau MPLS (Multiprotocol Label



La criticité des liaisons réseaux et télécoms force l'entreprise à en maîtriser la redondance, en termes de sécurité, de performances, mais aussi de coûts.

Switching), transportant à la fois les données et la voix, quand l'entreprise est passée en téléphonie sur IP (ToIP). Eu égard au prix élevé de ce type d'infrastructure à l'international, les implantations hors des frontières sont reliées par un VPN. A l'intérieur du territoire français, le réseau de secours est souvent un RNIS, qui n'est actionné qu'en cas de chute du MPLS. Certes, la continuité de service est assurée, mais cette solution cumule deux défauts : une bande passante limitée et un coût important. Un lien T0 (la ligne

d'accès Numéris de base) plafonne à 128 Kbit/s (deux canaux B). Un peu faible comparés au 1, 2 ou 4 Mbit/s du lien SDSL de raccordement au MPLS. D'où un service fortement dégradé, des applications trop lentes, et donc une perte de productivité. Pour limiter les dégâts, il est possible de louer plusieurs de ces liens T0 ou un demi-T2 (15 canaux B). La qualité s'améliore, mais le prix grimpe en flèche. Pour un T0, il faut compter plus de 83 euros chez France Télécom. Auxquels s'ajoute le forfait des commu-

ISTOCK

nications du service de secours, soit 30 euros (pour 2 canaux B). Le tout pour un service poussif qui ne devrait servir qu'épisodiquement. De plus, pas moyen de paramétrer cette solution industrielle en fonction des besoins. Face à ce bilan peu favorable, les entreprises ont cherché d'autres solutions. Afin d'éviter le coup de pelleteuse fatidique qui sectionne le câble de raccordement, souvent considéré comme le talon d'Achille du réseau, il existe une autre alternative au RNIS. « *Nous préconisons un double attachement MPLS, avec des chemins physiques différents* », conseille Frédéric Hédiard, chef de produit chez Streamcore, constructeur de boîtiers d'optimisation de réseau. Mais encore faut-il s'assurer que, même si les deux liens empruntent des câbles et des chemins différents, ils n'aboutissent pas, au central, sur le même DSLAM (multiplexeur d'accès DSL). Pas toujours facile, les opérateurs se montrant discrets sur le sujet.

Deux attachements distincts de bout en bout pour plus de sécurité

Une autre solution, plus radicale en apparence, consiste à choisir un autre opérateur pour le second raccordement. Mais des noms distincts ne signifient pas forcément des infrastructures différentes. En effet, des acteurs du secteur revendent à d'autres leur service en marque blanche. Résultat : une seule infrastructure sous deux appellations. Dans les secteurs où le cuivre est rare, et souvent détenu uniquement par France-Télécom Orange, il est possible de recourir à la boucle locale radio, via la 3G+ ou Wimax, par exemple, que certains, comme Altitude Télécom, ont inscrits à leur catalogue. Mais là encore, rien ne dit qu'on n'aboutit pas au même point d'entrée

Quels réseaux choisir ?

RÉSEAU PRINCIPAL	RÉSEAU SECONDAIRE	POINTS FORTS	POINTS FAIBLES
MPLS	RNIS	<ul style="list-style-type: none"> ● Réseaux différents 	<ul style="list-style-type: none"> ● Cher et limité en bande passante ● Non personnalisable
	Z ^e attachement au même réseau	<ul style="list-style-type: none"> ● Simplicité de mise en œuvre 	<ul style="list-style-type: none"> ● Trajets de raccordement pas toujours distincts ● Même cœur de réseau ● Solution industrielle
	MPLS	<ul style="list-style-type: none"> ● Réseaux différents ● Qualité de service (QoS) 	<ul style="list-style-type: none"> ● Coût élevé ● Solution industrielle
VPN internet	VPN internet	<ul style="list-style-type: none"> ● Réseaux différents ● Prix et débit supérieurs à ceux du RNIS ● Personnalisation ● QoS via des boîtiers d'optimisation 	<ul style="list-style-type: none"> ● Qualité de l'internet aléatoire ● Complexité de mise en œuvre en mode actif-actif
	VPN internet	<ul style="list-style-type: none"> ● Réseaux différents ● Prix ● Personnalisation ● QoS via des boîtiers d'optimisation 	<ul style="list-style-type: none"> ● Qualité des réseaux aléatoire

du cœur du réseau MPLS, le PoP (Point of Presence).

Certains opérateurs exploitent le filon du double attachement, avec un tarif dégressif pour le second lien – 80 % du prix du premier lien chez Waycom, 50 % chez Orange. « *Ce sont souvent des offres sécurisées packagées comprenant une fibre en lien principal et un lien DSL en secours, empruntant chacun un chemin distinct, arrivant sur un PoP différent, mais aboutissant sur un même cœur de réseau* », signale Vincent Brazillio. C'est la limite de la solution, car ce point de passage obligé constitue le défaut de la cuirasse. Il est vrai que les experts estiment qu'une panne du cœur de réseau d'un opéra-

teur est beaucoup plus improbable que la coupure d'un lien de raccordement. Cependant, sur le strict plan de la sécurité, il y a toujours un risque. Dans l'absolu, mieux vaut donc deux réseaux totalement séparés. Quelques entreprises, pour lesquelles la continuité de service est primordiale, n'hésitent pas à opter pour deux réseaux MPLS chez des opérateurs différents.

Mais cette approche, coûteuse, reste exceptionnelle. La plupart du temps, les sociétés se rabattent sur internet. Son faible coût, sa bande passante élevée et la diversité des technologies de raccordement en font une bonne solution de remplacement. Une première étape est de l'utiliser comme un

L'AVIS DE L'UTILISATEUR



David Mejassol, DSI du groupe Mazet

« Nous préférons avoir deux réseaux MPLS distincts chez des opérateurs différents »

Pour garantir la continuité de nos services, nous avons opté pour deux réseaux MPLS, l'un chez Orange et l'autre chez SFR, retenus pour la capillarité de leurs infrastructures. Internet aurait pu jouer le rôle de réseau secondaire mais nous n'avons pas jugé sa qualité et sa fiabilité suffisantes pour cela.

Les deux réseaux travaillent en parallèle, mais ils sont spécialisés. Celui d'Orange, qualifié

de principal, véhicule les trafics métier. Celui de SFR sert pour les trafics messagerie, internet et intranet, jugés non critiques. Ce sont les boîtiers Mybox, de Mystem, qui aiguillent automatiquement le trafic sur l'un ou l'autre, en fonction de la nature du flux. Les interruptions ont été transparentes pour les utilisateurs. Au final, le coût est de 10 à 15 % inférieur à la solution tout Orange équivalente, avec une qualité et une sécurité supérieures.

L'ENTREPRISE

Groupe Mazet

Activité : transports routiers.

CA 2009 : 120 M€.

Effectif : 1 250 personnes.

Siège social : Montélimar (26).

LE PROJET

Problème à résoudre : assurer la continuité de service.

Solutions déployées : deux réseaux MPLS en secours l'un de l'autre, et spécialisés par type de trafic.

L'ENTREPRISE

Infomil

Activité : éditeur de logiciels pour la grande distribution.

CA 2009 : 40 M€.

Effectif : 300 personnes (groupe).

Siège social : Toulouse (31).

LE PROJET

Problème à résoudre : disposer de deux réseaux distincts pour un usage actif-actif et de secours.

Solutions déployées : deux réseaux VPN internet dégroupés, chez des opérateurs différents.

réseau de secours, en remplacement du RNIS. En cas de défaillance du lien principal, un tunnel VPN est automatiquement monté. L'abonnement est faible, comparé au débit du RNIS, surtout si l'on prend une ligne ADSL. La solution, elle, est en mode actif-passif : en fonctionnement normal, le lien de secours n'est pas utilisé. Etant donné que la qualité de l'internet s'améliore globalement, même si elle reste encore aléatoire, pourquoi ne pas passer, dès lors, en mode actif-actif et recourir à un tel lien de secours comme réseau secondaire pour transporter des flux non critiques ? Un processus d'autant plus facilement réalisable que les réseaux privés virtuels sont personnalisables, à la différence des solutions d'opérateurs. Reste à déterminer ce qui est critique et ce qui ne l'est pas. Il n'est pas toujours facile de faire la part des choses,

L'AVIS DES UTILISATEURS

Marcel Pointeau, directeur général adjoint, **Stéphane Meneau**, ingénieur projet chez Infomil

« Nous conseillons à nos clients la solution que nous avons choisie pour nous, le tout-internet »

Nous sommes passés au double réseau internet, en mode actif-actif. Nous avons deux fournisseurs d'accès différents, dégroupés chez deux opérateurs distincts. Nous préconisons cette solution à ceux de nos clients qui se tournent vers nous pour la prise en charge de leur réseau. Nous avons essayé pas mal de combinaisons. La classique, mais aussi celle avec un réseau principal internet et un MPLS en secours. Chaque fois, ce dernier posait problème. Il est cher, rigide et les pénalités infligées aux opérateurs en cas de

non-respect de l'engagement du niveau de service (SLA) sont symboliques.

Le tout-internet est de 50 à 60 % moins cher qu'une solution classique. Et il coûte de 30 à 40 % de moins que la configuration avec MPLS secours. Sa sécurité est garantie par un VPNIPSec. Les organismes bancaires l'acceptent, avec du cryptage et des certificats X509. Lorsque la qualité de service n'est pas suffisante, des boîtiers Streamcore l'amènent au niveau d'un MPLS.

chaque direction fonctionnelle se considérant comme prioritaire. « Avant de trancher, l'entreprise doit analyser les risques et ses contraintes selon trois critères : la disponibilité, la confidentialité et l'intégrité des données, conseille Nicolas Pondemer, business developer sécurité chez NextiraOne. En fonction du résultat, elle choisit le type de solution. Par exemple, mettre en place deux raccords sur le même réseau MPLS est simple, mais cela réduit la disponibilité du fait de problèmes d'exploitation susceptibles de perturber le système. » La réponse varie d'une entreprise à l'autre mais, généralement, le trafic se partage en deux lots. D'un côté, la voix (si l'entreprise est en ToIP) et les applications

métier critiques empruntent le réseau principal ; de l'autre, la messagerie, le transfert de fichiers, la navigation passent par le VPN internet.

Des réseaux MPLS parfois supplantés par internet

Des entreprises vont plus loin en faisant d'internet leur réseau principal. Le réseau MPLS joue alors le rôle de réseau de secours, dans ce cas moins cher que dans les configurations précédentes, puisque le lien de raccordement est plus petit. Cependant, s'offrir un MPLS pour cet usage est un choix rare et qui peut paraître irrationnel. D'autres sociétés s'en passent totalement et utilisent deux réseaux internet, l'un en principal et l'autre en secondaire, estimant faible la probabilité pour que les deux se dégradent simultanément.

Pour améliorer la qualité de service, ces utilisateurs ont recours à des boîtiers d'optimisation de trafic. Outre le coût nettement plus bas (jusqu'à 60 %) que celui engendré par la solution classique (MPLS en principal et internet en secondaire), ces boîtiers offrent une granularité beaucoup plus fine que les trois ou quatre classes de service du MPLS.

Dans toutes ces configurations, le routage est statique. Sauf en cas d'incident, les flux empruntent systématiquement le réseau approprié. Pourquoi ne pas choisir dynamiquement le meilleur chemin ? « La solution est complexe à mettre en œuvre, objecte Frédéric Hédiard. Il faut notamment

L'AVIS DE L'EXPERT



Ludovic Lurant, directeur général de Clariteam, société de conseil et d'intégration

« Les réseaux hybrides sont de plus en plus appréciés, d'autant qu'ils sont moins coûteux »

L'évolution des entreprises vers les réseaux hybrides est une tendance forte du marché. Elles y sont poussées par la recherche de réduction des coûts. Ces architectures se décident souvent lors de renouvellement de contrat. En effet, la solution du RNIS est coûteuse et peu efficace, puisque l'entreprise paie des abonnements pour un réseau dont elle ne se sert pratiquement pas, sans compter que son faible débit n'autorise qu'un service minimum.

La solution MPLS et internet en mode actif-actif devient la règle. L'étape ultime étant que le routage des flux vers l'un ou l'autre réseau soit dynamique. MPLS garde la prérogative pour le trafic sensible, mais s'il ne répond pas aux critères exigés à un instant donné, et si internet offre un meilleur chemin, c'est ce dernier qui sera privilégié. Ce pilotage n'est pas réalisé par les routeurs, mais par des boîtiers d'optimisation de trafic, qui ont une vision plus applicative que purement IP.

EXPÉRIENCES

L'ENTREPRISE

Krys Group

Activité : coopérative de distribution de produits optiques.

CA 2009 : 950 M€.

Effectif : 6 000 personnes (groupe).

Siège social : Nanterre (92).

LE PROJET

Problème à résoudre : sécuriser le réseau pour les applications métier.

Solutions déployées : deux raccordements SDSL sur le réseau MPLS de Waycom et un secours IPsec.

recourir au mécanisme PBR (Policy Based Routing) et il y a toujours une exception aux règles qui plante tout. » Le Français Ipanema et l'Américain Talari lèvent cette difficulté en pilotant le trafic non plus au niveau 3 (routage), mais au niveau 7 (applicatif). Chez Talari, on explique que ce système est l'équivalent de la technologie Raid dans le stockage.

Reste à déterminer ce qui est critique ou non, chaque direction se considérant comme prioritaire

« A chaque session, l'usage de l'un ou l'autre réseau est déterminé en fonction du type de trafic, de la bande passante nécessaire et de la qualité de chacun des réseaux à l'instant T, explique Thierry Grenot, directeur technique chez Ipanema. Ainsi, des sessions diffé-

L'AVIS DE L'UTILISATEUR



Arnaud Beley, responsable informatique points de vente de Krys Group

« Un lien de secours en 3G+ n'est pas plus cher qu'un lien ADSL »

Notre réseau VPN IPsec, desservant les 1 350 magasins du groupe, était difficile à gérer et à la merci des aléas d'internet. Il y a deux ans, nous avons opté pour un cœur de réseau MPLS chez Waycom, auquel notre centre informatique de Bazainville (Yvelines) est relié par une ligne SDSL à 2 Mbit/s fournie par Waycom, et secourue par une seconde ligne SDSL. Les deux sont raccordées au même central, et sécurisées par une liaison IPsec sur fibre optique Orange, dont le chemin est différent. Les magasins sont connectés au réseau MPLS via un lien ADSL. Comme ils disposent de leur propre système

d'information en local, une coupure, même de quelques heures, a peu d'impact sur leur activité.

A partir d'avril 2011, tous les logiciels métier seront centralisés. Plus question de coupure. Nous envisageons, avec Waycom, d'ajouter un lien de secours en 3G+. Son coût n'est pas supérieur à celui d'un lien ADSL et il nous assure une garantie de continuité de service, même dégradée. Au final, notre nouvelle solution, infogérée par Waycom, est plus sécurisée et de meilleure qualité que la précédente, qui était gérée en interne, tout en étant à peine plus chère.

rentes d'une même application emprunteront potentiellement des réseaux distincts en fonction de l'heure à laquelle elles ont été ouvertes. » Ce choix est réalisé en amont du routeur par le boîtier d'optimisation. *« S'il n'y a qu'un routeur pour les deux réseaux, on utilise un bit du champ ToS (Type of service) pour lui indiquer le chemin à prendre, précise Thierry Grenot. S'il y en a un sur chaque accès, c'est le boîtier qui choisit celui à utiliser. »*

Ce qui suppose qu'il ait, à chaque instant, une vue globale de l'état des réseaux. C'est l'une des caractéristiques de la solution Ipanema. Un peu

comme un automobiliste qui, avant de se mettre en route, consulte un site d'info trafic et décide de prendre la nationale, qui semble dégagée, plutôt que l'autoroute s'il voit des ralentissements sur celle-ci.

Séduisante sur le papier, la solution reste délicate à mettre en œuvre et à paramétrer. Ce qui fait reculer certaines entreprises. A moins de passer par un intégrateur, qui prend à sa charge la complexité de ce système et notamment les relations avec les opérateurs. D'où un surcoût. De plus, d'aucuns reprochent à cette solution d'être elle-même un point de faiblesse, car si le boîtier tombe en panne, on en perd tout le bénéfice. Sauf à le doubler, ce qui se fait rarement. ■

JEAN-PIERRE SOULÈS

L'AVIS DE L'UTILISATEUR



Guillaume Pilleux, administrateur système et réseau chez Gys

« Nous utilisons un double chemin, MPLS en principal et internet en secondaire »

Il y a quatre ans, nous avons ouvert notre première filiale en Allemagne. Elle était alors connectée à notre site central, via une liaison VPN IPsec sur internet. Son activité s'est beaucoup développée et la qualité d'internet s'est avérée trop aléatoire pour qu'elle travaille directement avec l'ERP central. Nous avons fait appel à NextiraOne pour mettre en place un double chemin. Désormais, les flux métier s'échangent via le réseau MPLS d'Orange, auquel nous sommes reliés via un lien SDSL de 1 Mbit/s garanti, doublé

par un lien SDSL de 2 Mbit/s chez Completel. Il sert à la fois de sortie internet pour le site central, de transport pour les flux non critiques (messagerie) et de secours du MPLS avec le montage automatique d'un VPN IPsec.

Côté allemand, c'est Deutsche Telekom qui fournit le lien de secours. Cette architecture est deux fois et demi plus chère que la précédente, mais elle garantit la continuité de service. Notre seconde filiale, anglaise, reste raccordée en VPN.

L'ENTREPRISE

Gys

Activité : industriel du monde de la soudure et de la recharge de batterie.

CA 2009 : 47 M€.

Effectif : 400 personnes.

Siège social : Laval (53).

LE PROJET

Problème à résoudre : disposer d'un réseau sécurisé pour les applications métier et d'un second réseau pour les flux non critiques et le secours.

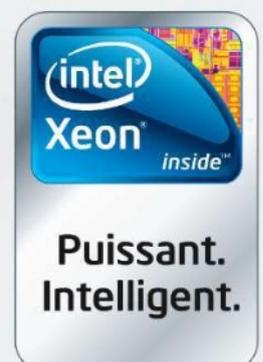
Solutions déployées : un réseau MPLS et un lien internet secondaire.

Repenser les serveurs x86

Quand une entreprise a besoin d'augmenter sa puissance informatique pour exécuter de nouvelles applications qui requièrent davantage de mémoire, son réflexe est d'acquérir des serveurs supplémentaires. Cette approche peut entraîner la prolifération des machines et un énorme gaspillage (le taux d'utilisation des serveurs dépasse rarement 10%). Avec l'explosion de la puissance de calcul nécessaire sur une planète plus intelligente, nous sommes confrontés à un nouveau défi – que les ingénieurs IBM ont résolu. L'IBM Enterprise X-Architecture de 5^e génération, équipé du processeur Intel® Xeon® Série 7500, vous permet d'augmenter la capacité mémoire sans ajouter de nouveaux processeurs. Résultat : les systèmes IBM eX5 peuvent exploiter six fois plus de mémoire que les serveurs x86 actuels, avec jusqu'à 97% d'économies sur les coûts de stockage... et des coûts de licences logicielles divisés par deux.²

Une entreprise plus intelligente nécessite des logiciels, des systèmes et des services plus intelligents.

Bâtissons une planète plus intelligente. ibm.com/ex5/fr



1. Étude de McKinsey : <http://www.datacenterknowledge.com/archives/2009/04/15/mckinsey-data-centers-cheaper-than-cloud/>. 2. Comparaison entre l'IBM System x3850 X5 + MAX5 avec 96 DIMM x 16 Go pour un total de 1,5 To de mémoire et l'IBM System x3850 M2 avec 32 DIMM x 8 Go = 256 Go. Comparaison entre les coûts de licence par processeur sur les systèmes actuels équipés de processeurs de 4^e génération avec 64 DIMM et l'IBM System x3690 + MAX5. La technologie IBM eXFlash évitera aux clients l'achat de deux serveurs d'entrée de gamme et de 80 systèmes JBOD pour la prise en charge d'un environnement base de données effectuant 240 000 E/S par seconde, avec jusqu'à 97 % d'économies sur les coûts d'acquisition des serveurs et du stockage. IBM, le logo IBM, ibm.com, X-Architecture et l'icône planète sont des marques déposées d'International Business Machines Corporation dans de nombreux pays du monde entier. La liste des marques IBM est disponible sur Internet sous la rubrique "Copyright and trademark information", à l'adresse www.ibm.com/legal/copytrade.shtml. Intel, le logo Intel, Xeon et Xeon Inside sont des marques d'Intel Corporation. Compagnie IBM France - 17 avenue de l'Europe - 92275 Bois-Colombes Cedex - RCS Nanterre 552 118 465. © 2010 IBM Corporation. Tous droits réservés.

DÉCISIONNEL

L'Institut de veille sanitaire réagit plus vite aux pics de pathologies

L'établissement public enrichit son système de surveillance chargé de collecter quotidiennement les données issues des urgences. Principale nouveauté : la possibilité, pour les épidémiologistes, d'élaborer leurs propres requêtes.

Effets de la chaleur, intoxication, mortalité soudaine, grippe... En quelques heures seulement, le système d'alerte de l'Institut de veille sanitaire (INVS) doit déceler l'irruption d'une maladie, voire d'une épidémie. L'acte fondateur de ce système d'alerte est né en 2003, au lendemain d'une catastrophe : la canicule et ses milliers de décès en quelques jours.

A l'époque, aucun signal lié aux troubles de la déshydratation n'a pu être détecté. « *Et pour cause, aucun organisme n'avait eu jusqu'alors l'idée de récolter des données sur des choses telles que la chaleur* », se rappelle Loïc Josseran, qui a monté à l'INVS le système Sursaud (Surveillance sanitaire des urgences et des décès). En fait, les rares veilles en vigueur s'appliquaient à des pathologies bien identifiées (la grippe, la gastroentérite...), mais ne laissaient aucune place pour les phénomènes sanitaires imprévus. Par ailleurs, cette surveillance, très organisée, manquait de réactivité. Dans le cas de la rougeole, les premiers résultats n'étaient ainsi disponibles que quelques jours ou semaines après la saisie informatique faite par les médecins.

Sursaud, lui, fonctionne à plein régime depuis 2005. Mais il vient aujourd'hui de faire peau neuve : pour la première fois, les non-experts (les épidémiologistes au siège et en région) disposent d'une interface pour consulter eux-mêmes des rapports et, surtout, élaborer leurs propres requêtes via un système à base d'onglets. Exemple : en quelques clics, un épidémiologiste récupère l'évolution de février à mars des manifestations d'asthme chez les 50-60 ans dans le Languedoc-Roussillon.

Connecté à 300 services d'urgences sur les 600 recensés

On l'a compris, cette nouvelle couche de restitution n'est que la dernière brique technologique d'une plateforme décisionnelle, dont le fondement repose sur un projet de consolidation de données. Retour en 2004 : « *Nous voulions récolter en temps réel et au plus proche de la population un maximum de données médicales. Nous nous sommes donc tournés vers les services d'urgences des hôpitaux, vers SOS Médecins, ainsi que vers l'Insee pour les informations relatives à la mortalité* », raconte Loïc Josseran.

L'ENTREPRISE

Institut de veille sanitaire

Activité : surveillance, vigilance et alerte dans les domaines de la santé publique.

Effectif : 455 personnes.

LE PROJET

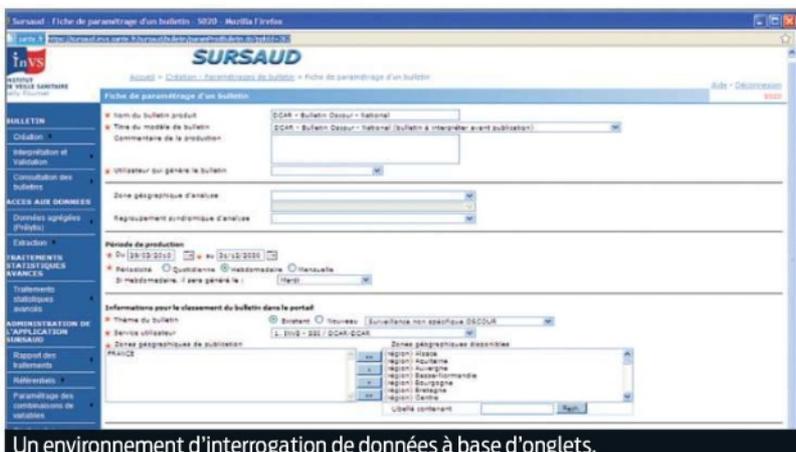
Problème à résoudre : fournir aux épidémiologistes, non experts en décisionnel, un environnement dans lequel ils bâtissent en toute indépendance des rapports et des graphes liés à l'évolution des pathologies.

Solutions déployées : Live Dashboard de Prelytis assure la restitution graphique des données. Oracle sert d'entrepôt décisionnel. L'intégration de données avec les services d'urgences des hôpitaux est opérée par Talend (qui a remplacé ODI, l'offre d'Oracle d'origine Sunopsis).

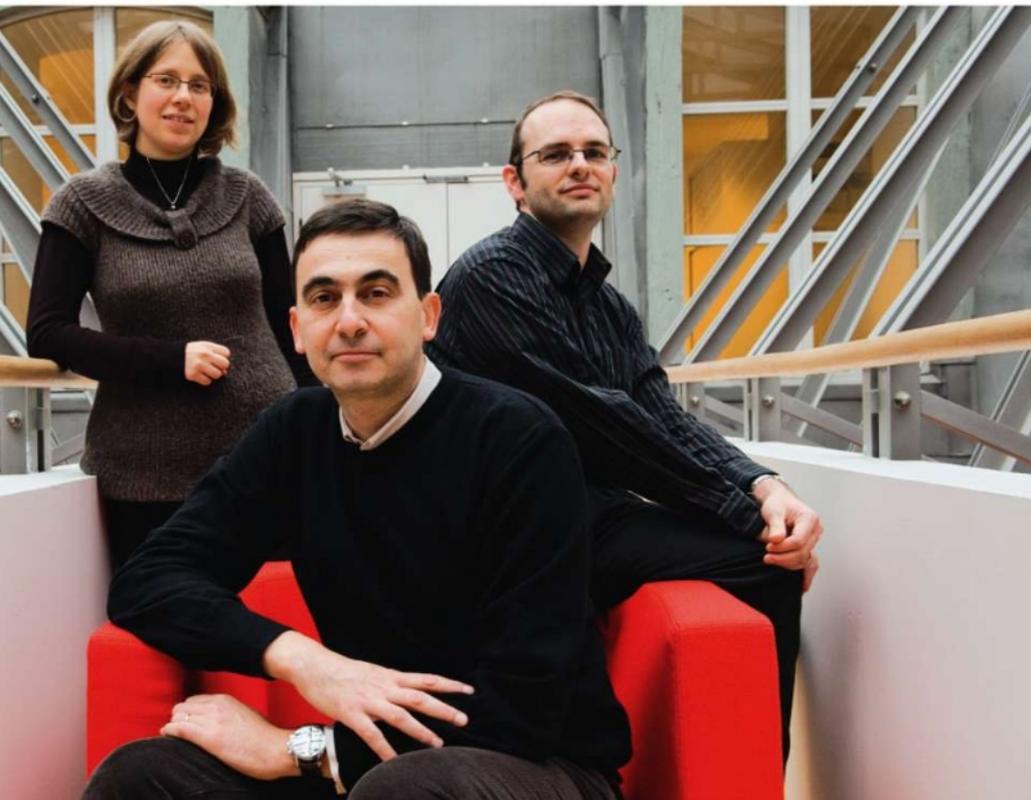
Principale difficulté : être compatible avec le Dossier patient urgences des hôpitaux. Quitte à les financer en partie, l'INVS a dû inciter les éditeurs des systèmes hospitaliers d'urgences à développer des « moulinettes » pour qu'ils présentent dans le bon format une quinzaine de paramètres récupérables par l'institut public : date de la venue du patient, âge, sexe, affection constatée... Cinq ans après, l'INVS est connecté à 300 services d'urgences (sur les 600 recensés en France).

L'autre chantier, toujours lié à la consolidation de données, relevait du codage des pathologies. Celles saisies dans les systèmes d'urgences sont décrites selon la norme CIM-10, laquelle compte 16 000 références. L'INVS a procédé à des regroupements pour n'obtenir, au final, que 80 entités à surveiller...

Restait ensuite à exploiter ces données. « *En 2004, nous nous sommes appuyés sur l'éditeur SAS pour concevoir des tableaux de bord géographiques, pour suivre l'évolution de classes d'âge et,*



Un environnement d'interrogation de données à base d'onglets.



Loïc Josseran (au centre), directeur projet, avec les chefs de projet Anne Fouillet et Arnaud Musset.

plus généralement, pour développer des requêtes spécifiques. Mais, pour cela, nous dépendions totalement de notre biostatisticienne maison, la seule à maîtriser les environnements SAS et à être capable de rechercher, au besoin, de nouvelles variables », se souvient Loïc Josseran.

Sursaud attendra 2007 et le nouveau schéma directeur de l'INVS pour connaître une seconde vie. La volonté affichée était claire : ouvrir les rapports à l'ensemble des utilisateurs et, donc, rendre ces derniers un minimum autonomes. Loïc Josseran, Anne Fouillet, chef de projet métier, et Nadège Caillère, la fameuse biostatisticienne, se mettent alors en quête d'un nouveau système de restitution. Ils élaborent un cahier des charges de plusieurs centaines de pages recensant les différents types de requêtes qui devront être lancées. Ils détaillent, par exemple, les axes de surveillance, la sélection des sources de données, ou encore la granularité et les interdépendances géographiques.

Entre-temps, l'INVS a toutefois procédé à des choix groupe en matière d'intégration, d'entrepôt décisionnel et d'outil de restitution, en optant respectivement pour Sunopsis (ETL),

Oracle (base de données) et Prelytis (reporting). L'équipe projet de Sursaud s'est ainsi retrouvée devant le fait accompli. Et les intégrateurs qui ont répondu à l'appel d'offres ont dû se conformer au triptyque imposé.

« Nous partageons désormais avec les équipes régionales des bulletins composés des mêmes indicateurs »

Loïc Josseran, directeur projet

Bilan, deux ans plus tard : « La cible a été atteinte, mais le chemin a été tortueux », confie Arnaud Musset, chef de projet décisionnel. Live Dashboard, de Prelytis, est avant tout un outil de mise en forme graphique, et non un logiciel de reporting de masse. L'intégrateur retenu, Axyus, a donc dû développer un système d'orchestration pour placer les graphes, les histogrammes et les rapports récurrents dans un document Word et automatiser leur diffusion dans un portail. Mais il y avait plus gênant : « Au départ, la qualité de rendu était moindre que sous Excel, utilisé auparavant pour exploiter les analyses de SAS. Les traits de courbes, notamment, étaient trop grossiers », poursuit-il. Prelytis a rapidement rectifié le tir. « Une réactivité que nous n'aurions

sûrement pas eue avec un éditeur de plus grande taille. »

Cet aspect visuel était loin d'être mineur, car de lui dépendait l'adhésion des utilisateurs à Sursaud. « Personne n'aurait consulté nos analyses ou accepté de naviguer dans notre système d'interrogation si nos graphes avaient été illisibles. Les épidémiologistes auraient continué à exploiter leurs outils locaux », reprend Loïc Josseran.

Et bientôt des données en provenance des Samu

Quant aux fonctions statistiques jusque-là assurées par SAS, elles sont désormais exécutées directement dans la base Oracle. Laquelle mesure ainsi des intervalles de confiance, calcule des moyennes mobiles ou détermine des écarts types. « Pour effectuer des opérations plus complexes et mettre en œuvre des méthodes qui n'existeraient pas dans Oracle, nous avons rendu possible le raccordement de Sursaud à des programmes externes de datamining, dont les résultats sont reversés dans notre base », détaille Arnaud Musset. L'objectif étant que les méthodes statistiques développées par les différentes entités régionales de l'INVS profitent au plus grand nombre grâce à des bibliothèques partagées.

Peut-on évaluer les gains de ce nouveau système ? « Pas en ce moment, car nous ne constatons aucun pic de maladie en particulier », fait savoir Loïc Josseran. Ni trace de grippe, ni même d'anthrax malgré les menaces terroristes... La nouvelle mouture du système « permet de partager avec les équipes régionales des bulletins composés des mêmes indicateurs, regroupements d'âges et pathologies. Il y a encore deux ans, chacun exploitait ses propres mesures. » Les régions interrogeaient alors, avec des outils hétérogènes, les portions de la base centrale qui les concernaient. Sans cohérence avec le siège de l'INVS ou entre régions.

Demain, Sursaud s'enrichira de données supplémentaires. Comme celles des centres de régulation des Samu. Elles englobent les appels passés aux Samu qui ne donnent pas lieu à des interventions. « Elles concernent aussi certaines pathologies lourdes, précise Loïc Josseran, tels que les AVC ou les infarctus, qui sont directement traités dans les services spécialisés, sans transiter par les services d'urgences. » ■

VINCENT BERDOT

BERNARD GOUÉDARD

RATIONALISATION La marque de chaussures et de vêtements a fait le choix de la virtualisation

Aigle diminue le coût de son informatique tout en la fiabilisant

« Dès que nous achetions un nouvel applicatif ou que nous faisons des développements spécifiques, il nous fallait de nouveaux serveurs. » C'est le constat que dresse Yves Trousselle, DSI d'Aigle. Insatisfait du manque de rationalisation des ressources non utilisées de ses machines (35 serveurs AS/400, Unix et Windows) – certains logiciels sont gourmands en disques mais pas en mémoire, d'autres consommateurs de CPU mais pas de disques, etc. –, il décide, à la fin 2008, de repenser l'infrastructure matérielle de l'entreprise. « Cette volonté d'évolution a été renforcée par l'arrivée à échéance des contrats de location de nos serveurs. Durant trois mois, j'ai étudié les alternatives possibles », se souvient le DSI. Au final, la virtualisation est apparue comme étant la meilleure solution.

Une restauration qui prenait plusieurs jours peut désormais être réalisée en quelques heures

Le DSI se tourne alors vers JP Services, son partenaire de location financière, à qui il demande une proposition d'architecture virtualisée à budget égal, incluant le doublement de puissance et de capacité, ainsi que la solution de plan de reprise d'activité (PRA) associée. « Un vrai challenge économique et technique », reconnaît-il.

JP Services, expert des infrastructures IBM, bâtit une offre autour du serveur-lame BladeCenter, associé à la solution de virtualisation de VMware et les logiciels de haute disponibilité, de l'éditeur Trader's. « Pour nous aider à évaluer la proposition faite par JP Services, nous avons sollicité la société SOS Data, avec qui nous travaillons sur nos systèmes de sauvegarde, et qui est spécialisée dans les infrastructures de back up », confie Yves Trousselle. Après affinement progressif de son offre, la proposition de JP Services est validée. Dès l'installation du BladeCenter, en octobre 2009, la virtualisation des serveurs débute. « Nous avons opéré



par étapes successives. Il était important de transférer les serveurs un par un et, après chaque opération, de s'assurer de leur bon fonctionnement. Ainsi, nous pouvions peaufiner le processus avant de basculer, en dernier, les serveurs les plus critiques. Heureusement, la souplesse des technologies de virtualisation permet d'éviter les stratégies de type big bang », insiste le DSI.

Avec l'augmentation du nombre des distributeurs et de leurs exigences, les sollicitations auprès du système d'information se multiplient et sa disponi-

bilité devient critique. D'où la duplication, à l'identique, du dispositif virtuel dans une salle située à 30 km du siège de l'entreprise pour, en cas d'interruption, disposer des mêmes services au bout de quelques heures. Intégré au printemps 2010, ce back up est réalisé par SOS Data.

Par ailleurs, soucieux de ne pas arrêter, même quelques minutes, certains processus clés (commandes et logistique, notamment), le DSI a demandé, moyennant un surplus financier (10 % du projet initial), la mise en œuvre d'un plan de continuité d'activité (PCA). Structuré autour d'un serveur traditionnel (et non d'un serveur-lame), ses performances sont inférieures à la solution initiale, mais ce plan assure un certain nombre de fonctions avant que le PRA prenne le relais. Situé à 100 m de la salle informatique, son exploitation est gérée de manière automatique, sous la surveillance des équipes internes d'Aigle.

Une exploitation facilitée par la virtualisation

Dans un premier temps, le responsable et deux techniciens réseaux du service exploitation informatique ont suivi une formation externe sur la technologie de virtualisation de VMware. Puis, auprès des ingénieurs de JP Services, ils ont acquis les compétences en matière de transfert des applications et des données des serveurs vers le BladeCenter, et d'exploitation. Ils ont rapidement compris tous les avantages de cette technologie. Par exemple, là où ils pouvaient passer plusieurs jours à restaurer le système, les données et les applicatifs d'un serveur, l'opération est désormais réalisée en quelques heures. Il suffit de réinstaller une image du serveur sur le nouveau système.

Aujourd'hui, ils doivent principalement surveiller l'espace des applications et libérer de la mémoire lorsque les applicatifs en réclament moins, ou encore faire des transferts d'espace selon les besoins des logiciels. ■

JULIETTE FAUCHET

L'ENTREPRISE

Aigle

Activité : fabricant et distributeur de chaussures et de vêtements.

Distributeurs : 200 magasins dans le monde, corners de grands magasins et de distribution spécialisée.

Siège : Châtellerauld (86).

Effectif : 850 personnes.

CA 2009 : 150 M€.

LE PROJET

Problème à résoudre : simplifier l'architecture informatique pour en réduire le coût et en faciliter la maintenance.

Solution déployée : serveur BladeCenter d'IBM, couplé à la solution VMware et aux logiciels de haute disponibilité Quick-EDD/HA de Trader's.

INTERVIEW

« Chez nous, le cloud accélère le développement des applications »

PIERRE MATUCHET, directeur général adjoint de VSC Technologies (filiale informatique de Voyages SNCF), exploite certains avantages du cloud computing, mais ne l'estime pas suffisamment mature pour un environnement de production critique.

Comment utilisez-vous le cloud computing ?

PIERRE MATUCHET : Depuis un an, nous recourons au cloud pour le développement, le test et le recettage de certaines applications de Voyages-sncf.com. C'est un des plus gros sites marchands européens, avec un million de visiteurs uniques par jour et des pics de 14 réservations à la seconde. Etant constamment soumis à de fortes charges, l'infrastructure informatique doit être hautement disponible. Nous avons retenu l'offre cloud Amazon Web Services pour tester des configurations et des architectures complexes. Le cloud nous permet d'effectuer ces tâches plus vite que dans un datacenter classique, et donc d'être plus réactifs.

Pouvez-vous nous donner un exemple de projet réalisé Amazon Web Services ?

PM : Nous venons d'ajouter sur le site un calendrier des prix, qui indique aux internautes les meilleurs tarifs disponibles sur un trajet sur une période

d'un mois. Ces informations nécessitent de manipuler un gros volume de données. Pour pouvoir les afficher rapidement sans surcharger le système de réservation central, nous dupliquons une partie de notre base de données dans des serveurs caches, à partir desquels nous effectuons les calculs décisionnels. Il s'agissait d'un projet très technique, et le cloud nous a aidés à tester plusieurs types de configurations. Ce chantier a duré six mois. Grâce au cloud, nous avons économisé un mois.

Pourquoi ne recourez-vous pas au cloud en production ?

PM : Les engagements de niveaux de service proposés par les offres cloud ne sont pas acceptables pour un site tel que Voyages-sncf.com. Leur niveau de sécurité constitue également un frein, surtout lorsque l'on gère des données clients. On ne sait pas où elles sont stockées, ni comment. En re-

vanche, on pourrait envisager l'utilisation du cloud en production pour des applications moins critiques, comme celles de back office.

Comment garantir la disponibilité d'un site tel que Voyages-sncf.com ?

PM : Il y a un an et demi, nous avions quelques soucis de disponibilité et de fiabilité sur le site. Depuis, son architecture a été renouvelée et musclée. Les ressources techniques ont été multipliées par quatre, en nombre de serveurs, de pare-feu, de bases de données... Mais cela n'a de sens que si l'on est capable de mesurer la satisfaction du côté des utilisateurs. Avec les directions métier, nous avons défini quatre indicateurs de qualité, représentatifs du parcours client sur le site et mesurés grâce au service d'audit d'ip-label. De plus, afin d'impliquer chaque collaborateur de Voyages SNCF, 20 % de leur salaire variable sont liés à l'atteinte de ces objectifs.

Quelles sont vos prochaines priorités ?

PM : Le mobile. Nous avons lancé notre application iPhone, Horaires et Résa, en décembre 2009. Nous comptons déjà 1,1 million de téléchargements. A ce jour, plus de 80 % du volume d'affaires mobile proviennent de l'iPhone ; 70 % des achats mobiles concernent un départ dans la semaine et 40 % le jour même. Nous prévoyons de porter cette application sur Android et Blackberry avant la fin de l'année. Concernant notre infrastructure technique, nous avons initié une migration vers l'open source : Apache Tomcat pour nos serveurs d'applications et Drupal pour le système de publication et de gestion de contenu. Dans ces domaines, l'open source correspond vraiment à nos besoins. Ces logiciels étant très modulaires, nous pouvons implémenter le strict minimum sans surcharger nos serveurs. Par ailleurs, l'open source réduit la dépendance vis-à-vis des éditeurs. ■

PROPOS RECUEILLIS
PAR GILBERT KALLENBORN



BIO EXPRESS

- 1992 :** débute sa carrière à la SFAC.
- 1994 :** directeur des opérations informatiques chez Givenchy.
- De 1998 à 2007 :** directeur général adjoint d'Optims, directeur général d'Otedis, puis directeur distribution hôtelière chez Amadeus.
- 2007 :** dosi et directeur e-commerce chez Thomas Cook France.
- 2009 :** directeur général adjoint chez VSC Technologies.

RENCONTRE CHRISTOPHE FAURIE, dirigeant du cabinet de conseil éponyme

De l'informatique à la conduite du changement

A priori, tout portait Christophe Faurie à embrasser une carrière de directeur opérationnel dans une grande entreprise. Centralien, il débute sa carrière en 1986 chez Dassault Systèmes en tant qu'ingénieur informaticien et travaille sur les algorithmes. « *Il faut reconnaître que les logiciels manquaient alors de fiabilité. Ils comportaient des bogues et les clients se plaignaient* », confie Christophe Faurie. A cette époque, Dassault Systèmes a le profil d'une grosse start up : 300 collaborateurs et des horaires plus qu'extensibles. Durant trois ans, Christophe Faurie aligne du code. Ses supérieurs le repèrent pour sa rapidité d'exécution et lui proposent de rejoindre la direction de la stratégie de Dassault Systèmes afin de définir la stratégie de l'offre FAO (fabrication assistée par ordinateur). Il a son idée sur la façon de procéder. « *Au lieu de créer des logiciels sortis tout droit des cerveaux de nos ingénieurs et chercheurs, demandons à nos clients ce dont ils ont besoin et développons ensuite.* »

« Mes techniques font sauter les blocages organisationnels pour rendre les salariés plus efficaces »

Un discours que le directeur général, Bernard Charlès, reçoit cinq sur cinq, et qu'il généralise à l'activité CAO (conception assistée par ordinateur) de Dassault. Mais cette évolution ne va pas sans bouleverser les process, l'organisation de l'entreprise, et déclencher des remous internes. Christophe Faurie met alors en application ses compétences en management acquises en suivant un cursus de MBA à l'Insead, et propose une organisation qui confie plus de responsabilités aux ingénieurs. Une idée approuvée et qui fonctionne. De ce jour, son goût pour transformer les entreprises et les accompagner dans leur évolution ne le quittera plus. Vient le temps du changement de braquet. « *On me proposait la direction de la stratégie, alors que je voulais être responsable d'un centre de profit. Hélas,*



Christophe Faurie a créé son propre cabinet par goût pour la mission de « sauveur » d'entreprise.

aucune unité n'était alors financièrement indépendante », se souvient-il. Il quitte alors l'entreprise et occupe plusieurs postes opérationnels – responsable de l'offre logiciels de Diagma, directeur marketing chez Norisko – avant d'exercer dans plusieurs entreprises de conseil (MV2 Conseil, GM2). Et de voler de ses propres ailes. « *Etre entrepreneur n'a jamais été mon objectif. C'est mon goût pour cette mission de "sauveur" d'entreprise et le fait de*

n'avoir trouvé aucun cadre qui me permettait de l'exercer comme je l'entendais qui m'a poussé à le devenir. J'ai sauté le pas et créé mon propre cabinet », indique Christophe Faurie.

S'affranchir des concessions

Il conçoit la conduite du changement comme un travail opérationnel et pragmatique. « *Les techniques ordinaires visent à "changer" les hommes, précise-t-il. Les miennes font sauter les blocages organisationnels de l'entreprise pour leur permettre d'être efficaces.* » Par la suite, il s'entretient avec Edgar Schein, professeur au Massachusetts Institute of Technology et spécialiste du développement organisationnel, publie trois ouvrages sur le sujet, et donne des cours en DESS et MBA à l'université Paris-Dauphine. Ne regrette-t-il pas d'avoir quitté Dassault Systèmes, désormais présent dans 80 pays avec 7 800 collaborateurs ? « *Non, j'aime ce rôle de manager par intérim, ni totalement dedans ni totalement dehors. Rester dans une entreprise oblige à trop de concessions lorsqu'on veut faire bouger les choses.* » ■ JULIETTE FAUCHET

SES CONSEILS

- ◉ Se donner les moyens de faire ce qu'on aime.
- ◉ Tester sa vocation avant de se précipiter.
- ◉ Détecter rapidement les leviers du changement.

SON PARCOURS

De 1986 à 1994 : responsable de l'équipe algorithmes généraux, puis consultant à la direction de la stratégie chez Dassault Systèmes.
De 1994 à 1996 : responsable grands comptes chez Diagma, directeur marketing chez Norisko.
De 1996 à 1998 : directeur conseil (MV2 Conseil).
1998-2004 : associé chez GM2.
2004 : création du cabinet Faurie.

JURIDIQUE



Christiane Féral-Schuhl,
avocate à la cour, et associée fondatrice
du cabinet Féral-Schuhl Sainte-Marie

DR

La valeur juridique du SMS

LE FAIT : le SMS est une technologie d'écrit électronique tellement entrée dans les mœurs que les preuves par texto se multiplient auprès des juridictions. Mais sont-elles toujours recevables ?

Le SMS étant devenu un moyen de communication important, les tentatives de s'en servir pour attester tel ou tel fait se multiplient. Or, très rapidement, la question de la recevabilité d'un texto comme preuve s'est posée dans des domaines juridiques variés. L'analyse de la jurisprudence témoigne d'une appréciation variable de cette recevabilité.

Un texto comme preuve de harcèlement sexuel

La Cour de cassation s'est ainsi prononcée en 2007 dans le cadre d'un litige opposant une salariée à son employeur, lequel était poursuivi pour harcèlement sexuel. La Cour a admis qu'un SMS pouvait prouver le harcèlement. Elle a considéré que si la preuve rapportée devant la justice devait résulter d'un procédé loyal pour être recevable, la production de SMS, « dont l'auteur ne peut ignorer qu'ils sont enregistrés par l'appareil récepteur », remplissait cette condition. L'usage du texto rencontre toutefois des limites. En application du formalisme protecteur des salariés instauré par le code du travail, employés et cadres ne peuvent se voir convoqués à un entretien préalable au licenciement par SMS. L'article L1232-2 du code du travail précise en effet que la convocation doit être effectuée uniquement par une lettre envoyée en recommandé ou remise

en main propre contre décharge. La procédure engagée par SMS est donc irrégulière, quand bien même la preuve serait rapportée de l'envoi et de la réception dudit SMS.

Recevabilité contestable dans les domaines contractuels

Le code civil pose, en son article 1316-1 introduit en 2000, un principe d'assimilation de l'écrit électronique à l'écrit papier, dans les domaines contractuels. Ils bénéficient désormais d'une même force probante. Aussi, il est admis que l'écrit électronique peut constituer une preuve recevable en justice à condition que puisse être « dûment identifiée la personne dont il émane et qu'il soit établi et conservé dans des conditions de nature à en garantir l'intégrité ». Dès lors, la question se pose de savoir si un SMS remplit les conditions de preuve recevable posées par cet article ? Or, en cas de contestation sur son émission, le texto n'est pas suffisant pour déterminer quelle personne l'a envoyé, puisque la perte du téléphone ou sa prise de contrôle par un tiers autre que le titulaire de l'abonnement peuvent créer un doute sur l'identité de l'émetteur. ■

CHRISTIANE FÉRAL-SCHUHL

CE QU'IL FAUT RETENIR

De plus en plus de preuves tentent d'être rapportées en justice par le biais de SMS. Leur recevabilité dépend néanmoins des éventuelles exigences formelles applicables. Leur valeur probatoire demeure ainsi aléatoire, dès lors que leur fiabilité est remise en cause par celui à qui on les oppose.

NUL N'EST CENSÉ...

Exploitation illicite d'un fichier clientèle

Un ancien salarié a été condamné le 20 octobre par le tribunal de grande instance de Digne pour contrefaçon de la base de données clients de son ex-employeur. C'est la récupération et l'exploitation de la majorité du fichier clientèle de l'entreprise qui ont constitué l'atteinte portée aux droits du producteur de données et non la structure même de la base de données. L'ex-salarié avait ainsi bénéficié frauduleusement d'un fichier préétabli pour lancer une activité identique à celle de son ancien patron.

Registrars et registries : fin de la séparation

Par une résolution adoptée le 5 novembre, l'Icann (Internet Corporation for Assigned Names and Numbers) supprime la séparation entre les registries (le registre des noms de domaine) et les registrars (les bureaux d'enregistrement) pour les futures extensions gTLD (Generic Top Level Domain) personnalisées – de type .paris ou .voiture –, dont l'introduction pourrait être décidée en 2011. A travers cette mise en concurrence, l'Icann entend favoriser les synergies de compétences. La décision (en anglais) est sur <http://goo.gl/ceOu2>.

Mobilisations contre Google Adwords

Par un communiqué publié le 9 novembre, les représentants des annonceurs, des fabricants et des médias français exigent de Google la suppression des nouvelles modalités d'utilisation du service d'annonce par mots clés Google Adwords. Tout annonceur peut désormais acheter, pour sa publicité, des mots clés de marques concurrentes, à charge pour les titulaires de ces dernières de dénoncer a posteriori une utilisation frauduleuse. Cette situation favoriserait le développement de pratiques déloyales, dont les propriétaires de marques étaient auparavant protégées, par le blocage de ces mots clés. Le communiqué est à lire sur <http://goo.gl/Jltpv>.

DOSSIER



« Le DSI de l'année doit être parfaitement crédible et légitime au sein de son entreprise. »

Alain Moustard,
DSI de Bouygues Telecom

EN CHIFFRE

77% des DSI placent la consolidation et la virtualisation des infrastructures comme axe d'investissement prioritaire dans les deux-trois ans.

Source : Baromètre CIO 2010 CSC

À LIRE

Le Cigref a publié une synthèse disponible en téléchargement, intitulée *Les fonctions SI et organisation au service des métiers*. Elle identifie les problématiques soulevées par le rapprochement des deux fonctions.

TROPHÉES

Les DSI de l'année 2010

S'ils cherchent toujours à mettre en adéquation besoins, technologies et coûts, les DSI 2010 se doivent d'entretenir d'excellentes relations avec les métiers. La conduite du changement ou l'accompagnement de la politique écoresponsable de l'entreprise figurent sur leur agenda. Véritables guides sur les innovations applicables, ils influent sur les décisions stratégiques.



Véronique Durand-Charlot,
GDF Suez



Michel Foulon, La Poste

Philippe Courqueux, Cora

Thomas Chejfec, Aldes

Vincent Chatard, Bforbank

Philippe Guyard, SEB

DOSSIER RÉALISÉ PAR FRÉDÉRIC BERGÉ,
JULIETTE FAUCHET, CHRISTINE PERESSINI,
FRÉDÉRIC SIMOTTEL ET MARTINE TRIQUET

« Le DSI doit être un chef d'orchestre apte à gérer des compétences multiples, à la fois visionnaire, bon gestionnaire et excellent vendeur. »

Julien Escribe, Managing Consultant chez Compass Management Consulting

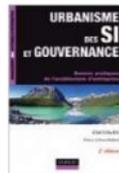
EN CHIFFRE

85 % des DSI ont déclaré leur budget IT 2010 de fonctionnement en baisse ou stable par rapport à 2009.

Source : IDC France (enquête « Les stratégies IT des grandes DSI en France »)

À LIRE

Urbanisme des SI et de la gouvernance.



Cet ouvrage collectif (Dunod) contient six retours d'expérience sur l'urbanisme dans le management du SI (Air France-KLM, Axa France, RATP, Renault, RTE, Société Générale).

Élection LES QUALITÉS ESSENTIELLES DES LAURÉATS DES TROPHÉES DSI 2010 SELON LE JURY

Nouvelles catégories : développement durable, transformation du SI, innovation, PME-PMI, rapprochement avec les métiers.

Les gagnants s'accordent sur l'alignement du SI sur la stratégie de l'entreprise, l'attention portée au management de leur équipe et une application raisonnée des innovations technologiques.

Le 5 novembre dernier, les 12 membres du jury se sont réunis dans un grand hôtel parisien pour désigner le DSI 2010 parmi les six lauréats élus lors du vote en ligne des membres du Club 01 DSI. « Le DSI de l'année doit apporter une vraie valeur ajoutée à son entreprise, et ce, de manière durable », a déclaré Alain Moustard, président du jury, en ouvrant les débats. « Son parcours professionnel, sa personnalité et sa capacité à être crédible et entendu à l'intérieur comme à l'extérieur de son entreprise sont des éléments à prendre en compte », a ajouté Georges Epinette, dosi du groupement Les Mousquetaires.

Six critères d'appréciation

Selon Richard Valenti, DSI de Generali France, « transformer un système d'information à partir d'applications et de briques anciennes est la chose la plus difficile à réaliser pour un DSI dans une entreprise. Deux autres critères s'avèrent importants : la mise en place d'une organisation ancrée dans les métiers avec une gouvernance adéquate et le pouvoir d'influence au quotidien. » Tandis que, pour Bertrand Kientz, vice-président d'Amadeus, « le pouvoir de convaincre ses dirigeants et ses équipes, ainsi que sa capacité à changer le cours des choses dans sa société font partie des qualités attendues d'un DSI de l'année ».

Le jury s'est finalement accordé sur six éléments d'appréciation pour désigner l'heureux élu : le

UN JURY COPRÉSIDIÉ PAR UN ÉCONOMISTE

- **Président du jury des Trophées DSI 2010**
Alain Moustard, DSI de Bouygues Telecom, DSI de l'année 2009
- **Président d'honneur**
Philippe Askenazy, économiste et spécialiste de l'usage des technologies de l'information dans le monde du travail
- **Autres membres du jury**
Jean-Pierre Corniou, directeur général adjoint de SIA conseil
Georges Epinette, dosi du groupement Les Mousquetaires
Bertrand Kientz, vice-président d'Amadeus
Philippe Montjolin, vice-président du Herald Tribune
Marie-Claude Poelman-Fargeot, DSI de Nature & Découvertes
Alain Rossi, DSI du Cned
Stéphane Rousseau, DSI d'Eurovia
Richard Valentin, DSI de Generali France
- La rédaction de 01 Informatique était représentée par Frédéric Simottel, rédacteur en chef, et Frédéric Bergé, grand reporter.

parcours du candidat, son rôle moteur dans la transformation du système d'information (SI) de son entreprise, son pouvoir d'influence, sa capacité à innover ou à créer des ruptures au sein de son SI, le degré d'agilité du SI constitué, et la performance globale de ce dernier. A l'aune de ces critères, le jury a décerné à l'unanimité le Grand Prix DSI 2010 à Véronique Durand-Charlot, de GDF Suez. Cette dernière a initié, à la suite de la fusion de GDF et de Suez en 2008, un plan de transformation, qui a donné un nouveau souffle à la DSI. Sa nouvelle organisation est maintenant en place et ses chantiers lancés. ■

GRAND PRIX 2010

Véronique Durand-Charlot,

GROUPE GDF SUEZ

Cette manager a bâti de toutes pièces une DSI en six ans et a acquis une solide expertise en politique et stratégie d'entreprise.

Elle a participé à une séparation compliquée entre EDF et GDF, puis à une fusion tout aussi difficile entre GDF et Suez.

Cette femme énergique, diplômée de Polytechnique et Supélec, possède les qualités des grands managers. Proche des métiers pour avoir dirigé des centres de gestion et de distribution du gaz à la tête d'une agence externe de 1 200 collaborateurs, elle réfléchit en permanence à la meilleure organisation à mettre en place pour faire progresser son entreprise et ses équipes. « Lorsque la direction d'EDF-GDF m'a confié à la fin des années 90 un projet de réflexion sur la qualité, je suis partie de rien. Il a fallu, depuis la direction nationale, imaginer des processus et des concepts qui devaient avoir un effet partout sur le terrain », se souvient-elle. Une recette qu'elle a ensuite appliquée en conduisant des projets de taille croissante, pour aboutir à la constitution de la DSI du groupe GDF Suez en 2008. Cette entité imposante se compose aujourd'hui de 700 personnes et son budget avoisine 1,5 milliard d'euros.

Une main de fer dans un gant de velours

Pour manœuvrer ce paquebot avec l'agilité d'un dériveur, Véronique Durand-Charlot s'appuie sur sa pugnacité, sa force de persuasion, ses convictions profondes, sa capacité d'écoute et son véritable talent à agir, une fois repérés les freins ou les éléments favorables à l'échelle de GDF Suez. Un groupe complexe, dont l'activité principale est la production et la distribution d'énergie, mais qui dispose d'une très grande diversité de métiers. « Dans ce contexte, le DSI doit avoir une vision globale. Il indique comment tout s'orchestre, quelle organisation sera la mieux adaptée par rapport à tel moment de l'histoire de l'entreprise et du management. Il doit réfléchir aux sujets qui vont apporter de la valeur au groupe », explique-t-elle. Donnant l'image d'un manager à la main de fer dans un gant de velours, Véronique Durand-Charlot se perçoit en leader davantage à la tête

d'une communauté qu'au sommet d'une pyramide. « Je m'inscris dans l'ADN de GDF Suez. J'identifie d'ailleurs la direction des systèmes d'information comme un fédérateur d'opérateurs sous une forme moléculaire », se plaît-elle à dire. Ses qualités, elle les aura développées tout au long d'un parcours brillant et marqué en 2004 par un premier électrochoc : la séparation d'EDF et de GDF. L'informatique de GDF était immergée au sein de celle d'EDF. Elle doit alors créer ex-nihilo une DSI dans un groupe en pleine structuration, dans un secteur sur le point de devenir fortement concurrentiel : l'ouverture des marchés de l'énergie est déjà prévue pour 2007. « Ce fut une vraie reconversion. Nous avons trois ans pour monter quelque chose. Nous

« Notre mentalité de pionnier nous a aidés lors de la fusion de GDF et de Suez »

avons mis en place une gouvernance, évalué la séparation et la valeur de la partie système d'information de GDF au sein de celui d'EDF, raconte Véronique Durand-Charlot. J'ai alors compris que l'informatique était un outil industriel à part entière. » L'effectif de la DSI grimpe rapidement. En 2008, il atteint 350 personnes, avec un budget annuel de 600 millions d'euros. En 2007, est également

SON PARCOURS

➔ **Diplômée de Polytechnique (1978)**, puis de Supélec (1980), Véronique Durand-Charlot, âgée de 53 ans, a réalisé la première partie de sa carrière au sein des groupes EDF et Gaz de France. Tour à tour responsable d'une équipe de techniciens, d'une agence clientèle, puis DRH d'une unité de 1 200 personnes, elle devient la DSI de GDF en 2002. En 2008, elle prend cette fonction au groupe GDF Suez, menant la fusion des entités côté SI et instaurant une nouvelle gouvernance de cette direction. Management et conduite de projets de transformation sont les dominantes de son parcours.



ouvert un centre de services d'infrastructures partagés (CSP).

Et comme si le projet de différenciation d'avec le système d'information d'EDF ne suffisait pas – il aboutira en 2009 –, GDF subit un deuxième électrochoc en 2006, en entamant un projet de fusion avec Suez, finalisé en 2008. « *Le premier effet positif a été d'accélérer notre détachement d'EDF.* » Nouvelle transformation. Véronique Durand-Charlot doit gérer deux DSI très dissemblables. Au cours de la première année, les énergies se concentrent pour assurer au mieux les conditions opérationnelles d'usage des systèmes d'information par les métiers. Les projets de convergence progressent. « *Il fallait gérer un management en situation de vulnérabilité. Notre mentalité de pionnier nous a aidés. Nous avons mis en œuvre environ 80 projets et investi 80 millions d'euros* », précise-t-elle.

Prête pour accompagner les grandes orientations du groupe

Côté organisation, les équipes applicatives ont fusionné, mais deux centres de services (celui de GDF et celui de Suez, basé à Bruxelles) sont juxtaposés. De l'avis de Véronique Durand-Charlot, cette période fut difficile, avec un volume d'activités qui a crû à un rythme effréné : « *Les équipes ont doublé et nous avons un taux d'externalisation excessif. Notre modèle de CSP n'avait pas non plus atteint sa maturité.* » Le problème culturel rejaillit avec des salariés qui ont toujours évolué dans le secteur énergétique, alors que le champ de la nouvelle entité GDF Suez s'élargit aux services et à l'environnement. « *La situation fut parfois chaotique, voire conflictuelle* », reconnaît-elle. L'année 2009 marque la fin de la convergence et le début de la transformation de la DSI. « *Il s'agissait de bâtir un vrai schéma directeur pour le nouveau groupe autour de trois axes : la mise en place d'une culture de services, le renforcement de la DSI dans son rôle de tête de file, et l'industrialisation des CSP* », relate-t-elle.

CE QU'EN PENSE SON PATRON



Gérard Lamarche,

directeur général adjoint, en charge des finances, et membre du comité de direction groupe

Le rôle du DSI : ouverture des marchés de l'énergie de 2000 à 2007, fusion en 2008, transfert du siège à La Défense cette année et, bientôt, intégration du Britannique International Power... Le DSI joue un rôle clé dans la réussite de nos ambitieux projets de transformation. Il définit la stratégie du système d'information qui doit apporter au groupe l'adaptabilité nécessaire et accroître sa compétitivité.

Les qualités de Véronique Durand-Charlot :

c'est une collaboratrice très talentueuse, qui fait preuve de professionnalisme, de rigueur, d'éthique et d'un grand sens du client, valeurs qu'elle a su communiquer à ses équipes. Je suis fier de son succès mérité aux Trophées DSI 2010 et la félicite au nom du groupe.

Véronique Durand-Charlot instaure un pilotage RH et revoit l'ensemble de la gouvernance de la DSI : « *L'année 2010 s'inscrit dans la continuité de 2009 et nous attaquons 2011 dans un esprit de consolidation et de rationalisation de notre usine numérique et de sa maîtrise économique. Pour 2012, j'ai fixé l'objectif de rehausser au sein du groupe l'image de l'informatique et d'expliquer le biorythme de cette dernière aux managers.* » Aujourd'hui, les piliers sont en place. La DSI apparaît mieux préparée et plus agile pour accompagner les grandes orientations du groupe, même si Véronique Durand-Charlot revendique une forte culture hybride. « *Nos applicatifs informatiques sont proches du business. Nous avons pourtant trouvé un équilibre en basculant vers un vrai mode de construction commun, tout en accordant de l'autonomie aux collaborateurs* », se félicite-t-elle. Selon elle, gouverner et fédérer sans trop décentraliser est la formule gagnante du management, « *plus un esprit de solidarité* ». ■

CE QU'EN A DIT LE JURY

« *Ce que Véronique Durand-Charlot a fait est difficile, mais elle y est parvenue.* » Le jury, unanime, a mis la DSI de GDF Suez sur un piédestal. D'autant que, selon lui, « *GDF Suez est un grand groupe, avec un environnement compliqué et sans doute des boulets à traîner* ». Si Véronique Durand-Charlot apparaît aussi

emblématique aux yeux du jury, c'est qu'elle a agi au cœur d'une fusion, ce qui concerne de plus en plus de DSI. Il a aussi jugé la transformation mise en place remarquable, techniquement et par rapport aux autres composantes (managériales, organisationnelles, politiques...). « *Elle a posé les bases et s'est*

efforcée à impliquer tous les métiers de son groupe, alors qu'ils sont très variés », précise un des membres du jury. Seul bémol : la communication. « *On ne la connaît pas, clament-ils tous ! Elle a certainement un fort pouvoir d'influence au sein de GDF Suez... Il faut qu'elle l'exerce désormais au dehors.* » L'appel est lancé.

LAURÉAT DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Michel Foulon, LA POSTE

Impliqué dans la lutte contre les émissions de CO₂, ce DSI de la branche Courrier de La Poste mène un combat sans merci pour le respect de l'environnement.

Il impose ses exigences à ses fournisseurs de serveurs, de centres de données et de postes de travail.

Le développement durable est le cheval de bataille de Michel Foulon. Aussi, lorsqu'en 2008, il rejoint le groupe La Poste à la tête de la DSI du Courrier (DSIC), il prend conscience de l'impact des émissions de carbone dégagées par le parc informatique. Fin 2009, il entame une démarche baptisée Optimisation des ressources SI et Green

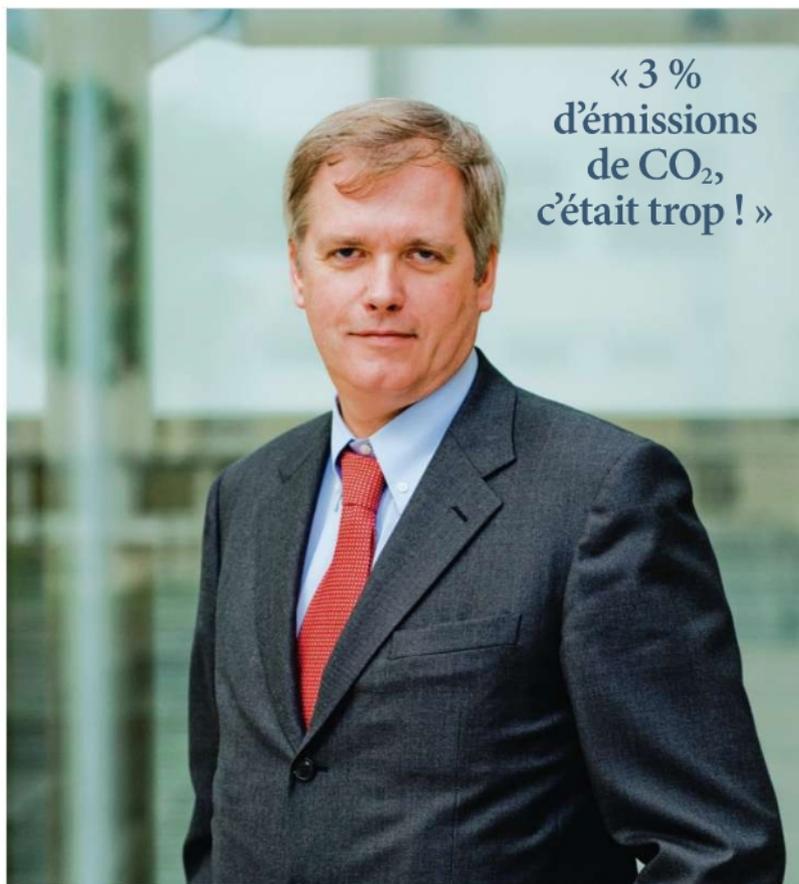
IT et, avec son équipe, commence par mesurer l'empreinte carbone de l'activité Courrier. « *Nous avons constaté 3 % d'émissions de CO₂. C'était tout simplement trop* », lance Michel Foulon ! De là, des leviers d'optimisation des consommations électriques sont identifiés, puis hiérarchisés, la priorité étant accordée aux postes de travail et autres périphériques d'impression, dont le coût de consommation électrique représente plus de 80 % du total estimé.

Pour contrôler l'environnement, Michel Foulon met alors en place un radar. « *Il s'agissait d'évaluer le degré de maturité des pratiques et d'évaluer les progrès réalisés selon sept axes : politique Green IT ; datacenters (serveurs et routeurs) ; parc de PC ; imprimantes ; usages et comportements ; IT for Green ; gouvernance et pilotage* », raconte-t-il. Le plan de combat se traduit par un fort taux d'exigence auprès des fournisseurs, dont Bull, le principal. Ces derniers s'engagent à livrer des équipements conformes aux spécifications énergétiques de réduction des gaz à effet de serre. En particulier, les datacenters, qui doivent désormais comporter des systèmes dits cold corridor, à base de racks Minkels, qui optimisent la gestion des flux d'air.

Des serveurs virtualisés 15 fois plus économes que des serveurs physiques

Michel Foulon en profite pour lutter sur un autre front, celui des serveurs. « *J'ai opté pour une infrastructure de serveurs virtuels fondés sur ESX de VMware, ainsi que pour du matériel IBM. Ainsi, la consommation énergétique est 15 fois moins importante que celle d'un parc informatique de serveurs physiques* », explique-t-il. Pour les applications critiques, il choisit les serveurs Blade Itanium de HP, lesquels délivrent une empreinte carbone plus faible que les serveurs racks. Il déploie 66 serveurs-lames dans 16 châssis. Enfin, la modernisation du SAN a permis de réduire de moitié la facture énergie de stockage.

A ce jour, la DSIC réunit 700 collaborateurs répartis sur 8 sites et gère 200 applications sur un parc de 4 152 serveurs, dont 1 007 virtuels et 50 000 postes de travail. Elle fournit ses services à près de 180 000 personnes et intervient pour le front office, le back office et la production. Depuis juin 2010, Michel Foulon a choisi de déployer, sur une dizaine de sites, des postes de travail de marque Ashelvia. Ce PC, de par son approche écoconception, favorise l'usage de la visioconférence, le travail collaboratif et l'e-learning. ■



« 3 %
d'émissions
de CO₂,
c'était trop ! »

SON PARCOURS. Après un cursus en finance et fiscalité, Michel Foulon met ses compétences au service de diverses structures : Groupe Bull, Axy Consultants, Price WaterhouseCoopers. Mais c'est chez Sodexo que son expertise en matière informatique va prendre son ampleur. En 2008, il rejoint le groupe La Poste en tant que DSI de la branche Courrier. Il devient membre du comité exécutif de cette activité (incluant les filiales Doc@post et Médiapost) et du comité opérationnel du groupe.

P. CHIQUELIN

LAURÉAT DU RAPPROCHEMENT MÉTIERS

Philippe Courqueux, CORA

Le DSI du groupe de grande distribution a initié un système de coresponsabilité pour impliquer des utilisateurs dans les projets, y compris pour le déploiement du système d'information.

Grâce à son initiative, les délais d'intervention ont été divisés par plus de trois entre 2002 et 2010.

Depuis son arrivée chez Cora (métropole) en 2002, Philippe Courqueux entend bien être à l'écoute des véritables besoins des utilisateurs et améliorer la qualité du service rendu via le help desk. Ce dernier étant chargé de gérer les demandes d'interventions en un minimum de temps et au quotidien. Responsable du bon fonctionnement



« Il était impensable d'avancer sans une implication forte des utilisateurs. »

SON PARCOURS. Après cinq ans passés à l'Aérospatiale en tant que responsable réseaux et télécoms, Philippe Courqueux devient DSI de France Télécom en 1992, puis d'Yves Saint-Laurent Beauté en 2000. Depuis 2002, il est DSI de Cora, et directeur logistique depuis 2009. Administrateur du Cigref, il préside la Commission d'orientation stratégique des technologies de l'information et de la communication à l'Afnor. En 2010, il a présidé les 21^e entretiens informatiques annuels d'Opio.

P. BASTIEN

d'un réseau de 6 500 postes de travail, Philippe Courqueux devient l'homme clé pour veiller au respect des cinq grands métiers de la DSI de Cora que sont la conception et le développement des applications métier ; la production ; l'imprimerie ; l'innovation et la veille technologique ; la gestion du référentiel produits et fournisseurs.

« Pour moi, il était impensable d'exercer mon métier sans une implication forte des utilisateurs », lance Philippe Courqueux. D'où l'idée de la mise en place d'une coresponsabilité entre les métiers et la DSI, afin de faire participer les utilisateurs à tous les projets (pilotage, suivi, poste client...) et de nommer des référents via un système de parrainage de magasins lors du déploiement du système d'information. De leur côté, les cadres de la DSI se doivent d'exercer une mission de chargé d'affaires, en assurant la communication entre un magasin et le service informatique.

Les trois quarts des projets respectent les coûts et les délais

Grâce à sa stratégie orientée utilisateurs, Philippe Courqueux a réduit considérablement les délais d'intervention. « En 2002, le service help desk assurait la gestion des incidents dans un délai moyen de résolution des quelques 30 000 demandes par an en 7,8 jours. En 2010, ce délai est tombé à 2,2 jours », se félicite-t-il. Pour renforcer son action, le DSI de Cora organise tous les deux ans un sondage intitulé Qualité de service et adaptation des outils. Résultat : 98 % des utilisateurs sont satisfaits de la DSI et le taux de réactivité en cas d'incident est passé de 88 % en 2004 à 93 % en 2010. Autre bon résultat : 75 % des projets sont réalisés dans le respect des objectifs, des coûts et des délais (25 % étant ajustés en accord avec les métiers).

Par ailleurs, l'accès aux informations a été simplifié grâce à la mise en place par la DSI d'un tableau de bord unique, simple d'accès, pour suivre et comparer le chiffre d'affaires de chacun des magasins, rayons et familles de produits ainsi que le stock disponible en temps réel. Enfin, la DSI a amélioré la traçabilité de ses produits, notamment les lots en boucherie, système qui sera étendu en 2011 à d'autres rayons (boulangerie, pâtisserie, poissonnerie...). Comme le souligne Philippe Courqueux, « au-delà des indicateurs techniques, nous devons échanger en permanence avec les utilisateurs sur les leviers de performances importants pour eux ». ■

LAURÉAT PME-PMI

Thomas Chejfec, ALDES

Le DSI a homogénéisé une informatique disparate d'une filiale à l'autre, obsolète dans certains cas, et gérée localement.

En trois ans, il a basculé les serveurs SAP vers de la technologie à base de lames HP, opté pour de la virtualisation, déployé des outils de reporting et CRM, et mis en place un SIRH.

Lorsqu'il rejoint Aldes, il y a trois ans, Thomas Chejfec doit relever un défi. La direction générale lui confie la tâche d'homogénéiser l'informatique (plus ou moins développée, hétérogène et gérée localement) de chaque filiale (Espagne, Belgique, Hongrie, Italie, Dubai, Maurice, Chine) et de faire de la DSI France la DSI monde. Vaste projet.



« Mettre en avant nos compétences et nos réussites. »

SON PARCOURS. Diplômé de l'itin (école supérieure publique d'informatique, de réseaux et systèmes d'information), Thomas Chejfec occupe de 1995 à 2004 plusieurs fonctions chez Spie (responsable informatique ainsi que des infrastructures bureautiques du groupe). En 2004, il signe chez Eovi, où il est à la tête de la production informatique. En 2007, il rejoint Aldes, spécialiste des systèmes de ventilation, en qualité de DSI du groupe.

Thomas Chejfec décide alors d'être pragmatique. Il développe d'abord un core model – une informatique commune de base – où chaque filiale doit se retrouver dans les processus de production, commandes, stocks, achats, gestion comptable et financière, vente et distribution... « *La filiale française étant équipée depuis 2000 de l'ERP SAP, mon premier projet a consisté à généraliser non seulement SAP R/3, mais aussi toute la logique du système d'information (SI) à l'ensemble des filiales. Avec le directeur international et mon équipe, nous l'avons fait à raison d'une à deux filiales par an* », raconte-t-il. Simultanément, il travaille à l'amélioration des infrastructures en basculant les serveurs SAP vers de la technologie à base de lames HP et choisit la virtualisation pour les serveurs Windows. Il ne s'arrête pas là. Conscient que l'entreprise possède des outils de reporting non cadrés, il entreprend en 2009 de rationaliser l'offre de business intelligence. Enfin, la gestion des clients et des ressources humaines n'est pas en reste, puisqu'un projet de CRM est instauré en 2008 et qu'en 2009 il s'attaque à la mise en place du système d'information des ressources humaines (SIRH), qui arrivera à terme fin 2010.

Quatre profils métier dans son équipe

Mais tout cela ne s'est pas fait sans une réorganisation de la DSI. Vingt collaborateurs constituent aujourd'hui l'équipe là où ils n'étaient que seize. A majorité technique, l'entité dispose désormais de quatre profils métier. « *Crucial pour mener à bien nos projets, car ce sont les métiers qui définissent le SI et non les informaticiens* », insiste-t-il. Pour lui, une DSI ne remplit d'ailleurs pas son rôle si elle ne joue pas la carte de la proximité et de la communication. « *Tous les jours, je vais saluer les collaborateurs des différents services : RH, production, logistique, comptabilité... Dans ce genre de relation informelle, vous apprenez beaucoup*, déclare-t-il. *Les services informatiques doivent en outre se présenter de façon attrayante et mettre en avant leurs compétences et réussites.* » Et pour élaborer ses budgets, Thomas Chejfec a mis en place une méthodologie qui permet, une fois qu'ils sont validés, de piloter la gestion des projets de façon homogène au sein de la DSI. Tous les chefs de projet SI s'astreignent, dès septembre, à s'entretenir avec les utilisateurs pour identifier leurs ambitions. « *Nous traduisons leurs projets en développement informatique et étudions ceux qu'il est pertinent de mettre en œuvre dans le courant de l'année* », confie-t-il. ■

LAURÉAT INNOVATION

Vincent Chatard, BFORBANK

Ce spécialiste des systèmes informatiques bancaires a relevé un défi important : créer la DSI de la banque privée en ligne Bforbank (groupe Crédit Agricole).

Le chantier étant énorme et devant aboutir rapidement, il n'aurait pu voir le jour sans le renfort de partenaires extérieurs.

Sans lui, le slogan publicitaire « Mon banquier, c'est moi » de Bforbank n'existerait pas. Lorsque Vincent Chatard frappe en 2008 à la porte du groupe Crédit Agricole pour devenir le fondateur du système d'information (SI) de la première banque privée en ligne Bforbank, il sait qu'il part de zéro. « *On m'a dit que le calendrier était serré.*

J'ai trouvé le défi formidable et me suis senti prêt à le relever », relate-t-il. A peine arrivé dans les lieux, ce DSI multiplie des actions d'embauche informatique et métier, et recrute des partenaires externes. Pour commencer, il établit le plan de cadrage, de design et d'offre. Il procède ainsi à des appels d'offres de partenaires entre décembre 2008 et février 2009, puis démarre le développement et la mise en œuvre du SI entre janvier et juin 2009. En octobre de la même année, la version 1 du site est finalisée. Tout cela n'aurait pas pu être possible sans la phase de recrutement d'une direction opérationnelle pour le lancement de Bforbank. Une équipe de 150 personnes (consultants, architectes, développeurs) qui seront mobilisées durant trois mois pour le design et la sélection, six mois pour le développement du projet, puis trois mois pour l'homologation.

Une DSI divisée en trois pôles

Vincent Chatard bâtit sa DSI grâce à des actions de partenariats intégrés en cloud. Ces intervenants externes sont chargés de mettre en place l'infrastructure technique, métier et automatisée selon les directives du Crédit Agricole. « *Le chantier était énorme. Il a fallu créer des datacenters et des postes de travail, faire appel à l'opérateur de téléphonie Prosodie, mettre en service des serveurs internet comprenant, outre les services bancaires classiques et l'ouverture en ligne, un gestionnaire de contenus et des outils d'aide à la décision »,* se souvient-il. Etaient aussi compris le développement d'une informatique frontale, le traitement en BPO (Business Process Outsourcing) du document, grâce à un système de GED (gestion électronique de documents) et d'automatisation des processus pour gérer les opérations bancaires, ainsi que l'intégration du progiciel Temenos, du BPO de services de producteurs groupes pour gérer les titres, assurances vie et paiements.

A ce jour, la DSI de Bforbank est constituée d'une cinquantaine de personnes en liaison avec les partenaires informatiques et métier internes et externes. Trois pôles la composent : maîtrise d'ouvrage et homologation ; maîtrise d'œuvre exploitation ; infrastructure. S'y ajoutent deux fonctions transverses propres à la coordination des projets PMO (Project Management Office) et à la sécurité des SI. Depuis juillet 2010, une informatique décisionnelle reposant sur un ETL (Extract Transform Load) et un datawarehouse sont venus renforcer ce système d'information avec la mise en service de courtage en ligne. ■



SON PARCOURS. Spécialiste du secteur bancaire, Vincent Chatard a débuté comme DSI au Crédit Lyonnais, à la direction des affaires internationales, de 1988 à 1995, pour le déploiement de progiciels. Puis il a travaillé successivement chez KPMG Peat Marwick, Robeco France, ING Direct... Depuis 2008, il est à la direction de projet, opérations et systèmes d'information de Bforbank, dont il est devenu membre du comité de direction.

B. GOUJÉDARD

PRIX SPÉCIAL CLUB 01 DSI

Philippe Guyard, SEB

Il a mis en œuvre une méthodologie d'intégration des sociétés acquises par le Groupe SEB au niveau du système d'information.

Il a également créé le poste de chargé de relation, qui suit un portefeuille de filiales, cheville ouvrière du rapprochement entre la DSI et l'activité de l'entreprise.

« Le Groupe SEB a doublé de taille en moins de dix ans, et la DSI a dû mener des actions en cohérence avec cette évolution majeure du périmètre de l'entreprise », relate Philippe Guyard, DSI de SEB.

Cette société spécialisée dans le petit équipement électroménager domestique a successivement racheté Moulinex en 2001, All-Clad (Etats-Unis) en 2004, Lagostina (Italie) et Panex (Brésil)



« Etre opérationnel dès le lendemain de la fusion. »

SON PARCOURS. Diplômé de l'Ecole centrale de Lyon, Philippe Guyard entre comme consultant chez Andersen Consulting, devenu Accenture par la suite (1983-1998). Depuis 1998, il est DSI du Groupe SEB. A partir de 2008, il est aussi secrétaire des comités d'intégration de la société chinoise Supor, dont le Groupe SEB a acquis 51 % du capital en décembre 2007. Enfin, il est membre de la commission stratégie de l'Association pour le développement de l'informatique en Rhône-Alpes).

en 2005, Mirro Wearever (Etats-Unis) en 2006, puis Supor (Chine) en 2007. La répartition des effectifs au sein de la DSI reflète la réalité de cette mondialisation. Sur 250 collaborateurs, une centaine travaille dans des filiales hors de l'Hexagone.

En appui de la stratégie de croissance externe du groupe, la DSI de SEB a mis au point une méthodologie d'intégration des technologies de l'information (IT). « *Le rachat de Moulinex en fut le véritable déclencheur. Dès le premier jour où la fusion était opérationnelle, les messageries électroniques des deux entreprises étaient interconnectées et fonctionnaient, ce qui eut une valeur symbolique forte pour les salariés de Moulinex qui rejoignaient le groupe* », explique Philippe Guyard. Cette méthodologie se déroule en séquences successives. L'intégration technique au niveau des infrastructures (réseau, messagerie) est réalisée en premier. Puis vient celle des produits issus de la marque rachetée dans la base de données produits de SEB. Les intégrations aux processus de la chaîne logistique et au reporting financier du groupe constituent les étapes suivantes. « *Autant nous sommes normatifs en ce qui concerne l'infrastructure et l'environnement technique, autant nous avons une approche plus progressive quant à l'intégration des applications, où nous dictons plus ou moins nos choix* », souligne le DSI. Les ERP de convergence définis au niveau du groupe sont SAP R/3 (pour les grandes filiales) et SAP Business One (pour les filiales de petite taille ou en cours de création).

Des équipes IT locales bien encadrées

Devant la forte croissance de l'entreprise en dehors de ses marchés d'origine – les pays européens –, la DSI a créé le poste de chargé de relation. Elle en compte six aujourd'hui. Chacun suit un portefeuille de filiales et a pour mission d'écouter leurs besoins, d'analyser leurs priorités avec les équipes dirigeantes, et d'animer les équipes IT locales. Ils ont, par exemple, réalisé des ateliers réunissant directeurs généraux, financiers et managers IT du groupe de filiales dont ils ont la charge, en vue de définir les évolutions des systèmes d'information. « *Tous expérimentés et issus du métier ou de l'IT, ils tirent à eux les besoins, trouvent les solutions ou expliquent les choix auprès des équipes locales quant aux déploiements transversaux. Tous forment, en quelque sorte, la direction commerciale et marketing de la DSI* », conclut Philippe Guyard. ■

Que sont-ils devenus ?

Depuis un an, nous n'avons constaté qu'une petite dizaine de mouvements chez nos anciens lauréats, dont le nombre s'élève maintenant à 69.

Frilosité encore due à une crise qui se fait toujours sentir dans les entreprises utilisatrices ? Il n'y a eu que trois réels changements d'entreprise et cinq promotions.

Ils sont toujours DSI de leur entreprise



Nicolas Aubin,
DSI d'Aquarelle.com

Primé en 2006. Ayant rejoint le site de vente de fleurs en 2000 en tant que directeur technique, il en est devenu DSI deux ans plus tard.



Jean-Pierre Bailly,
DSI de la communauté urbaine Nantes Métropole

Trophée 2008. DSI de la mairie de Nantes, il a accompagné la création de la communauté urbaine en 2001 et la mutualisation des moyens informatiques. Il est aussi président du Cri'Ouest (Club des responsables informatiques du Grand Ouest).



Philippe Bavay,
DSI du Groupe Vinci

Lauréat en 2005. Accompagnant depuis neuf ans le groupe de BTP, il a été un pionnier en matière de développement durable.



François Blanc, DSI du Groupe Valeo

Distingué en 2009. A la tête de la DSI groupe de l'équipementier automobile depuis 2009, il a rétabli la cohérence dans une informatique décentralisée. Il a également innové, en généralisant l'usage de Google Apps pour le travail collaboratif.



Bruno Brocheton,
DSI d'Eurodisney

Elu en 2003. Il poursuit une carrière de vice-président et de DSI au sein du parc de loisirs, qu'il a rejoint en janvier 2000.



Laurent Buc, DI des Tricots Saint James

Lauréat en 2004. Depuis 2001, il dirige l'informatique de cette PME française spécialisée sur le marché du textile. Un poste qu'il a créé.



Pascal Buffard, DG d'AXA Group Solutions

Primé en 2005. Arrivé chez l'assureur en 1989, il a piloté la DSI France puis AXA France Services. Depuis février, il est le directeur général de la filiale solutions et services informatiques partagés du groupe, et supervise l'entité infrastructures d'AXA.



Philippe Castets, DSI des hospices civils de Lyon

Trophée 2004. A l'époque, il était à la fois DSIO du CHU de Grenoble et DSI des hospices civils de Lyon. Depuis quatre ans, il se consacre exclusivement à cette dernière activité.



Emmanuel Decologne, dosi de Direct Energie

Lauréat 2009. A la tête de la direction de l'organisation et des systèmes informatiques du fournisseur d'électricité depuis 2007, il a adapté le système d'information et la taille de ses équipes au rythme de développement rapide de l'entreprise.



Régis Delayat, DSI du groupe Scor

Elu en 2007. Ayant rejoint le réassureur il y a une vingtaine d'années, il en est devenu le DSI en 1992. Il a, notamment, doté le groupe d'un système de veille stratégique en ligne.



Georges Epinette,
dosi du Groupement des Mousquetaires

Grand Prix 2008. En vingt-huit ans, cet autodidacte a gravi tous les échelons de la fonction informatique de l'entreprise. Dosi depuis 2003, il est aussi directeur général de la SSII interne.

DOSSIER LES DSI DE L'ANNÉE 2010

Ils sont toujours DSI de leur entreprise (suite)



A. CAZARD

Christian Grellier, DSIO et vice-président de Bouygues Immobilier

Lauréat en 2007. Il a été patron d'e-TFI avant de devenir, en janvier 2007, le DSIO de Bouygues Immobilier. Depuis mai dernier, il s'occupe aussi de l'innovation et du développement durable.



B. GOUEDARD

Jean-Claude Lebois, DSI du Groupe SMABTP

Lauréat en 2008. Homme de contact sachant réorganiser et mobiliser ses équipes, il a su conduire, sur plusieurs années, le grand projet de refonte du système d'information de cette société d'assurance pour le BTP.



B. GOUEDARD

Bruno Ménard, vice-président systèmes d'information du groupe Sanofi-Aventis

Elu en 2005. Après avoir piloté la fusion informatique de Sanofi et d'Aventis, il poursuit l'homogénéisation des processus internes et externes tout en présidant le Cigref.



B. LEVY

Alain Moustard, DSI de Bouygues Telecom

Grand Prix 2009. Cet ingénieur, qui a rejoint l'opérateur en 2001, devenu DSI en 2007, n'a pas hésité à réinternaliser des applications stratégiques pour garder la maîtrise de son système d'information et gagner en réactivité.



B. GOUEDARD

Edouard Odier, DGA systèmes d'information du groupe Air France

Grand Prix 2006. Patron informatique de la compagnie aérienne depuis six ans, il a contribué à l'essor du groupe où il est entré pour la première fois en 1977.



C. MARTIGNY

Marie-Claude Poelman-Fargeot, DSI de Nature & Découvertes

Lauréate en 2007. Ex-responsable logistique chez Pier Import, elle est la cofondatrice, en 1990, de Nature & Découvertes, dont elle a bâti le système d'information. Elle est aussi présidente de l'Association nationale des DSI (ANDSI).



P. CHOUQUET

Didier Pompigne, DSI de Sonepar France

Elu en 2006. Ayant mené toute sa carrière dans le secteur distribution, il a créé, il y a neuf ans, le poste de DSI chez ce distributeur de matériel électrique.



C. BOULZE

Alain Pouyat, directeur général informatique et technologies nouvelles du Groupe Bouygues

Grand Prix 2002. Il occupe ces fonctions depuis plus de vingt ans au sein du Groupe Bouygues, qu'il a rejoint en 1970.



A. CAZARD

Xavier Rambaud, DSI du Groupe Rhodia

Lauréat en 2008. Arrivé il y a dix ans à la tête de la DSI du groupe de chimie français, cet ingénieur des Mines l'a doté d'un système d'information unique s'appuyant sur SAP et des processus métier standardisés.



DR

Laurent Rasseneur, DSI de Taxis G7

Distingué en 2009. Cet ex-patron de SSII a rejoint la société de radio-taxis il y a quinze ans. Adepte du développement durable et de la virtualisation, il a rendu le système d'information plus performant, disponible et sécurisé.



B. GOUEDARD

Hervé Simon, directeur métier en charge des systèmes d'information du groupe Adeo

Primé en 2005. Il a su donner une dimension multinationale à la DSI de Leroy Merlin tout en menant la refonte du système d'information.

Depuis la création du groupe Adeo, qui rassemble plusieurs enseignes, il s'est vu confier le pilotage des SI de cet ensemble.



I. WALLACE

Alain Rossi, DSI du Centre national d'enseignement à distance (Cned)

Trophée 2009. Cet ingénieur en aéronautique et astronautique a repensé la stratégie internet du Cned et monté un dispositif de parcours pédagogique pour les élèves du primaire et du secondaire.



DR

Richard Valenti, DI de Generali France

Elu en 2009. Successivement nommé DSI de la banque BNP Paribas en 2005, puis de la filiale française de l'assureur Generali l'année suivante, il a su conduire deux chantiers de rationalisation en deux ans.



I. WALLACE

Daniel Zamparini, DSI du groupe PSA

Trophée 2002. Arrivé chez PSA Peugeot Citroën en 1998, il a d'abord effectué pendant, près d'un an, le tour des services. Aujourd'hui, il continue à coordonner l'informatique du constructeur automobile.



Justin Ziegler, DSI de Priceminister.com (Rakuten)

Primé en 2008. Cofondateur, il y a dix ans, de cette place de marché dont il a bâti l'architecture et demeure le DSI après son rachat, l'été dernier, par le Japonais Rakuten, il a beaucoup mis sur l'open source.

B. GOUEDARD

Ils ont quitté la DSI pour évoluer dans la même entreprise ou le même groupe



Philippe Chalon, DG de la filiale Total Angola

Elu en 2002. Il a réalisé la fusion informatique Elf-Fina-Total. En 2006, il part à la direction finance, économie et informatique de la branche exploration et production. Puis, en septembre 2009, il se voit confier le pilotage d'une filiale africaine.

E. CAUFEL



Maryvonne Cronier, responsable du centre de traitement informatique du Cnam travailleurs salariés

Grand Prix en 2005. Elle conduisait alors la DSI de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés. Repartie sur le terrain en 2007, elle pilote un centre de traitement informatique (CTI).

B. GOUEDARD



Serge Lafont, senior vice-président Afrique du Sud d'Areva

Lauréat en 2004. Il a quitté la DSI d'Areva fin 2005 pour mettre ses compétences au service des projets de développement internationaux du groupe industriel français.

B. GOUEDARD



Jean-Paul Maury, directeur adjoint des projets transverses du groupe France Télécom

Trophée 2002. L'ex-directeur de la DSI de l'opérateur a rejoint la direction marketing stratégique. Depuis l'an dernier, il est devenu directeur adjoint des projets transverses.

C. MAOUT



Stéphane Rousseau, directeur des systèmes opérationnels de Cofiroute (Groupe Vinci)

Distingué en 2008. Après avoir dirigé la DSI d'Eurovia (Groupe Vinci), il rejoint le concessionnaire d'autoroutes Cofiroute et entre au comité exécutif. De plus, la DSI lui est rattachée.

A. CAZARD



Philippe Verdier, président de Doc@post (Groupe La Poste)

Elu en 2000. A l'époque DSI de La Poste, il a ensuite géré l'organisation puis dirigé les réseaux grand public du groupe. Depuis 2007, il pilote le pôle de solutions et services documentaires de l'entreprise.

M. JACOB/TENDANCE.FLOU



Didier Vescovi, DGA de la ville de Cannes

Elu en 2006. Après avoir passé treize ans à Villeurbanne, il arrive en 2001 à la mairie de Cannes comme DSI. Depuis 2008, il en est aussi le directeur général adjoint.

L. MALABARD

Ils ont quitté leur entreprise



André Ampelas, consultant international indépendant

Grand Prix 2003. A cette date, il était DSI de la RATP. Il en est parti l'année suivante puis a créé Ampex, une société de conseil et de services aux entreprises.

B. GOUEDARD



Aline Bec, directrice des systèmes d'information et des services partagés de Natixis

Lauréate en 2004. Elle gérait alors le pôle services bancaires et systèmes d'information (SI) du Crédit Lyonnais (LCL). Elle est devenue, en mars 2006, responsable des SI du groupe Crédit Agricole SA avant d'être nommée, en juillet 2007, DSI de Natixis.

B. GOUEDARD



Rémy Berthou, DSI des fonctions finance et corporate du groupe SNCF

Primé en 2004. Il conduisait alors un projet de numérisation des contenus à France 3. En 2007, il rejoint la SNCF comme DSI de la branche voyageurs puis, depuis octobre, DSI des fonctions horizontales (finance, achats, juridique, immobilier...), hors RH.

B. GOUEDARD



Benoît Blot, ex-DSI du Groupe Flo

Distingué en 2001. A la tête d'une petite équipe, il a piloté les systèmes d'information de ce groupe spécialisé dans la restauration de 1996 à la fin 2009. Un nouveau DSI – Xavier Pissot – lui a succédé en septembre dernier, au terme d'un intérim assuré par le directeur financier.

L. CHARRIER

DOSSIER LES DSI DE L'ANNÉE 2010

Ils ont quitté leur entreprise (suite)



B. GOUERARD

Jérôme Bourreau, directeur du contrôle financier et du business développement de Thomas Cook

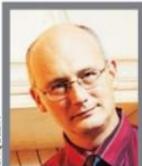
Trophée 2005. Ex-DSI de Voyages-sncf.com, dont il a accompagné le développement entre 2002 et 2006, il a ensuite été nommé DGA de VSC Technologies. Fin 2008, il est entré chez Thomas Cook.



J. WALLACE

Pierre Carli, président du directoire de la Caisse d'Epargne de Midi-Pyrénées

Elu en 1999. A l'époque, il était DSI du Crédit Lyonnais (LCL). Depuis, il a rejoint la Caisse nationale des Caisses d'Epargne où il s'est vu confier des responsabilités en région en 2003.



F. CHOQUELIN

Olivier Clos, DSI du groupe Ludendo

Distingué en 2003. Il était alors DSI du spécialiste de prêt-à-porter pour enfants, Orchestra. En 2008, il a quitté cette PME pour prendre les mêmes fonctions au sein du groupe de distribution de jouets Ludendo (La Grande Récré...).



F. CHRISTOPHIDES

Jean-Pierre Corniou, DGA de Sia Conseil

Grand Prix 1999. Il a été DSI d'Usinor puis de Renault (de 2001 à 2006), tout en animant le Cigref. En 2008, il est entré à la direction de Sia Conseil suite au rachat, par ce cabinet, d'EDS Consulting Services France, dont il était le président.



N. STOLTENBERG

Patrick Dailhé, associé et gérant d'Alizé P.Dailhé Consulting

Elu en 1999. Alors DSI de l'Unedic, il rejoint Bercy en 2003 puis, en 2006, il entre au cabinet Aerial comme associé et conseil aux managers dans le secteur des SI. Depuis 2008, il exerce en indépendant.



B. GOUERARD

David Decovemacker, directeur infrastructures et opérations d'Auchan

Lauréat en 2007. Alors à Bonduelle, il avait accompagné la refonte du SI de l'industriel. En octobre 2008, il a rejoint la DSIO d'Auchan. Il a été promu à son titre actuel en juin dernier.



A. CAZARD

Bernard Duverneuil, DSI du groupe Essilor

Lauréat en 2008. C'est en tant que DSI du groupe Lagardère, où il avait créé un pôle innovation, que ce passionné de nouvelles technologies s'était vu récompenser. En avril 2009, il a succédé à Didier Lambert chez Essilor.



F. MARIGNAUX

Pierrette Frey, DI Europe continentale de Kingfisher

Elu en 2003. Elle était alors DSI de Kronenbourg. En 2006, elle a rejoint Kingfisher. Elle exerce aujourd'hui, pour ce groupe britannique de bricolage, les fonctions de directrice informatique pour l'Europe continentale.



A. CAZARD

Philippe Gautier, DG fondateur de Business2Any (B2A)

Elu en 2007. Il était alors DSI de Benedicta. En 2009, il a créé B2A, société de conseil et d'édition informatique spécialisée sur une offre facilitant la gestion d'environnements complexes.



T. LECOUX

Isabelle Gendre, chargée de mission au sein de la délégation à la stratégie et au SI de santé (DSSIS).

Elu en 2003. Médecin et informaticienne, elle a piloté la DSI du CHU de Rouen jusqu'en 2008. Actuellement, elle travaille à la mission de préfiguration de la DSSIS.



A. CAZARD

François Gitton, directeur adjoint des SI du Groupe Renault

Grand Prix 2000. A l'époque, il était DSI chez Kraft Jacobs Suchard. Puis, de 2001 à 2004, il occupe cette fonction chez Carrefour puis à La Redoute. En 2008, il rejoint le constructeur automobile Renault.



B. GOUERARD

Pierre Gressier, DSI du groupe 3 Suisses et DG du GIE informatique du groupe (SI3SI)

Trophée 2003. Cet ancien DSI de la Fnac, puis de Canal Plus, s'est vu confier, en 2009, le pilotage de la DSI des 3 Suisses et la direction du GIE informatique du groupe.



B. GOUERARD

Luc Jarny, DG de Silca

Primé en 2003. Alors DSI de Natexis Banques Populaires, il a ensuite exercé les fonctions de DRH adjoint du groupe Natexis avant de rejoindre Silca, le GIE de production informatique du groupe Crédit Agricole.



A. CAZARD

Bertrand Kientz, vice-président pour la stratégie de développement logiciel d'Amadeus France

Grand Prix 2007. DSI du groupe Decaux, il venait alors d'achever le projet Velib', mené avec la Ville de Paris. Il y a trois ans, il a rejoint le spécialiste des solutions pour le secteur voyages et tourisme.



Didier Lambert, consultant EuroCIO

Grand Prix 2004. Il a quitté la présidence du Cigref en 2008 et, l'an dernier, son poste de DSI du groupe Essilor. Il a officiellement pris sa retraite mais il fait bénéficier de son expérience le réseau des DSI européens (EuroCIO).

T. LÉDOUX



Jean-Louis Lefebvre, gérant de Biocoop Maraichine

Elu en 2006. Il a passé vingt ans chez le constructeur de bateaux Bénéteau, dont douze en tant que DSI. En 2008, il s'est reconverti en devenant gérant d'un magasin de la chaîne Biocoop.

P. BAUDRY



Rodolphe Millet, directeur général de Vilmorin (Groupe Limagrain)

Elu en 2005. Il cumulait alors les fonctions de directeur commercial, de directeur de la logistique et de DSI des Pains Jacquet. Il a rejoint Limagrain en 2007 et devient DG de Vilmorin en 2008.

T. LÉDOUX



Philippe Montjolin, senior vice-président de l'*International Herald Tribune*

Lauréat en 2003. Il était à l'époque chez l'éditeur Emap. Il a ensuite rejoint l'*International Herald Tribune* comme directeur des opérations, avant d'être nommé, en septembre 2006, senior vice-président.

B. GOUEDARD



Pascale Montrocher, DSI adjoint de Dassault Aviation

Primée en 2000. A cette date, DSI de l'INA, elle a rallié Renault en 2002. Après y avoir géré l'infrastructure et la production informatique, elle a pris la direction de l'innovation. En juillet 2007, elle a rejoint Dassault Aviation.

A. LEBACQUER



Alain Poussereau, consultant indépendant

Grand Prix 2001. Il pilotait alors la DSI de la Cnav. En mars 2007, partant à la retraite, il a confié les clés à Annie Prévot, elle-même remplacée en 2008 par François Brousse. Entre temps, il a fondé le cabinet AB3F Consult.

L. CHARRIER



Jean-Louis Rimbod, consultant indépendant

Lauréat en 2002. DSI de la Camif pendant onze ans, il a quitté, la même année, la centrale de vente par correspondance pour devenir consultant en systèmes d'information.

B. GOUEDARD



Philippe Rouaud, directeur de l'ingénierie technique et des SI de France Télévisions

Trophée 2002. Il a quitté en 2007 la DSI de Radio France, où il avait mené le projet de numérisation des chaînes pour France 3. En janvier dernier, il a été promu à la tête de l'informatique de France Télévision.

P. CHEQUELIN



Philippe Tronc, ex-directeur des nouvelles technologies appliquées des Laboratoires Pierre Fabre

Elu en 1999. Il y a six ans, il est passé de la direction du contrôle de gestion, de l'organisation, et des SI à celle des nouvelles technologies appliquées au domaine de la santé. Il a quitté la société en 2008.

M. MARTIN



Isabelle Vialettes, ex-dosi d'Invivo

Lauréate en 2006. Cette ancienne DSI de Matra, puis d'Ericsson France et Europe, à la fin des années quatre-vingt-dix, elle a exercé de 2004 à 2009, les fonctions de dosi au sein d'Invivo, l'union de coopératives agricoles. Thierry Roggen a succédé cette année à son remplaçant.

A. LEBACQUER



Nord Zoulim, consultant

Primé en 2002. Il a quitté son poste de DSI de la Caisse des dépôts en 2004. Désormais, il fait bénéficier les entreprises de ses conseils en organisation et en performance des systèmes.

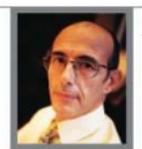
N. STOLTENBERG

Ils ont fait valoir leurs droits à la retraite



Bernard Albigès, élu en 2002, alors DSI de l'AP-HP

B. GOUEDARD



Serge Mémy, lauréat en 2001, ex-DI et DG adjoint du courtier en assurances Diot (groupe Burrus)

L. CHARRIER



Bernard Charnay, lauréat en 2000, ex-DSI du Groupe Lapeyre

N. GOLDWIN



Raymond Philippon, élu en 2004, alors DSI du groupe Veolia Environnement

B. GOUEDARD



Thierry Ehret-Franck, Trophée 2007. Il a quitté en 2009 la DSI du conseil général des Yvelines

B. LEVY



René Querret, trophée 2006, ancien DSI du groupe Société Générale

P. CHEQUELIN



Dominique Malige, primé en 2003, ancien DSI du Groupe Lafarge

B. LEVY

LE DSI DE L'ANNEE 2 0 1 0

LE DSI DE L'ANNÉE 2010

Véronique Durand-Charlot, DSI de GDF SUEZ

DSI DÉVELOPPEMENT DURABLE

Michel Foulon, DSI de La Poste Courrier

DSI INNOVATION

Vincent Chatard, DSI de BforBank

DSI MÉTIER

Philippe Courqueux, DSI de Cora

DSI TRANSFORMATION

Véronique Durand-Charlot, DSI de GDF SUEZ

DSI PME

Thomas Chejfec, DSI du Groupe Aldes

PRIX SPÉCIAL CLUB OIDS

Philippe Guyard, DSI du Groupe SEB

En partenariat avec :



VOUS

400 embauches sont prévues chez Sage en 2011. L'éditeur de logiciels de gestion pour PME recherche notamment des développeurs, des consultants fonctionnels et des responsables marketing.

« Facebook est une formidable caisse de résonance pour être visible en tant que marque. »

Thomas Henaut, Akka Technologies



DR

MANAGEMENT Les salariés sont encouragés à participer à des manifestations sportives

Utiliser les valeurs du sport pour attirer les futurs diplômés

Course à pied, VTT, escalade, rafting... constitue de bonnes opportunités pour se rapprocher des futurs jeunes diplômés. Dans l'univers de l'informatique, les exemples d'entreprises qui se servent du sport pour se faire connaître, notamment auprès des élèves ingénieurs, ne manquent pas. C'est le cas notamment d'Alten, qui a participé au Raid Total Centrale Paris, mais aussi de Logica, d'Alcatel-Lucent ou de Bouygues Telecom qui ont opté pour le Challenge du monde des grandes écoles et des universités, une compétition sportive alliant athlétisme et football, et réunissant des sociétés et des étudiants venus de toute l'Europe.

Un levier de recrutement

« Le sport n'est pas une nouvelle mode. Il s'agit d'une valeur sûre, partagée par tous. Dans le secteur des technologies de l'information (IT), nombre d'entreprises s'y positionnent car, pour attirer des candidats, il leur faut s'appuyer sur plusieurs leviers de recrutement », explique Mathieu Gabai, directeur associé de Quatre Vents, agence de conseil en marketing et communication. Rien d'étonnant : aujourd'hui, les plaquettes institutionnelles en papier glacé ne sont plus en vogue. Les candidats potentiels sont en quête de valeurs et d'authenticité. Du coup, prévient Mathieu Gabai, « les entreprises doivent, à travers ces manifestations, privilégier des actions terrain qui impliquent des opérationnels. Ceux-ci délivrent des messages qui plaisent ou non, mais qui sont vrais. » Deloitte, spécialiste de l'audit et du conseil, est le partenaire principal du



Les opérationnels sportifs sont les nouveaux ambassadeurs de l'entreprise.

La pratique sportive démontre une certaine motivation, ainsi qu'une capacité d'organisation

30^e Challenge Spi Dauphine pour la sixième année consécutive. Sur place, les responsables des relations écoles sont présents quotidiennement pour faire le lien avec les étudiants et communiquer sur l'entreprise. Une équipe de quatre collaborateurs participe également à cette course de voile. « Au-delà de la forte mobilisation que suscite l'événement auprès des futurs diplômés, la voile illustre parfaitement le fait qu'il faut une somme d'individualités pour

réussir collectivement », explique Jean-Marc Mickeler, associé et responsable de la marque employeur chez Deloitte Consulting.

Un moyen de fédérer les équipes en interne

Plus généralement, la pratique sportive témoigne, à ses yeux, d'une forme d'ouverture d'esprit des collaborateurs. Elle démontre également une certaine motivation, une capacité d'organisation, et présuppose que la personne sait trouver un juste équilibre entre sa vie privée et professionnelle. « Nous exerçons des métiers très exigeants en termes d'investissement personnel et de stress, qui nécessitent de garder le contrôle de soi, d'être capable d'analyser des situations, de réagir dans l'instant, de prendre la bonne décision... Autant d'exigences que l'on retrouve dans le sport », précise-t-il.

De son côté, Voyages-sncf.com a pris part au Raid Total Centrale Paris pour « se faire connaître indépendamment de sa maison mère et pour faire découvrir la diversité de ses métiers, incluant une forte proportion de profils IT », explique Geoffroy Fourgeaud, DRH de l'agence de voyages en ligne. Et d'ajouter : « La bonne ambiance qui règne dans l'équipe participante reflète bien ce qui se passe dans l'entreprise. C'est un message fort pour les élèves que nous croisons », précise-t-il.

Enfin, ces défis sportifs, souvent relayés au sein de l'entreprise par des campagnes de communication, créent une certaine émulation en interne. ■

SANDRINE CHICAUD

Application iPhone pour free lance



EMPLOI La SSII d'origine allemande GFT lance iJobs en France. Cette

application gratuite propose aux informaticiens free lance de consulter les offres de projets gérés par GFT depuis leur iPhone. Ils peuvent aussi accéder à leurs feuilles d'heures et vérifier le statut de leur contrat en cours, ainsi que le paiement de leurs factures. Sur le site iTunes (<http://goo.gl/eOQAh>).

Un salon virtuel dédié aux étudiants



RECRUTEMENT Soutenu par l'Apec, HEC Paris, Weavlink et l'Insa de Lyon, et lancé à l'initiative d'étudiants, le forum Catalyz a pour ambition de faciliter la rencontre entre recruteurs et candidats. Ce salon virtuel, gratuit pour les postulants, se tiendra du 13 au 17 décembre et permettra aux étudiants des grandes écoles d'ingénieurs et de commerce de rencontrer 25 entreprises, parmi lesquelles GDF-Suez, Thales ou PSA. (www.forum-catalyz.com)

Un Mastère en e-learning



FORMATION Déjà dispensé en présentiel au Havre depuis plusieurs années,

ce Mastère en deux ans de l'Ecole de management de Normandie sera proposé en e-learning à partir de mars prochain. Une souplesse appréciable pour les salariés qui souhaitent évoluer vers des fonctions d'encadrement, changer de métier ou créer leur entreprise.

RESSOURCES HUMAINES Cette séparation à l'amiable séduit, malgré quelques dérives

Rupture conventionnelle, deux ans après

Quelque 400 000 ruptures conventionnelles ont été homologuées à ce jour, près de deux ans après leur introduction dans le code du travail. Définie par l'Accord national interprofessionnel (ANI) de janvier 2008, cette séparation par consentement mutuel, qui autorise le salarié à percevoir des indemnités de chômage, a su séduire les entreprises françaises. Selon les syndicats, les SSII, notamment, y ont fortement recourus^(*). En raison, ou à cause, de ce succès, quelques dérives ou risques ont été identifiés par le Centre d'analyse stratégique, tels que le contournement des procédures collectives de licenciement économique ou le ciblage de salariés en situation de fragilité.

Avocate à la Cour, Valérie Dubaile constate, pour sa part, que le dispositif reste encore assez mal appréhendé. « *Les salariés pensent à tort qu'il s'agit d'un droit absolu alors que, sans accord de l'entreprise, la rupture amiable n'aboutit pas. Les employeurs, eux, espèrent ainsi se séparer de collaborateurs à bon compte.* » Avec une idée reçue qu'il convient de combattre : une rupture conventionnelle ne met pas fin à un litige, un salarié peut quand même saisir les prud'hommes.

Le dispositif ne s'applique que pour une séparation non conflictuelle et entre deux parties consentantes

C'est là où le bât blesse. Valérie Dubaile note que l'esprit du dispositif n'est pas respecté. « *Par essence, il doit régler une séparation non conflictuelle alors que, souvent, les deux parties sont déjà engagées dans un bras de fer. Elles ne se mettent autour d'une table pour négocier qu'après des échanges de courriers.* » Le point d'achoppement porte principalement sur le versement de la compensation financière. Celle-ci ne doit pas être inférieure à l'indemnité conventionnelle (ou, à défaut, légale) de licenciement, le cas le plus favorable au salarié étant appliqué. Cette somme est calculée au prorata temporis depuis



Valérie Dubaile, avocate spécialisée en droit du travail.

l'entrée en fonction. Ce qui fait qu'une jeune recrue, donc avec peu d'ancienneté, touche quelque chose.

Les jeunes et les seniors aux premières loges

Les jeunes actifs sont d'ailleurs particulièrement concernés par la rupture conventionnelle, selon Valérie Dubaile. « *L'intégration peut mal se passer. Après six mois, l'employeur en tirera le bilan.* » A l'autre extrémité de la pyramide des âges, les seniors sont, eux aussi, touchés. Par exemple, face à un cadre de 57 ans, démotivé et arrêté depuis deux ans, l'entreprise a la possibilité de négocier un départ à l'amiable sans passer par une procédure de licenciement particulièrement coûteuse et risquée. ■ XAVIER BISEUL

(*) <http://goo.gl/DyWmw>

POUR ALLER PLUS LOIN

- Etat des lieux de la mise en œuvre de la rupture conventionnelle. Note du Centre d'analyse stratégique (<http://goo.gl/MT4Ua>).
- Le bilan jurisprudentiel de la rupture conventionnelle par Xavier Berjot, avocat, sur le site Miroir social (<http://goo.gl/8h5QS>).

L'Etat de l'Art

Les Séminaires Capgemini Institut



Mise à jour : 2 décembre 2010

23 séminaires nouveaux ou entièrement remaniés

> Les Synthèses

Comprendre les Tendances de l'Informatique	6-8 déc. 10 • 24-26 janv. 11
Urbanisme et Architectures Techniques en 2011	13-15 déc. 10 • 31 janv.-2 fév. 11
Réseaux : la synthèse	6-8 déc. 10 • 28-30 mars 11
Micros, Serveurs, Réseaux : la synthèse	28-30 mars 11 • 20-22 juin 11
Sécurité : la synthèse technique	9-10 déc. 10 • 27-28 janv. 11
Management des Projets Informatiques	6-8 déc. 10 • 24-26 janv. 11
La Gouvernance Informatique en 2011	24-25 mars 11 • 16-17 juin 11

> Projets et Développement

Le Développement d'Applications en 2011	23-25 mai 11 • 21-23 nov. 11
Java : la synthèse	19-20 mai 11 • 3-4 nov. 11
Open Source : l'état de l'art	24-25 mai 11 • 29-30 nov. 11
XML : la synthèse	26-27 mai 11 • 3-4 nov. 11
Web Services : l'état de l'art	26-27 mai 11 • 24-25 nov. 11
Client Riche : Ajax, RIA, HTML 5	26-27 mai 11 • 15-16 nov. 11
Analyse des Besoins des Utilisateurs en 2011	24-25 mars 11 • 23-24 juin 11
Le Cahier des Charges en 2011	7-8 avr. 11 • 28-29 juin 11
Estimation des Développements Informatiques	26-27 mai 11 • 15-16 nov. 11
Méthodes Agiles : l'état de l'art	19-20 mai 11 • 17-18 nov. 11
Les Techniques et Outils de Test	26-27 mai 11 • 24-25 nov. 11
La Qualité des Systèmes et des Logiciels	16-18 mai 11 • 28-30 nov. 11
La Maintenance Applicative et TMA en 2011	19-20 mai 11 • 29-30 nov. 11

> Management de l'Informatique

Le Tableau de Bord du DSI en 2011	9-10 déc. 10 • 27-28 janv. 11
Les "Best Practices" de la DSI en 2011	29-30 mars 11 • 28-29 juin 11
Les Responsabilités Juridiques du DSI en 2011	24-25 mars 11 • 23-24 juin 11
Les Schémas Directeurs en 2011	22-23 mars 11 • 8-9 juin 11
La Conduite du Changement en 2011	28-30 mars 11 • 20-22 juin 11
COBIT, ITIL, CMMI, ISO : l'état de l'art 2011	29-30 mars 11 • 28-29 juin 11
Centres de Services : la mise en œuvre	10-11 mars 11 • 23-24 juin 11
SLA et Contrats de Service	17-18 mars 11 • 16-17 juin 11
ITIL : la mise en œuvre	24-25 mars 11 • 28-29 juin 11
Gestion de Portefeuille de Projets : l'état de l'art	24-25 mars 11 • 16-17 juin 11
PMO : la mise en œuvre	17-18 mars 11 • 23-24 juin 11
La Maîtrise d'Ouvrage en 2011	9-10 déc. 10 • 24-25 mars 11
L'Audit Informatique en 2011	17-18 mars 11 • 16-17 juin 11
Le Contrôle de Gestion de l'Informatique	24-25 mars 11 • 23-24 juin 11
ROI, Valeur et Coûts du SI	14-15 déc. 10 • 17-18 mars 11
Les Contrats Informatiques en 2011	26-27 mai 11 • 24-25 nov. 11
Green IT et réduction des coûts informatiques	26-27 mai 11 • 15-16 déc. 11
Outsourcing : l'état de l'art en 2011	24-25 mai 11 • 29-30 nov. 11
Offshore : les meilleures pratiques en 2011	29-30 mars 11 • 28-29 juin 11
Gestion de Parc et Assistance Utilisateurs	12-13 mai 11 • 15-16 nov. 11
Help Desk : l'état de l'art	17-18 mars 11 • 8-9 juin 11
Exploitation/Production Informatique en 2011	21-23 mars 11 • 20-22 juin 11
Sécurité des Systèmes d'Information	6-8 déc. 10 • 24-26 janv. 11
Continuité Informatique / PRA	9-10 déc. 10 • 29-30 mars 11
Plan de Continuité d'Activité/Gestion de Crise	17-18 mars 11 • 8-9 juin 11
ISO 27001/27002 et "best practices" en Sécurité	19-20 mai 11 • 1-2 déc. 11

> Architectures et Réseaux

Architecture d'Entreprise et SI	24-25 mars 11 • 23-24 juin 11
SOA : l'état de l'art	9-10 déc. 10 • 17-18 mars 11
Processus et BPM : l'état de l'art	14-16 mars 11 • 20-22 juin 11
ESB, Intégration et Orchestration de Services	10-11 mars 11 • 23-24 juin 11
Référentiels d'Entreprise : l'état de l'art	19-20 mai 11 • 17-18 nov. 11
Intégration de Données d'Entreprise	24-25 mai 11 • 8-9 déc. 11
Virtualisation : technologies et mise en œuvre	17-18 mars 11 • 26-27 mai 11
Postes de Travail : réduire les coûts en 2011	10-11 mars 11 • 8-9 juin 11
Cloud Computing : l'état de l'art	29-30 mars 11 • 28-29 juin 11
Architectures d'Applications Distribuées	23-25 mai 11 • 14-16 nov. 11
Gérer la Performance des Applications et du SI	19-20 mai 11 • 17-18 nov. 11
Réseaux et Télécoms : les tendances, les choix	23-25 mai 11 • 21-23 nov. 11
Téléphonie sur IP	12-13 mai 11 • 1-2 déc. 11
Sécurité : mobilité, sans-fil et VPN	22-23 mars 11 • 16-17 juin 11
Sécurité Web : l'état de l'art	24-25 mars 11 • 28-29 juin 11
SAN/NAS : état de l'art des Réseaux de Stockage	23-25 mai 11 • 21-23 nov. 11

> Techniques et Applications

Portails d'Entreprise : l'état de l'art	17-18 mars 11 • 8-9 juin 11
Internet : la synthèse 2011	12-13 mai 11 • 17-18 nov. 11
Internet Mobile : l'état de l'art	16-18 mai 11 • 7-9 nov. 11
Web 2.0 : les usages professionnels en 2011	19-20 mai 11 • 24-25 nov. 11
Webmarketing : l'état de l'art	16-18 mai 11 • 21-23 nov. 11
Réussir et Gérer un Site Web	9-10 déc. 10 • 12-13 mai 11
Les ERP/Progiciels Intégrés en 2011	12-13 mai 11 • 29-30 nov. 11
Dématérialisation : l'état de l'art	26-27 mai 11 • 24-25 nov. 11
Bases de Données : la synthèse	16-18 mai 11 • 7-9 nov. 11
Décisionnel : l'état de l'art	13-15 déc. 10 • 21-23 mars 11
CRM et e-CRM	24-25 mars 11 • 23-24 juin 11
Knowledge Management : l'état de l'art	19-20 mai 11 • 29-30 nov. 11
Projets Collaboratifs : l'état de l'art	12-13 mai 11 • 3-4 nov. 11
ECM (Entreprise Content Management)	9-10 déc. 10 • 26-27 mai 11
GED (Gestion Electronique de Documents)	28-29 juin 11 • 29-30 nov. 11
Archivage Electronique en 2011	8-9 juin 11 • 15-16 nov. 11

> Les Passeports

Systèmes d'Information : les 3 prochaines années	6-8 déc. 10 • 24-26 janv. 11
Passeport Réseaux & Télécoms	13-15 déc. 10 • 31 janv.-2 fév. 11
Passeport Consultant	6-8 déc. 10 • 31 janv.-2 fév. 11
Passeport MBA	23-25 mai 11 • 28-30 nov. 11
Passeport Comptabilité & Finance	6-8 déc. 10 • 7-9 mars 11
La Banque en 3 jours	13-15 déc. 10 • 14-16 mars 11
La Gestion du Stress	19-20 mai 11 • 29-30 nov. 11
Passeport Efficacité Personnelle	6-8 déc. 10 • 24-26 janv. 11
Passeport Management	13-15 déc. 10 • 31 janv.-2 fév. 11

Durée 14 h (séminaire de 2 jours) ou 21h (séminaire de 3 jours).

Formations éligibles au DIF.

Renseignements et inscriptions :
Véronique Groud
Tél. : 01 44 74 24 10
veronique.groud@capgemini.com
www.institut.capgemini.fr

 **Capgemini**
CONSULTING. TECHNOLOGY. OUTSOURCING

BUSINESS STYLE LA SÉLECTION HIGH-TECH DE LA RÉDACTION



Clé supersonique

Lacie présente l'une des premières clés au standard USB 3.0. Pour les accrocs de vitesse, les débits annoncés sont de 260 Mo/s. Disponible en 30, 60 et 120 Go à partir de 149 euros.

iPhone sur moto
Il y a quelques années, c'était le GPS portable que l'on installait sur son guidon. Aujourd'hui, c'est l'iPhone avec ce support distribué par ICA Security.



Enceintes design

Beau, cher et pas indispensable, mais tellement désirable. Bang & Olufsen signe une étonnante station d'accueil pour iPod, iPhone et iPad à... 1 000 euros !

Picoprojo

Ce rétroprojecteur de poche a le bon goût d'être totalement autonome, puisque l'on peut stocker ses photos, vidéos et slides sur une carte de 32 Go intégrée. L'image projetée par le Samsung SP-H03 peut atteindre 2 m de diagonale.



PRÈS DE 300 BARRETTES MÉMOIRE POUR SERVEUR

Premier fabricant de mémoires indépendant au monde, Kingston vous garantit des performances et une fiabilité optimales dans ses produits. Fort de son savoir faire, la marque développe aujourd'hui des barrettes mémoire innovantes pour serveur, alors n'attendez-plus pour les découvrir, rendez-vous sur ldlc-pro.com.



4 Go - DDR2-SDRAM PC2-5300
Fully Buffered X8 Quad Rank CL5
KVR667D2Q8F5V/4G

LA PERFORMANCE POUR LES PLUS EXIGEANTS

- Mémoire DDR2-SDRAM PC5300 (667 Mhz)
- Fully Buffered X8
- Capacité 4 Go
- Quad Rank
- Radiateur intégré
- Tension : 1.55V
- CAS Latency 5
- Garantie 10 ans par Kingston

260€HT



ValueRAM "Triple Channel" 3 Go (Kit 3x 1 Go)
DDR3-SDRAM PC3-10600 ECC CL9
KVR1333D3E9SK3/3G1

UNE DDR3 À PETIT PRIX

- Mémoire DDR3-SDRAM PC3-10600 (1333 Mhz)
- ECC
- Capacité 3 Go
- Tension : 1.5V
- CAS Latency L9
- Sonde thermique
- Garantie 10 ans par Kingston

70,44€HT



ValueRAM 12 Go (kit 3x 4 Go) DDR3-SDRAM
PC3-8500 ECC Registered with Parity x8
Quad Ranked CL7 - KVR1066D3Q8R7SK3/12G

DES CAPACITÉS DÉBORDANTES

- Capacité 12 Go
- Mémoire DDR3-SDRAM PC8500 (1066 Mhz)
- Tension : 1.5V
- CAS Latency 7
- Mémoire avec bit de parité - ECC
- Capteur de température intégré (grade B)
- Garantie 10 ans par Kingston

340,26€HT

LDLC-PRO.com

WWW.LDLC-PRO.COM

+ DE 15 000 RÉFÉRENCES EN INFORMATIQUE ET HIGH-TECH
EXPÉDITION ÉCLAIR 24-48H* - MODES DE PAIEMENT ADAPTÉS - 30 EXPERTS À VOTRE ÉCOUTE



AGENDA

RETROUVEZ TOUS NOS ÉVÉNEMENTS SUR WWW.01NETPRO.COM

Club 01 DSI BPM, SOA et cloud : une feuille de route toute tracée vers l'agilité

Le 2 décembre à Paris (Club Marbeuf)

Cette matinée organisée par le Groupe 01, en partenariat avec IBM, se propose de montrer aux DSI ainsi qu'aux autres décideurs des technologies de l'information de l'entreprise comment une approche intégrée du management des processus métier, de l'architecture orientée services et du cloud computing aide à introduire de l'agilité au sein du système d'information.

<http://01netpro.com>

VMware Tour 2010

Le 2 décembre à Lille

(Carré du Hélén, Ennevelin)



Pour sa dernière étape, la conférence itinérante organisée par le spécialiste des solutions de virtualisation VMware fera escale à Lille.

www.vmwaretour2010.com

Datacenter Dynamics

Le 6 décembre à Paris

(Hôtel Marriott rive gauche)

Pour sa quatrième édition, ce sommet traitera surtout du thème Outsourcing et services. Il devrait réunir environ 300 professionnels du datacenter.

www.datacenterdynamics.com

01 Salon Cartes & identification

Du 7 au 9 décembre à Paris Nord Villepinte
(Parc des expositions)

Ce salon international, qui fêtera ses 25 ans, rassemblera les principaux acteurs de la sécurité numérique, des technologies intelligentes, du paiement et de la mobilité. Au programme : une exposition et un congrès. Les communications et les applications sans contact, dont le paiement mobile (expérimenté à Nice), ainsi que la protection des données figureront parmi les thèmes des différentes sessions.

www.cartes.com

Club 01 DSI En route vers le cloud privé

Le 7 décembre à Paris (Hôtel Bristol)



A l'intention des DSI et décideurs informatiques, le groupe 01 organise une conférence-cocktail dînatoire sur la transformation de la DSI à l'heure de la virtualisation et du cloud privé. L'évolution vers un système d'information orienté services, la convergence des infrastructures, la virtualisation des applications critiques et l'impact sur la gouvernance seront au programme. A noter la présence de Jean-François Loche, directeur technique de Renault-Nissan, d'Alain Moustard, DSI de Bouygues Telecom, et de Didier Lambert, ex-DSI du groupe Essilor.

<http://01netpro.com>

ICSSEA 2010

Du 7 au 9 décembre à Paris

(Telecom Paris Tech)

La vingt-deuxième édition de cette conférence internationale Génie logiciel & ingénierie de systèmes et leurs applications aura pour thème « Exploiter le potentiel et les promesses des logiciels et systèmes distribués ».

<http://icssea.enst.fr>

Forum Decideo

Le 8 décembre à Paris-La Défense

(Centre de conférences Cœur Défense)

Ce neuvième forum annuel des utilisateurs de systèmes décisionnels ou de business



intelligence fera alterner des témoignages et des analyses d'experts.

www.forumdecideo.com

Club 01 DSI Cloud Computing : comment s'engager en toute confiance

Le 9 décembre à Paris

(Hôtel Méridien Etoile)

Cette matinée organisée par le groupe 01 en partenariat avec Intel se propose de donner aux participants toutes les clés leur permettant de mieux appréhender les enjeux du cloud dans un environnement complexe.

<http://01netpro.com>

01 Trophées des grandes écoles

Le 10 décembre à Paris

(Espace Champerret)

Lors du Salon des grandes écoles, qui se déroulera du 10 au 12 décembre, le groupe l'Etudiant et la Société Générale

récompenseront des écoles d'ingénieurs ayant mis au point un projet dans les relations avec les entreprises, l'innovation pédagogique, l'international et la responsabilité sociale des entreprises face aux écoles.

www.letudiant.fr

PRIT 2010

Le 13 décembre à Paris (Cité des sciences et de l'industrie/La Villette)



Organisé à l'initiative des sept pôles de compétitivité franciliens (Systematic, Advancity, ASTech, Cap Digital, Finance Innovation, Medicen et Mov'eo), ce sixième rendez-vous annuel du Paris Region Innovation Tour visera à démontrer que l'Ile-de-France dispose d'atouts lui permettant d'être l'un des principaux moteurs de l'innovation européenne.

www.prit2010.eu

Forum des Interconnectés

Les 13 et 14 décembre à Lyon (Centre de congrès de Lyon)

A travers une vingtaine de conférences, ateliers et retours d'expériences, ce septième rendez-vous annuel de l'innovation pour les collectivités territoriales permettra aux élus et aux décideurs IT de percevoir ce que sera la collectivité de demain.

www.interconnectes.com/fr

Université des Correspondants informatique et libertés

Le 28 janvier 2011 à Paris-Montparnasse (chez CNP Assurances)

Organisée par l'Association française des correspondants à la protection des données à caractère personnel (AFCDP) au siège de l'un de ses membres, cette journée abordera différents problèmes concrets rencontrés par les Correspondants informatique et libertés (CIL). Par exemple, qui est responsable des données traitées quand le système est l'œuvre de plusieurs partenaires ?

www.afcdp.net



12, rue d'Oradour-sur-Glane
75015 Paris
Directeur de la publication : Alain Weill

POUR CONTACTER LA RÉDACTION

E-mail : redaction@groupe01.fr
Web : www.01netpro.fr
Tél : 01 71 18 54 48
Fax : 01 71 18 52 50
Pour joindre directement au téléphone votre correspondant ci-dessous, faites précéder ses quatre chiffres de 01 71 18

RÉDACTION

Vous pouvez joindre l'ensemble des membres de la rédaction par e-mail de la façon suivante : «première lettre du prénom.nom@01informatique.fr».

Directeur des rédactions Pôle Pro-Groupe 01 et rédacteur en chef : Frédéric Simottel (5505).
Rédacteurs en chef adjoints : Pierre Berlemont (5366), Pierre Landry (5449), Anicet Mbida (5468).
Grands reporters : Vincent Berdot (5364), Frédéric Bergé (5365), Xavier Biseul (5369), Yann Serra (5502).
Chefs de service : Sandrine Chicaud (5391), Alain Clapaud (5393), Gilbert Kallenborn (5447).
Chefs d'enquête : Olivier Discazeaux (5421), Juliette Fauchet (5426), Boris Mathieux (5467), Pierre Tran (5509).
Rédacteurs : Stéphane Bellec (5363), Eddy Dibar (5420), Marie Jung (5446), Christine Peressini (5481), Armelle Siccato (5503).
Assistante de rédaction : Fatima Lacombe (5448).

Rubriques : Pierre Berlemont (Tendances) ; Frédéric Simottel (Opinions) ; Pierre Landry (Expériences) ; Yann Serra (Dossier) ; Sandrine Chicaud (Vous Management), Xavier Biseul (Vous RH) ; Anicet Mbida (Web/Dinetpro).

Domaines

Infrastructures logicielles, décisionnel, SGBD : Vincent Berdot, Alain Clapaud, Boris Mathieux.
Progiciels, relation client, supply chain : Alain Clapaud, Juliette Fauchet, Boris Mathieux.
Collaboratif, gestion de contenus, dématérialisation : Vincent Berdot, Alain Clapaud, Marie Jung.
Développement : Alain Clapaud, Pierre Tran.
Infrastructures matérielles, cloud, réseaux, télécoms, mobilité, stockage, virtualisation : Frédéric Bergé, Alain Clapaud, Eddy Dibar, Gilbert Kallenborn, Yann Serra.
Sécurité : Stéphane Bellec, Gilbert Kallenborn.
Emploi, RH, recrutement, formations, juridique, relations sociales : Xavier Biseul, Sandrine Chicaud, Juliette Fauchet, Christine Peressini, Armelle Siccato.
SSII, VAR, distributeurs : Xavier Biseul, Olivier Discazeaux, Armelle Siccato.
Economie numérique, start up, R&D, investissements : Pierre Berlemont, Xavier Biseul, Gilbert Kallenborn.
Banques-assurances : Vincent Berdot, Xavier Biseul, Boris Mathieux.
E-commerce, e-marketing : Alain Clapaud, Boris Mathieux.
Grande distribution, retail, transports-logistique : Boris Mathieux.
Industries : Alain Clapaud.
Santé : Vincent Berdot, Christine Peressini.
Secteur public : Vincent Berdot, Xavier Biseul, Marie Jung, Christine Peressini.
Directions des achats : Vincent Berdot, Armelle Siccato.

RÉALISATION

Rédactrice en chef technique adjointe : Christelle Denis.
Secrétaires de rédaction : Hélène Brusetti, Christine Simha (iconographie).
Première rédactrice-graphiste : Isabelle Fouin.
Rédactrice-graphiste : Adriana Delettières.
Infographie : Marc Robert.
Couverture : DBO.
Conception graphique : Rampazzo & Associés.

DOCUMENTATION ET AGENDA

E-mail : documentation@groupe01.net

ÉVÉNEMENTS 01 (www.evenements01.com)

Directeur des événements et conférences : Alexandre Nobécourt
Responsable éditorial : Olivier Coredo
Responsable relation audience : Patricia Sciarriano
Marketing et organisation : Laurence Amouroux, Marie Rousseau, Bénédicte Le Foll
Développement commercial et relations partenaires : Didier Verbeke, Tristan Ougier.

COMMERCIAL - MARKETING

Publicité Tél. : 01 71 18 53 08 - **Fax :** 01 71 18 53 01
Pierre-Henry Medan, directeur général ;
Valérie Fénéon (53 09), directrice commerciale -
Pôle Print ; Sylvia Besse (53 08), assistante de direction ; Fatma Boullia (53 10), assistante commerciale.
Pôle Annonceurs
Katia Nony (53 31), directrice de publicité ;

Stéphanie Barret (53 03), directrice de clientèle ;
Valérie Souhol (53 37), chef de publicité ;
François Rincel (53 33), chef de publicité ;
Appolinaire Houssou-Montvert (53 22), responsable exécution.

La direction se réserve le droit de refuser toute insertion sans avoir à justifier sa décision.

Pôle Agences Média

Laurent Lavature (53 24), directeur de publicité ;
International: Farida Mérabet (53 27), directrice de clientèle ;
Appolinaire Houssou-Montvert (53 22), responsable exécution.

La direction se réserve le droit de refuser toute insertion sans avoir à justifier sa décision.

Publicité internationale

Jérôme Callu Mérite (53 14), directeur de la publicité internationale ;
Caroline Gilles (53 21), directrice de clientèle ;
Stefane Bartlett (3200), responsable marketing international.

Marketing-Etudes-Promotion

Tél. : 01 71 18 53 00 - Fax : 01 71 18 53 01
Guillaume Vasse, directeur marketing & Revenue Management (53 40), Patricia Mosnier (53 28), chef de groupe marketing.

Régies internationales :

BENELUX : Huson European Media, James Clayson, tél. (44) 19 32 564 999 - Fax : (44) 19 32 564 998 (j.clayson@husonmedia.com).

ALLEMAGNE : DS Media, Dominique Schall, tél. (49) 7844 47 001 - Fax : (49) 7844 47 003 (d.schall@dsmedia.info).

GRANDE-BRETAGNE : GCA, Greg Corbett, tél. (44) 207 730 6033 - Fax : (44) 207 730 6628 (gca@gca-international.co.uk).

ISRAËL : Talbar Media, Asa Talbar, tél. (972) 77 562 1900 - Fax : (972) 77 562 1903 (talbar@talbar.co.il).

ITALIE : Medias International, Jean-Pierre Bruel, tél. (39) 31 751 494 - Fax : (39) 31 751 482 (medias@pcrianza.net).

JAPON : Shinano Co., Kazuhiko Tanaka, tél. (81) 3 3589 4667 - Fax (81) 3 3505 5628 (scp@bunkoh.com).

ETATS-UNIS : Huson International Media, Ralph Lockwood, tél. (1) 408 879 6666 Fax : (1) 408 879 6669 (Ralph@husonusa.com).

ANNONCES CLASSÉES

Régie : EmploiPro

Tél. : 01 77 92 92 92 - Fax : 01 77 92 98 64.
Sébastien Olszanski, directeur emploi (93 93) ;
Stéphane Beaudoin, directeur commercial agences grands comptes (93 78) ;
Marie Caland, responsable pôle direct (93 77) ;
Laurent Beslier, directeur de clientèle formation (94 21).

FABRICATION

Serge de Kilkhen, chef de fabrication.

DIFFUSION

Laurence Vassor, responsable diffusion ;
Cécile Guerin, chef de produit ;
Géraldine Mongay, chef de marque.
Abonnements : web : www.abo-01informatique.com
Mail : abonnement-01informatique-pi@team-partners.com

Tél. : 03 44 62 52 38 (du lundi au vendredi, de 9 h à 18 h) ; fax : 03 44 12 57 67 ;

Abonnement France, 1 an, 44 numéros (magazine seul) : 144 € (dont TVA à 2,10 %)

Abonnement France, 1 an, 44 numéros (papier + version numérique) + 6 newsletters hebdomadaires + 2 newsletters mensuelles : 228 € ttc (dont TVA 2,1 %)

Abonnement France Etudiants, 1 an, 44 numéros (papier + version numérique) + 6 newsletters hebdomadaires + 2 newsletters mensuelles : 114 € ttc (dont TVA 2,1 %) sur justificatif d'une carte d'étudiant en cours de validité.

Abonnement étranger : www.abo-01informatique.com
Service des ventes réservé aux dépositaires et marchands de journaux.

01 Informatique est édité par



Président-directeur général : Alain Weill.
Directeur général : Vincent Buffin
Directrice déléguée Print : Sylvie Guichot

GRUPE 01 - SA au capital de 199 272 euros.
Siège social : 12, rue d'Oradour-sur-Glane, 75015 Paris. Tél. : 01 71 18 54 00.
Immatriculation RCS : 311 243794 PARIS - Code APE 5814Z - Siret 311 243794 00139 - TVA intracommunautaire FR 82 311 243794
Principal actionnaire : NextRadio TV

Toute reproduction, représentation, traduction ou adaptation, qu'elle soit intégrale ou partielle, quel qu'en soit le procédé, le support ou le média, est strictement interdite sans autorisation du Groupe 01, sauf les cas prévus par l'article L122-5 du code de la propriété intellectuelle.

©2007 GROUPE 01 - Tous droits réservés.

Commission paritaire : n°0714K851B5 - ISSN 0298-2285. Dépôt légal : à parution.
Imprimerie : Maury Imprimeur, route d'Etampes, 45330 Mareshèbes.





On ne peut pas toujours tout contrôler...

REFLEXIONFAITE - Crédits photos : © Image Source / masterfile.

... sauf les services web de son entreprise grâce aux serveurs dédiés Amen.

- CONTRÔLE TOTAL
- CENTRALISATION
- SOLUTION GLOBALE
 - PUISSANCE
 - FLEXIBILITÉ
 - POLYVALENCE

Quelle que soit votre activité, gérez l'ensemble de vos applications avec une seule et unique interface : préparation et envoi d'un emailing, mise à jour de votre site Internet, modification ou création d'une adresse mail, dépôt d'un fichier sur votre FTP...

Tout est possible grâce à la simplicité de l'interface d'administration Plesk qui équipe tous les serveurs dédiés AMEN.

Nouvelle gamme



0 892 55 66 77 | www.amen.fr
[0,34 €/min]

1&1 HÉBERGEMENT

TOUS LES PACKS AU PRIX DU MOINS CHER !

TOUS LES PACKS HÉBERGEMENT À SEULEMENT :

1,99€
HT/mois
(2,38 € TTC/mois)
pendant les 3 premiers mois*

Dernière offre de l'année. Décidez-vous avant le 31 décembre !



Vous voudriez choisir votre solution d'hébergement sans vous soucier du prix ? Chez 1&1, tous les packs d'hébergement vous sont actuellement proposés au prix du moins cher : seulement 1,99 € HT/mois* durant 3 mois quelque soit le pack !

Faites votre choix sur 1and1.fr, où vous découvrirez également nos serveurs, e-boutiques et noms de domaines à petits prix !

DOMAINES À PRIX CASSÉS :

le .fr à 3,99€ HT/an (4,77€ TTC/an),

le .info à 0,99€ HT/an (1,18€ TTC/an)* !

* Tous les Packs Hébergement sont au prix du Pack Initial (1,99 € HT/mois, soit 2,38 € TTC/mois). A l'issue de 3 premiers mois, les produits concernés sont aux prix habituels (Pack Confort à 5,97 € TTC/mois, Pack Pro à 11,95 € TTC/mois, Pack Premium à 23,91 € TTC/mois). Frais de mise en service : 5,97 € TTC (Pack Confort) ou 11,95 € TTC (Pack Pro, Pack Premium). Offre soumise à un engagement de 12 mois. Offre domaines applicable la première année au lieu du prix habituel de 6,99 € HT/an (8,36 € TTC). Conditions détaillées sur www.1and1.fr. Offres sans engagement également disponibles.



FLASH-BACK

Il y a dix ans, le décisionnel mobile passait par le WAP

En 2000, 01 Informatique en parle : dans le sillage de Microstrategy qui, très tôt, s'est tourné vers la diffusion personnalisée d'informations sur de multiples canaux (web, téléphone WAP...), BO fournit une extension mobile de son portail d'aide à la décision Infoview Wireless Edition.



L'histoire du décisionnel aurait-elle tendance à bégayer ? Il y a tout juste dix ans, Microstrategy (rare éditeur de business intelligence encore indépendant) menait la danse de l'affichage de rapports décisionnels sur mobile grâce au WAP. Un protocole qui est à l'internet mobile ce que le Minitel est au web actuel. Business Objects (BO), Cognos et autre Brio lui emboîtaient alors le pas.

Des versions pour iPad et iPhone
Le même schéma se répète aujourd'hui : Microstrategy est l'éditeur de business intelligence (BI) en pointe sur les environnements iPad et iPhone. Il exploite avantageusement le caractère tactile des écrans et même le multi-touch. Reste à savoir si la BI mobile aura, dans le futur, une issue plus heureuse que lors de la décennie passée. Car force est de

constater que la consultation de rapports et de tableaux de bord via le WAP a fait un flop. Aujourd'hui, trois raisons laissent à penser que le décisionnel mobile a enfin trouvé son époque. Première évidence : le débit, avec la 3G, est sans commune mesure avec celui du WAP. Autre source d'espoir : l'ergonomie de l'affichage, là aussi incomparable. Les éditeurs rivalisent d'astuces pour faciliter la visualisation de larges tableaux en simplifiant la sélection des colonnes, offrent des possibilités de zoom et d'incrustation d'histogrammes

intuitives, et rendent aisée la navigation entre les multiples dimensions des environnements. Enfin, réelle innovation, les capteurs sensoriels embarqués dans les mobiles (appareil photo et géolocalisation notamment) laissent envisager de nouveaux usages. Comme celui de récolter des rapports concernant le magasin dans lequel on se trouve physiquement. Ou encore, à la lecture des codes-barres capturés avec la fonction photo du mobile, de rapatrier les chiffres liés à l'article concerné, sans devoir donc saisir aucune information. Autant de nouvelles pratiques novatrices aujourd'hui à l'épreuve du terrain. **VINCENT BERDOT**

- DATES CLÉS**
- De 2000 à 2001 :** Microstrategy, BO, Cognos et Brio lancent leurs versions mobiles compatibles WAP et i-mode.
 - Fin 2007 :** disponibilité de Cognos 8 Go! Mobile sur Windows Mobile et Symbian.
 - Été 2010 :** Microstrategy sort une version pour iPhone et iPad. IBM et SAP lui emboîtent le pas en novembre 2010.

LA SEMAINE DE BOBINEAU par Yann Serra



ANNONCES

TOUTES NOS OFFRES D'EMPLOI SUR www.01net.com, www.cadresonline.com, ET SUR www.01informatique.fr

CONTACTS ANNONCES CLASSEES



Marie Caland :
01 77 92 93 77
m.caland@emploi.pro

Stéphane Beaudoin :
01 77 92 93 78
sbeaudoin@emploi.pro

France Botte :
01 77 92 97 73
fbotte@emploi.pro

La Région Aquitaine a initié un vaste chantier de modernisation qui a placé la Direction du système d'information (DSI) au cœur des problématiques de l'Institution. L'équipe de la DSI se compose de 24 personnes et l'environnement technique, de 1 300 postes sous Windows XP, 500 imprimantes, d'un système d'exploitation réseau Novell OES 2, d'un serveur de messagerie Zimbra, téléphonie sous IP (Alcatel), d'une infrastructure VMware de 5 ESX 3.



Un(e) Directeur(trice) du système d'information

Sous l'autorité de la Secrétaire générale auprès du Directeur général des services, vous définissez la stratégie et la mise en place opérationnelle du système d'information et téléphonie de la collectivité. (Cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux, par voie de mutation de détachement ou d'inscription sur liste d'aptitude)

A cet effet, vous êtes le garant de l'alignement du système d'information sur la stratégie de la collectivité et êtes responsable de la conception, la mise en œuvre et le maintien des conditions opérationnelles du système d'information et de sa qualité. Vous fixez et validez les grandes évolutions de l'informatique de la collectivité et préconisez les investissements en fonction des sauts technologiques souhaités. Vous savez anticiper les évolutions nécessaires en fonction des objectifs de la collectivité, vous en maîtrisez les coûts, et évaluez la maturité des technologies de l'information.

ACTIVITES PRINCIPALES : • Définition et mise en œuvre de la politique du système d'information • Management d'une équipe de 24 personnes • Relations internes entre les services de la région et la DSI • Relations avec les fournisseurs et partenaires extérieurs • Sécurité informatique et gestion des risques.

CONNAISSANCES ET SAVOIR-FAIRE NECESSAIRES : • Expérience significative sur un poste identique obligatoire • Connaissance indispensable du fonctionnement des collectivités territoriales • UNIX, WINDOWS, client-serveur et n-tiers, méthode de modélisation, conduite de projet, infrastructures réseau et télécoms, principes de sécurité informatique, réglementation des marchés publics et de la comptabilité publique, logiciels bureautiques, anglais technique.

Merci d'adresser votre candidature (lettre de motivation + CV), à : STEP, Technopôle HélioParc, 2 av. du Président Pierre Angot, 64053 PAU Cedex 9 ou par mail à candidatures.cra@step-sa.fr, sous la réf. : STEP-CRA-2010-11-003. Date limite le : 05/01/2011

Photographie : Alban Gilbert

DOSSIER SPECIAL

16 DÉCEMBRE 2010

Prévisions de recrutement pour 2011

Contact commercial

Marie Caland : 01 77 92 93 77
Stéphane Beaudoin : 01 77 92 93 78
France Botte : 01 77 92 97 73

01 PROCHAINEMENT...

OINETPRO.COM

Les sites de recrutement les plus innovants



Le monde du recrutement sur le web est en perpétuelle ébullition. Chaque mois, plusieurs nouveaux acteurs voient le jour. Ce dossier passe au crible dix sites d'emploi qui ont une approche innovante. Sur Facebook, sur le web 2.0 ou en rémunérant les candidats.

Réagissez aux billets des blogueurs de 01

De l'emploi aux technologies de développement, de l'organisation des entreprises à l'efficacité des directions métier, les journalistes de la rédaction commentent dans leurs blogs l'actualité high-tech en entreprise. Faites-nous part, vous aussi, de votre quotidien.

OIBUSINESS BFM BUSINESS



9 décembre : les super-calculateurs à la portée des entreprises

Tous les jeudis à 23 heures, retrouvez Frédéric Simottel, rédacteur en chef de 01 Informatique, dans l'émission « 01 Business, les nouvelles technologies au service de l'entreprise » (en podcast sur bfmradio.fr).

CULTURE GEEK BFM BUSINESS



Chaque jour, le rendez-vous high-tech de la TNT

Retrouvez Anicet Mbida, journaliste à 01 Informatique, pour une vision décalée de l'actualité high-tech, tous les soirs à 21h 50 et 23h 50.

TENDANCES Le 9 décembre dans le n° 2064

BANQUES

L'ambitieux projet du Crédit Agricole

Un million de jours/homme : le projet informatique Nice du Crédit Agricole est l'un des plus ambitieux en France. La banque veut unifier son système d'information (SI) et surtout révolutionner les postes de travail. Interfaces riches, fusion des données structurées ou non, elle se donne deux ans pour se doter du SI le plus avancé du secteur bancaire.

EXPÉRIENCES Le 9 décembre dans le n° 2064



VISIOCONFÉRENCE

Faire ses premiers pas en téléprésence

A partir de trois scénarios d'utilisation en entreprise pour la téléprésence immersive, 01 vous accompagne pour vous permettre de faire votre choix en sachant s'il faut tout maîtriser en interne, s'en remettre à un opérateur ou louer des salles spécialisées.

EXPÉRIENCES Le 9 décembre dans le n° 2064

RÉSEAUX

Pourquoi Euromaster mise sur l'externalisation

Réseaux locaux, longue distance, infrastructure mobile voix-données, messagerie électronique, partage de document... Euromaster mise sur l'externalisation et les services cloud. Objectif : réduire les coûts et gagner en réactivité.



DOSSIER Le 9 décembre dans le n° 2064

OPEN SOURCE

Les directions métier encore prudentes dans l'adoption des logiciels libres

Si l'open source se perfectionne, sa montée en puissance reste gênée par la relative rareté des prestataires qualifiés, et les calculs de TCO compliqués par les problèmes de migration et de gestion du changement.

DOSSIER Le 6 janvier dans le n° 2066

RÉTROSPECTIVE

Le grand journal de l'année 2010



De l'éviction du patron de HP à la sortie de l'iPad, de l'essor du paiement sans contact au changement à la tête de Bull, de la confirmation du cloud au sein des entreprises au déploiement de la virtualisation, 01 Informatique revient sur tous les grands événements qui ont marqué l'année numérique 2010.

TOUTE LA TÉLÉPHONIE VOIP ET SES ACCESSOIRES SE TROUVENT SUR LDLC.COM !

TÉLÉPHONE VOIP CISCO SMALL BUSINESS PRO SPA525G

Une entière liberté grâce au Wi-Fi G

- 5 lignes
- Affichage 10 lignes d'appel
- Ecran couleur 3.2" haute résolution
- Bluetooth - WiFi
- Prise jack 2.5mm
- Lecteur photo et MP3
- PoE (Power over Ethernet)
- Haut-parleur duplex intégral intégré

242€43 HT



PASSERELLE VOIP CISCO SMALL BUSINESS SPA8000-G5

Téléphonez via Internet à partir téléphone standard

- 1 port RJ45
- 8 ports RJ11
- Génération de bruit de confort (CNG)
- Détection de l'activité vocale (VAD)
- Suppression d'écho (G.168)
- Attribution d'adresses IP par DHCP ou une configuration statique

198€12 HT



TÉLÉPHONE DE CONFÉRENCE SIP MEETINGPOINT

Vos conférences en simultanées aux 4 coins du monde

- Technologie audio Omnisound, duplex intégral, haut débit
- Gestion de 4 participants externes
- Espace de conférence jusqu'à 30 m² de superficie, ou 10 participants
- Administration simultanée de répertoires téléphoniques internes et externes (LDAP)
- Branchement de micros supplémentaires
- Prêt pour Microsoft Office Communication Server 2007 R2
- 12 comptes SIP
- OpenVPN

668€02 HT



ROUTEUR/ATA VOIP ZyXEL P-2302HWUDL-DECT/USB

Combinez le DECT et la VoIP en un seul appareil

- Routeur VoIP avec WiFi, SIP
- 2 interfaces analogiques vocales
- Station de base DECT pour 6 combinés
- Switch 4 ports intégré
- Supporte jusqu'à 10 comptes SIP
- Wi-Fi G
- 2 ports USB 2.0
- Pare-feu Stateful Packet Inspection intégré

83€57 HT



WWW.LDLC-PRO.COM

+ DE 15 000 RÉFÉRENCES EN INFORMATIQUE ET HIGH-TECH
EXPÉDITION ÉCLAIR 24-48H* - MODES DE PAIEMENT ADAPTÉS - 30 EXPERTS À VOTRE ÉCOUTE



Prix affichés hors frais de port et incluant l'éco-participation. Offre dans la limite des stocks disponibles. Pour plus de détails, connaître les disponibilités et prix en temps réel, consultez les fiches produits sur notre site. Toutes les marques citées, appartiennent à leurs détenteurs respectifs. Photos non contractuelles.

* Livré en moins de 24h pour toute commande passée avant 15h sur produits en stock - voir conditions sur le site www.ldlc-pro.com.

Nous automatisons la gestion et le traitement des factures de Marriott au niveau mondial. Ainsi ils n'ont plus à le faire eux-mêmes.

Xerox a numérisé et standardisé la gestion et le traitement des factures de Marriott Hotels & Resorts®. Désormais, leurs 11 millions de factures annuelles prennent moins de temps à traiter et moins de place à archiver. Ce qui laisse à Marriott Hotels & Resorts® plus de temps pour se consacrer entièrement aux services apportés à leurs clients.

RealBusiness.fr

Ready For Real Business® **xerox** 

